



**RETURN BIDS TO:
RETOURNER LES SOUMISSIONS À:**

Email to:
TPSGC.PADivisionQE-APQEDivision
.PWGSC@tpsgc-pwgsc.gc.ca

**SOLICITATION AMENDMENT
MODIFICATION DE L'INVITATION**

The referenced document is hereby revised; unless otherwise indicated, all other terms and conditions of the Solicitation remain the same.

Ce document est par la présente révisé; sauf indication contraire, les modalités de l'invitation demeurent les mêmes.

Comments - Commentaires

Vendor/Firm Name and Address
Raison sociale et adresse du
fournisseur/de l'entrepreneur

Issuing Office - Bureau de distribution
Security and Information Operations Division/Division
de la sécurité et des opérations d'information
11 Laurier St. / 11, rue Laurier
8C2, Place du Portage
Gatineau
Québec
K1A 0S5

Title - Sujet ITI in Sp of C2 Project	
Solicitation No. - N° de l'invitation W8474-18IT01/B	Amendment No. - N° modif. 020
Client Reference No. - N° de référence du client W8474-18IT01	Date 2022-12-08
GETS Reference No. - N° de référence de SEAG PW-\$\$QE-450-27248	
File No. - N° de dossier 061qe.W8474-18IT01	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME
Solicitation Closes - L'invitation prend fin at - à 02:00 PM Eastern Daylight Saving Time EDT on - le 2023-03-31 Heure Avancée de l'Est HAE	
F.O.B. - F.A.B. Plant-Usine: <input type="checkbox"/> Destination: <input checked="" type="checkbox"/> Other-Autre: <input type="checkbox"/>	
Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à: See herein	Buyer Id - Id de l'acheteur 061qe
Telephone No. - N° de téléphone (819) - ()	FAX No. - N° de FAX (819) -
Destination - of Goods, Services, and Construction: Destination - des biens, services et construction:	

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

Delivery Required - Livraison exigée	Delivery Offered - Livraison proposée
Vendor/Firm Name and Address Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur	
Telephone No. - N° de téléphone Facsimile No. - N° de télécopieur	
Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm (type or print) Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/ de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)	
Signature	Date

MODIFICATION N° 020

La présente modification n° 020 DDR vise à diffuser l'invitation à se qualifier provisoire ci-jointe pour le **projet d'infrastructure de technologie de l'information à l'appui du commandement et du contrôle (ITI à l'appui du C2)**. Comme il est décrit dans la modification n° 019 DDR, le processus d'invitation à se qualifier (ISQ) provisoire sert à donner la possibilité aux fournisseurs intéressés de présenter leurs commentaires écrits sur le document avant la publication par le Canada de l'ISQ finale.

Elle ne doit en aucun cas être considérée comme un engagement de la part du Canada et n'autorise aucunement les éventuels répondants à entreprendre du travail dont le coût pourrait être réclamé au Canada. La participation à la présente occasion de rétroaction écrite n'est ni une condition ni un préalable pour répondre à toute ISQ subséquente.

Instructions à l'intention des fournisseurs :

La présente ISQ provisoire constitue le document que le Canada a l'intention de publier comme ISQ pour ITI à l'appui du C2. Bien que le document contienne des renseignements et des clauses qui pourraient constituer l'ISQ finale, les répondants doivent garder à l'esprit qu'il s'agit d'une ébauche susceptible d'être modifiée. Les réactions sous forme de commentaires, de questions et de suggestions sont les bienvenues. Une fois que nous les aurons reçus, nous les compilerons et les analyserons pour préparer la version finale. Tous les commentaires seront pris en compte, mais ils ne donneront pas nécessairement tous lieu à des modifications. Les fournisseurs intéressés qui transmettent des commentaires ne recevront pas une réponse personnelle.

Toutes les demandes de renseignements et autres communications, y compris les commentaires sur la version provisoire de l'ISQ, doivent être adressées par écrit à l'autorité contractante de Services publics et Approvisionnement Canada (SPAC), à l'adresse courriel ci-dessous :

TPSGC.PADivisionQE-APQEDivision.PWGSC@tpsgc-pwgsc.gc.ca

Nous invitons les fournisseurs intéressés à transmettre leurs commentaires, questions et suggestions par écrit avant 14 h **24 Mars 2023**. Les commentaires reçus après la date et l'heure de clôture pourraient ne pas être pris en compte.

Veuillez noter que le Canada peut ne fournir aucune réponse aux demandes des fournisseurs avant la semaine du 9 janvier 2023 pour tenir compte des absences pendant la période des fêtes.

Les fournisseurs intéressés sont priés d'utiliser la feuille de calcul fournie pour faire part de leurs commentaires. Ainsi, le Canada pourra facilement compiler les réponses reçues. Si un répondant choisit de faire des suggestions directement sur les documents électroniques, on lui demande d'utiliser le mode « Suivi des modifications » ou une couleur de police différente.

Les répondants doivent mentionner aussi précisément que possible le point numéroté de l'ISQ provisoire auquel leurs commentaires se rapportent. Les commentaires techniques de nature

Solicitation No. - N° de l'invitation
W8474-18IT01/B (RFI)
Client Ref. No. - N° de réf. du client
W8474-18IT01

Amd. No. - N° de la modif.
020
File No. - N° du dossier
061QE.W8474-18IT01

Buyer ID - Id de l'acheteur
061QE
CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

exclusive doivent porter clairement la mention « exclusif » à chaque point pertinent. Les éléments identifiés comme étant « exclusif » seront traités comme tels, sauf si le Canada détermine que les renseignements ne sont pas exclusifs. Le Canada peut modifier le commentaire, ou demander au répondant de le faire, afin d'éliminer la nature exclusive des renseignements et de permettre la divulgation à tous les répondants.

TOUTES LES AUTRES MODALITÉS DEMEURENT INCHANGÉES.

Version provisoire – Invitation à se qualifier

POUR

L'INFRASTRUCTURE DE TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION À L'APPUI DU COMMANDEMENT
ET DU CONTRÔLE

ISQ N° W8474-18IT01/C

**Version provisoire de l'invitation à se qualifier –
Projet de l'infrastructure de technologie de l'information à l'appui du commandement et du
contrôle (ITI C2)**

La présente version provisoire de l'invitation à se qualifier (ISQ) offre aux fournisseurs intéressés l'occasion de faire part de leurs commentaires sur le document avant la publication de sa version finale.

Cette occasion de transmettre des commentaires écrits au Canada ne constitue ni un appel d'offres, ni une demande de propositions (DP), ni une réponse à la version finale de l'ISQ. Elle ne doit en aucun cas être considérée comme un engagement de la part du Canada et n'autorise aucunement les éventuels répondants à entreprendre du travail dont le coût pourrait être réclamé au Canada. La participation à la présente occasion de rétroaction écrite n'est ni une condition ni un préalable pour répondre à toute ISQ subséquente.

Instructions à l'intention des fournisseurs

Le présent document constitue la version provisoire de l'ISQ que le Canada a l'intention de publier. Il contient des renseignements et des dispositions qui pourraient figurer dans la version finale. Veuillez garder à l'esprit qu'il s'agit d'une version provisoire et que le document pourrait être modifié. N'hésitez pas à faire part de vos commentaires ou suggestions et à poser des questions. Une fois que nous les aurons reçus, nous les compilerons et les analyserons pour préparer la version finale. Tous les commentaires seront pris en compte, mais ils ne donneront pas nécessairement tous lieu à des modifications. Les fournisseurs intéressés qui transmettent des commentaires ne recevront pas une réponse personnelle.

Toutes les demandes de renseignements et autres communications, y compris les commentaires sur la version provisoire de l'ISQ, doivent être adressées par écrit à l'autorité contractante de Services publics et Approvisionnement Canada (SPAC)¹, à l'adresse courriel ci-dessous : TPSGC.PADivisionQE-APQEDivision.PWGSC@tpsgc-pwgsc.gc.ca.

Nous invitons les fournisseurs intéressés à transmettre leurs commentaires, questions et suggestions par écrit avant 14 h (HNE) le **2023-03-24**. Les commentaires reçus après la date et l'heure indiquées pourraient ne pas être pris en compte.

Les fournisseurs intéressés sont priés d'utiliser la feuille de calcul fournie (en format Excel) pour transmettre leurs commentaires. Cette méthode permettra au Canada de compiler facilement les réponses reçues.

Si vous choisissez d'annoter les documents électroniques, nous vous prions de bien vouloir utiliser la fonction de suivi des modifications ou une couleur de police différente.

Les répondants sont priés d'indiquer le plus précisément possible le numéro d'article dans la version provisoire de l'ISQ auquel renvoie leur demande de renseignements. Ils devraient présenter chaque question de la façon la plus détaillée possible pour permettre au Canada de fournir des réponses précises. Les rétroactions, commentaires, questions et suggestions des répondants peuvent ou non être diffusés à tous les répondants. Les demandes de renseignements techniques ayant un caractère « exclusif » doivent porter clairement la mention « exclusif » vis-à-vis de chaque article pertinent. Les éléments portant la mention « exclusif » feront l'objet d'une discrétion absolue, sauf si le Canada considère que la demande de renseignements n'a pas un caractère exclusif. Le Canada peut modifier les questions ou demander au répondant de le faire, afin d'en éliminer le caractère exclusif et de permettre la transmission des réponses à tous les répondants. Le Canada peut ne pas répondre aux demandes de renseignements dont la formulation ne permettrait pas de les diffuser à tous les répondants.

¹ Le nom légal du ministère est « ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux ». Ses noms d'usage courants sont « Services publics et Approvisionnement Canada », « SPAC », ainsi que « Travaux publics et Services gouvernementaux Canada » et « TPSGC ».

TABLE DES MATIÈRES

PARTIE 1 – RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX.....	5
1.1 INTRODUCTION	5
1.2 SOMMAIRE	5
1.3 APERÇU DU PROJET	7
1.4 COMPTE RENDU.....	8
1.5 EXCEPTION AU TITRE DE LA SÉCURITÉ NATIONALE.....	8
1.6 RETOMBÉES INDUSTRIELLES ET TECHNOLOGIQUES	8
1.7 CONFLIT D'INTÉRÊTS.....	9
1.8 AUTRES ENTREPRENEURS ET RESSOURCES DU SECTEUR PRIVÉ	9
1.9 SURVEILLANTE DE L'ÉQUITÉ	10
PARTIE 2 – INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES RÉPONDANTS.....	10
2.1 INSTRUCTIONS, CLAUSES ET CONDITIONS UNIFORMISÉES	10
2.2 PRÉSENTATION DES RÉPONSES.....	11
2.3 ANCIEN FONCTIONNAIRE	11
2.4 DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS – EN PÉRIODE DE L'INVITATION À SE QUALIFIER	12
2.5 COMMUNICATION.....	13
2.6 LOIS APPLICABLES.....	13
2.7 DROITS DU CANADA	13
2.8 EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ.....	14
2.9 PROCESSUS DE CONTESTATION DES OFFRES ET MÉCANISMES DE RECOURS	14
PARTIE 3 – INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES RÉPONSES	16
3.1 INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES RÉPONSES	16
PARTIE 4 – PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION	19
4.1 PROCÉDURES D'ÉVALUATION.....	19
4.2 MÉTHODE DE SÉLECTION	23
PARTIE 5 – ATTESTATIONS ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES	24
5.1 ATTESTATIONS EXIGÉES AVEC LA RÉPONSE.....	24
5.2 ATTESTATIONS PRÉALABLES À DEVENIR UN FOURNISSEUR QUALIFIÉ OU L'ATTRIBUTION DU CONTRAT ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES	25
PARTIE 6 – EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ, EXIGENCES FINANCIÈRES ET AUTRES EXIGENCES	26
6.1 EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ – ISQ	26
6.2 EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ – CONTRAT DE COOPÉRATION FINANCÉE SUIVANT L'ISQ	26
6.3 EXIGENCES RELATIVES AUX MARCHANDISES CONTRÔLÉES.....	27
PARTIE 7 – CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT (COOPÉRATION FINANCÉE)	29
7.1 ÉNONCÉ DES TRAVAUX	29
7.2 CLAUSES ET CONDITIONS UNIFORMISÉES.....	34
7.3 EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ.....	34
7.4 EXIGENCE DE CONFIDENTIALITÉ.....	39
7.5 DURÉE DU CONTRAT	40
7.6 RESPONSABLES.....	40
7.7 DIVULGATION PROACTIVE DE MARCHÉS CONCLUS AVEC D'ANCIENS FONCTIONNAIRES	42
7.8 UTILISATEURS AUTORISÉS	42
7.9 PAIEMENT	42

7.10	INSTRUCTIONS RELATIVES À LA FACTURATION	45
7.11	ATTESTATIONS ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES	45
7.12	LOIS APPLICABLES	46
7.13	ORDRE DE PRIORITÉ DES DOCUMENTS	46
7.14	CONTRAT DE DÉFENSE	46
7.15	RESSORTISSANTS ÉTRANGERS	46
7.16	ASSURANCES	46
7.17	PROGRAMME DES MARCHANDISES CONTRÔLÉES	46
7.18	PRÉSERVATION DES SUPPORTS ÉLECTRONIQUES	46
7.19	RÈGLEMENTS CONCERNANT LES EMPLACEMENTS DES FORCES CANADIENNES	47
7.20	RÈGLEMENTS CONCERNANT LES EMPLACEMENTS DU GOUVERNEMENT	47
7.21	RESPONSABILITÉS RELATIVES AU PROTOCOLE D'IDENTIFICATION	47
7.22	RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS	47
ANNEXE A	.....	48
ÉNONCÉ DES TRAVAUX – COOPÉRATION FINANCIÉE		48
ANNEXE B	.....	54
BASE DE PAIEMENT – COOPÉRATION FINANCIÉE		54
ANNEXE C	.....	58
LISTE DE VÉRIFICATION DES EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ		58
ANNEXE D	.....	63
ENTREPRISE		63
ENTENTE DE CONFIDENTIALITÉ EN VUE DE LA PARTICIPATION AU PROCESSUS DE DEMANDE DE SOUMISSIONS		63
PARTICULIER		65
ENTENTE DE CONFIDENTIALITÉ EN VUE DE LA PARTICIPATION AU PROCESSUS DE DEMANDE DE SOUMISSIONS		65
ANNEXE E	.....	67
FORMULAIRE D'AUTORISATION DE TÂCHES		67
VOIR LA PIÈCE JOINTE		67
ANNEXE F		68
DEMANDE DE PARRAINAGE DE SÉCURITÉ		68
4.1 CRITÈRES D'ÉVALUATION TECHNIQUE		69
FORMULAIRE D'INFORMATION SUR LES SERVICES ET CAPACITÉS CITÉS EN RÉFÉRENCE		81
PIÈCE JOINTE 2 DE LA PARTIE 4 (PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODES DE SÉLECTION)		82
4.2 FORMULAIRE DE PRÉSENTATION DE LA RÉPONSE		82

PARTIE 1 – RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

1.1 Introduction

L'invitation à se qualifier contient sept parties, ainsi que des pièces jointes et des annexes, et elle est divisée comme suit :

- Partie 1 Renseignements généraux : renferme une description générale du projet et de l'invitation à se qualifier;
- Partie 2 Instructions à l'intention des répondants : renferme les instructions, clauses et conditions relatives à l'invitation à se qualifier;
- Partie 3 Instructions pour la préparation des réponses : donne aux répondants les instructions pour préparer leur réponse à l'invitation à se qualifier;
- Partie 4 Procédures d'évaluation et méthode de sélection : décrit la façon selon laquelle se déroulera l'évaluation et présente les critères d'évaluation auxquels on doit répondre dans la réponse, ainsi que la méthode de sélection;
- Partie 5 Attestations et renseignements supplémentaires : comprend les attestations et les renseignements supplémentaires à fournir;
- Partie 6 Exigences relatives à la sécurité, exigences financières et autres exigences : comprend des exigences particulières auxquelles les répondants doivent répondre; et
- Partie 7 Clauses du contrat subséquent : contient les clauses et les conditions qui s'appliqueront à tout contrat subséquent (pour le contrat de coopération financée).

Les annexes comprennent la portée des travaux, la base de paiement, la liste de vérification des exigences relatives à la sécurité (LVERS), les ententes de non-divulcation, le formulaire d'autorisation de tâches, la demande de parrainage en matière de sécurité, les critères d'évaluation technique et le formulaire de présentation de la réponse.

1.2 Sommaire

L'objet de la présente invitation à se qualifier (ISQ) vise à permettre aux fournisseurs capables de fournir des services infonuagiques sécurisés à très grande échelle dans le cadre du projet de l'infrastructure de technologie de l'information à l'appui du commandement et du contrôle (ITI C2) de se qualifier pour passer aux prochaines étapes du processus d'approvisionnement. Le processus d'approvisionnement est présenté plus en détail dans la demande de renseignements (DDR). Pour accéder à la DDR et à toutes ses modifications successives, consultez le site achatsetventes.gc.ca. Utilisez le numéro de référence : PW-QE-450-27248 et le numéro d'appel d'offres : W8474-18IT01/B.

De plus, la présente ISQ :

- a) informe les fournisseurs éventuels des exigences relatives à la sécurité des prochaines étapes du processus approvisionnement et du contrat subséquent;
- b) donne d'autres renseignements pertinents sur l'éventuel appel d'offres concernant les services infonuagiques;
- c) énonce les dispositions de tout contrat de coopération financée subséquent.

Remarque : L'objectif des contrats de coopération financée est de permettre au Canada de consulter davantage les acteurs de l'industrie et d'obtenir leurs commentaires et suggestions afin de mieux définir la solution non exclusive de capacité suffisante dont le ministère de la Défense nationale (MDN) a besoin. La coopération financée au sujet des services infonuagiques, qui nécessite une grande interaction entre le MDN, les Forces armées canadiennes (FAC) et les fournisseurs qualifiés, se veut un levier d'échange de renseignements détaillés. Seuls les fournisseurs qualifiés qui satisfont également aux exigences relatives à la sécurité de la partie 7 et de l'annexe C pourront conclure un contrat de coopération financée. Les fournisseurs qualifiés qui ne satisfont pas aux exigences relatives à la sécurité ne se verront pas attribuer un contrat de coopération financée. L'objectif principal de cette coopération est de peaufiner l'énoncé des besoins, les spécifications du système et les autres documents pertinents concernant les services infonuagiques.

Tout contrat de coopération financée devrait avoir une durée d'un an et prévoir une option irrévocable de prolonger la durée du contrat d'un maximum de quatre (4) périodes supplémentaires d'une (1) année chacune, selon les mêmes conditions. Le contrat portera principalement sur : la description contextuelle et la démonstration par le Programme de sécurité des contrats (PSC) des fonctions et services infonuagiques les plus importants, de la performance générale du système, de l'intégration des services offerts aux clients (infrastructure-service et plateforme-service), de la fédération de la gestion intégrée des accès, des possibilités en termes de souplesse et d'innovation, ainsi que des services de soutien à la migration des applications; les démonstrations de faisabilité; les activités expérimentales effectuées dans l'infrastructure infonuagique (comme l'activation de fonctions d'applications simples dans l'infrastructure infonuagique); ainsi que les premières architectures et conceptions de haut niveau de l'infrastructure infonuagique au cœur de l'ITI de niveau Secret modernisée. Cela comprendra des architectures de sécurité, des démonstrations ou des preuves de concept pour démontrer que le fournisseur de services infonuagiques peut répondre aux exigences de sécurité du GC selon le profil de sécurité ITSG-33 Secret/Élevé/Élevé (SEE), qui peut ou non être rehaussé au-delà du niveau Secret, comme l'exige le Canada. À la lumière du niveau d'engagement demandé, le Canada a l'intention de poursuivre un engagement financé avec tous les fournisseurs qui se sont qualifiés dans le cadre de la présente invitation à se qualifier (ISQ) et qui satisfont également aux exigences de sécurité de la partie 7 et de l'Annexe « C ». Les fournisseurs qualifiés peuvent être invités à participer à des réunions, à examiner des documents, à rédiger des documents, ou des architectures de haut niveau, etc. Les détails de la portée des travaux pour le contrat de coopération financée se trouvent à l'annexe « A ». Les modalités contractuelles proposées pour le contrat de coopération financée sont incluses dans la partie 7.

La participation à la coopération financée n'est pas une exigence obligatoire. Le fait de ne pas participer à ce processus de coopération n'empêchera pas un fournisseur qualifié d'être invité à soumettre des commentaires à la publication de la version provisoire de la DP ou une proposition à la publication de la DP concernant les services infonuagiques.

Même si le processus de la présente ISQ ne constitue pas une demande de soumissions, un ou plus d'un contrat pourrait être attribué aux fournisseurs qualifiés dans la phase suivante. Le MDN a alloué un montant prédéterminé et limité de fonds aux contrats de coopération financée escomptés. La valeur des contrats sera divisée en parts égales entre les fournisseurs qualifiés. La valeur des contrats prévus n'est pas actuellement connue, mais sera déterminée ultérieurement.

Même si le processus de la présente ISQ ne constitue pas une demande de soumissions, un ou plus d'un contrat pourrait être attribué aux fournisseurs qualifiés dans la phase suivante. Le MDN a alloué un montant prédéterminé et limité de fonds aux contrats de coopération financée escomptés. La valeur des contrats sera répartie également entre les fournisseurs qualifiés. La valeur des contrats prévus n'est pas actuellement connue, mais sera déterminée ultérieurement.

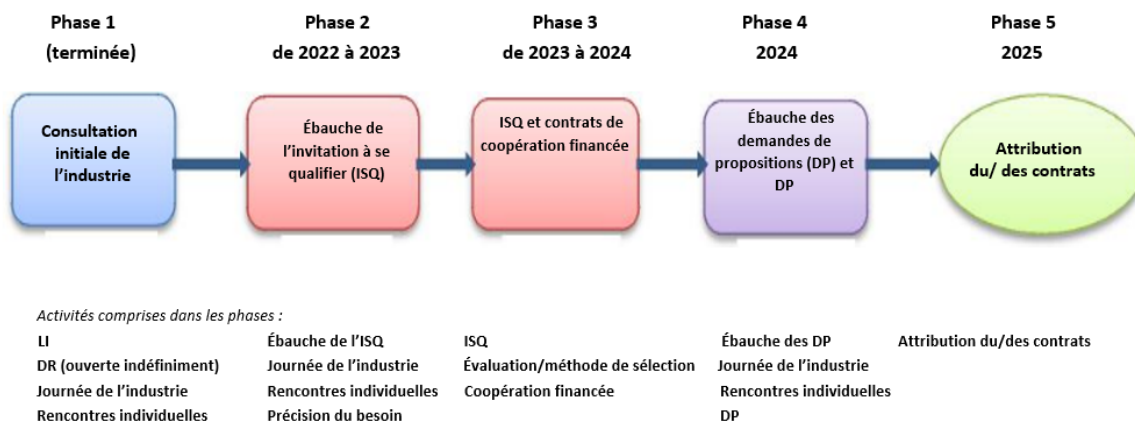
Le Canada se réserve le droit d'annuler ce processus d'approvisionnement à tout moment pendant l'étape d'ISQ ou toute autre étape du processus. Puisque le Canada peut annuler l'ISQ, certaines parties du processus d'approvisionnement décrites dans le présent document peuvent ne pas voir le jour. Les fournisseurs peuvent se retirer du processus en tout temps, puisque l'ISQ n'est pas une demande de

soumissions. Les fournisseurs qualifiés peuvent décider de ne pas répondre à une quelconque demande de soumissions subséquente. Ni le gouvernement du Canada ni ses conseillers ne peuvent être tenus responsables des dépenses, coûts, pertes ou dommages engagés ou subis par un répondant, un conseiller d'un répondant ou toute personne liée à l'un d'entre eux, à la suite de toute mesure prise par le Canada en ce qui concerne toutes les étapes du processus d'approvisionnement. Si le Canada annule ce processus d'approvisionnement après l'attribution du contrat de coopération financée, les dispositions de résiliation pour raisons de commodité prévues dans les conditions générales du contrat de coopération financée seront appliquées.

La présente ISQ permet aux répondants d'utiliser le service Connexion de la Société canadienne des postes (SCP) pour transmettre leur réponse par voie électronique. Pour en savoir plus à ce sujet, les répondants doivent se reporter à la partie 2, Instructions à l'intention des répondants, et à la partie 3, Instructions relatives à la préparation de la réponse, de l'ISQ.

Figure 1. Processus d'approvisionnement du projet d'ITI à l'appui du C2

Processus d'approvisionnement et échéancier prévus du projet d'ITI à l'appui du C2



1.3 Aperçu du projet

- a) **Contexte** : Le ministère de la Défense nationale (MDN) et les Forces armées canadiennes (FAC) doivent mettre en œuvre une infrastructure de technologie de l'information (TI) de niveau secret, sécurisée, intégrée et capable de s'adapter de manière à consolider leurs réseaux secrets et à en réduire ainsi le nombre, de simplifier les tâches en ligne et les échanges d'information au sein des deux entités et avec les partenaires de mission, et capable d'évoluer rapidement afin de relever les défis futurs. Cette infrastructure de TI permettra aux commandants des FAC de s'acquitter de leurs obligations de commandement et de contrôle, y compris au quartier général déployé, à l'aide des technologies les plus récentes pour fournir des capacités de soutien optimales.

Le MDN et les FAC se doteront de la nouvelle infrastructure par l'entremise du projet de l'ITI C2 qui se veut, entre autres, un moyen d'exploiter les forces de l'industrie pour accroître leur efficacité et offrir des services de la plus haute qualité possible.

Pour en savoir plus sur le projet, consultez la DDR. Pour accéder à la DDR et à toutes ses modifications successives, consultez le site achatsetventes.gc.ca. Utilisez le numéro de référence : PW-QE-450-27248 et le numéro d'appel d'offres : W8474-18IT01/B.

b) Portée du processus d'approvisionnement prévu

- i. **Utilisateurs potentiels** : Tous les contrats attribués aux fournisseurs qualifiés à la suite de l'ISQ pourraient être utilisés par le MDN. Il est possible d'ajouter d'autres ministères, établissements publics, ou organismes gouvernementaux, ou tout autre organisme du Canada (y compris ceux décrits dans la *Loi sur la gestion des finances publiques* telle que modifiée de temps à autre), et toute autre partie pour laquelle SPAC a été autorisé à agir.
- ii. **Sécurité de l'infrastructure** : Il est possible pour le Canada d'améliorer les exigences de sécurité associées à l'infrastructure informatique de niveau Secret. Si cette exigence se concrétise, le Canada se réserve le droit de modifier la présente ISQ et tout contrat qui en découle, selon les besoins.

1.4 Compte rendu

L'autorité contractante informera les répondants non retenus après l'étape de l'invitation à se qualifier (IQ).

Les répondants peuvent demander un compte rendu des résultats du processus de l'invitation à se qualifier. Les répondants devraient en faire la demande à l'autorité contractante dans les 15 jours ouvrables suivant la réception des résultats du processus de l'invitation à se qualifier. Le compte rendu peut être fourni par écrit, par téléphone, par téléconférence ou vidéoconférence, tel que déterminé par le Canada.

1.5 Exception au titre de la sécurité nationale

Les exceptions relatives à la sécurité nationale prévues dans les accords commerciaux seront invoquées et ce processus sera donc entièrement soustrait à l'ensemble des modalités de tous les accords commerciaux.

1.6 Retombées industrielles et technologiques

La Politique des retombées industrielles et technologiques (RIT), notamment la proposition de valeur, s'appliquera aux contrats de l'ITI C2. La Politique des RIT et la PV visent à soutenir la viabilité et la croissance à long terme du secteur de la défense du Canada, y compris les petites et moyennes entreprises de toutes les régions du Canada afin de stimuler l'innovation par la recherche et le développement pour appuyer le perfectionnement des compétences et la formation, et accroître le potentiel d'exportation des entreprises établies au Canada. La Politique des RIT est une obligation contractuelle qui contraint l'entrepreneur à effectuer des activités opérationnelles liées au projet, au Canada, d'une valeur égale au contrat attribué. Les soumissionnaires retenus sont sélectionnés sur la base d'une combinaison du prix, de la valeur technique et de leur proposition de valeur (PV). Les engagements relatifs à la PV et aux RIT pris par le soumissionnaire retenu deviennent des obligations contractuelles dans le ou les contrats subséquents. Afin d'optimiser les retombées économiques, le Canada utilisera la PV pour motiver les entrepreneurs principaux ou les donateurs potentiels à investir dans les Capacités industrielles clés (CIC), comme la cyberrésilience et l'intelligence artificielle. Les obligations relatives aux RIT et à la PV seront déterminées par l'entremise de consultations avec les fournisseurs qualifiés, leurs partenaires et l'industrie canadienne.

Pour en savoir plus sur la Politique des RIT et la proposition de valeur, consultez le site Web <https://www.ic.gc.ca/eic/site/086.nsf/fra/accueil>.

1.7 Conflit d'intérêts

Les répondants sont priés de se reporter aux dispositions relatives aux conflits d'intérêts de l'article 18 du Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat (CCUA) 2003, Instructions uniformisées – biens ou services – besoins concurrentiels (2020-05-28), et aux dispositions relatives aux conflits d'intérêts du Guide des CCUA 2030, Conditions générales – besoins plus complexes de biens (2022-05-12), publiées sur le site Web de TPSGC, à l'adresse : <https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat>.

Sans limiter d'aucune façon les dispositions décrites ci-dessus, les répondants sont priés de noter que le Canada a fait appel aux entrepreneurs et aux ressources du secteur privé énumérés ci-après, qui ont assuré la prestation de certains services, à savoir l'examen du contenu dans le cadre de la préparation de la présente ISQ. Ces personnes ont eu ou pourraient avoir accès à des renseignements concernant le contenu de l'ISQ ou à d'autres documents ayant trait à la demande de soumissions :

Entrepreneurs

- i. Gartner Inc.
- ii. P1 Consulting Inc. (surveillant de l'équité)
- iii. Veritaaq Technology House Inc.
- iv. Valcom Consulting Group Inc.

Ressources

- i. Keith Patterson (Service d'aide temporaire [SAT], conseiller spécial principal)
- ii. Steven Woodward (Service d'aide temporaire [SAT], Informatique, Soutien des applications)
- iii. Neville Cannon (Gartner)
- iv. Paul Romano (SPICT, Chef de projet principal)
- v. Shiva Poursina (SPICT, Architecte d'entreprise principal)
- vi. Dan Brodhead (SPICT, Chef de projet principal)
- vii. Stephanie Braithwaite (surveillante de l'équité)
- viii. Robin McLernon (remplaçante du contrôleur de l'équité)
- ix. Louise Panneton (remplaçante du contrôleur de l'équité)
- x. Jillian Newsome (remplaçante du contrôleur de l'équité)
- xi. Martin Cukierman (remplaçant du contrôleur de l'équité)
- xii. Oliver Grant (remplaçant contrôleur de l'équité)

1.8 Autres entrepreneurs et ressources du secteur privé

Le Canada peut faire appel plus tard, à sa seule discrétion, à d'autres entrepreneurs et ressources du secteur privé pour assurer la prestation de certains services, comme l'examen du contenu en vue de la préparation pour la DP du projet de l'ITI C2. Ces personnes auront ou pourraient avoir accès à des renseignements concernant le contenu de la DP du projet de l'ITI C2 ou à d'autres documents liés à ce projet.

Le Canada mettra à jour la liste ci-dessus d'entrepreneurs et de ressources du secteur privé pour y inclure les noms de tous les entrepreneurs et de toutes les ressources à qui il aura fait appel et cette liste sera intégrée à la ISQ et la DP subséquente. S'ils font appel à des partenaires et à des sous-traitants, les répondants doivent s'assurer qu'ils prennent les précautions nécessaires pour éviter tout conflit d'intérêts potentiel ou apparent ou tout avantage injuste, qui pourrait entraîner le rejet de leur offre pour toute DP ultérieure.

Les répondants doivent également savoir que le Canada peut partager avec les entrepreneurs et ressources du secteur privé, en cas de nécessité seulement, des renseignements et des documents fournis au Canada par les fournisseurs qualifiés dans le cadre du processus d'approvisionnement.

Tous les entrepreneurs et toutes les ressources du secteur privé devront signer des ententes de confidentialité avant d'avoir accès à des renseignements et à des documents concernant le projet dans le cadre de ce processus d'approvisionnement.

1.9 Surveillante de l'équité

Afin de garantir l'équité, la transparence et l'intégrité du processus d'approvisionnement, le Canada a retenu les services d'une surveillante de l'équité indépendante dans le cadre du processus d'approvisionnement du projet de l'ITI C2. Son rôle consiste à fournir une attestation de l'assurance de l'équité, de l'ouverture et de la transparence des activités surveillées.

La surveillante de l'équité ne fera pas partie de l'équipe d'évaluation, mais aura, entre autres, accès à toute réponse soumise en réponse à la présente ISQ et à toute correspondance connexe reçue par le Canada en vertu de cette ISQ. La surveillante de l'équité observera l'évaluation des réponses à l'ISQ pour vérifier que le Canada se conforme au processus d'évaluation décrit dans la présente ISQ et observera les comptes rendus relatifs aux réponses. Aux termes du contrat conclu avec le Canada, la surveillante de l'équité a l'obligation de préserver la confidentialité de tous les renseignements reçus découlant de sa participation au présent processus d'approvisionnement.

PARTIE 2 – INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES RÉPONDANTS

2.1 Instructions, clauses et conditions uniformisées

Toutes les instructions, clauses et conditions identifiées dans l'invitation à se qualifier par un numéro, une date et un titre sont reproduites dans le Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat (<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

Les répondants qui présentent une réponse s'engagent à respecter les instructions, les clauses et les conditions de la invitation à se qualifier, et acceptent les clauses et les conditions du contrat subséquent dans Partie 7 (Coopération financée).

Le document 2003, (2022-03-29) Instructions uniformisées – biens ou services - besoins concurrentiels, est incorporé par renvoi dans l'invitation à se qualifier et en fait partie intégrante, avec exceptions :

- i) lorsque l'expression « demande de soumissions » est utilisée, la remplacer par « invitation à se qualifier »;
- ii) lorsque le terme « soumission » est utilisé, le remplacer par « réponse »;
- iii) lorsque le terme « soumissionnaire » est utilisé, le remplacer par « répondant ».

Le paragraphe 5.4, qui traite de la période de validité, ne s'applique pas étant donné que l'ISQ invite les répondants à se qualifier. À moins que le répondant n'informe l'autorité contractante de son désir de retirer sa réponse, le Canada supposera qu'il tient toujours à se qualifier.

Le paragraphe 14, Justification des prix, ne s'applique pas.

2.2 Présentation des réponses

Les réponses doivent être présentées uniquement au Module de réception des soumissions de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) au plus tard à la date, à l'heure et à l'endroit indiqués à la page 1 de la invitation à se qualifier.

Remarque : Pour les répondants qui choisissent de présenter leurs réponses en utilisant le service Connexion de la Société canadienne des postes (SCP) pour la clôture des réponses du Module de réception des soumissions dans la région de la capitale nationale, l'adresse de courriel est la suivante :

tpsgc.pareceptiondessoumissions-apbidreceiving.pwgsc@tpsgc-pwgsc.gc.ca.

Remarque : Les réponses ne seront pas acceptées si elles sont envoyées directement à cette adresse de courriel. Cette adresse de courriel doit être utilisée pour ouvrir une conversation Connexion de la SCP, tel qu'indiqué dans les instructions uniformisées 2003 ou pour envoyer des réponses au moyen d'un message Connexion de la SCP si le répondant utilise sa propre licence d'utilisateur du service Connexion de la SCP.

Il revient au répondant de s'assurer que la demande d'ouverture de conversation Connexion de la SCP est envoyée à l'adresse courriel susmentionnée au moins **six (6) jours** avant la date de réponse à l'ISQ.

Les réponses peuvent être soumises par télécopie au numéro de télécopieur suivant : 819-997-9776.

En raison de la nature de l'ISQ, les réponses soumises en format papier à TPSGC ne seront pas acceptées.

2.3 Ancien fonctionnaire

Les contrats attribués à des anciens fonctionnaires qui touchent une pension ou qui ont reçu un paiement forfaitaire doivent résister à l'examen scrupuleux du public et constituer une dépense équitable des fonds publics. Afin de respecter les politiques et les directives du Conseil du Trésor sur les contrats attribués à des anciens fonctionnaires, les répondants doivent fournir l'information exigée ci-dessous avant l'attribution du contrat. Si la réponse aux questions et, s'il y a lieu les renseignements requis, n'ont pas été fournis par le temps où l'évaluation des réponses est complétée, le Canada informera le répondant du délai à l'intérieur duquel l'information doit être fournie. Le défaut de se conformer à la demande du Canada et satisfaire à l'exigence dans le délai prescrit rendra la réponse non recevable.

Définition

Aux fins de cette clause,

« ancien fonctionnaire » signifie tout ancien employé d'un ministère au sens de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, L.R., 1985, ch. F-11, un ancien membre des Forces armées canadiennes ou de la Gendarmerie royale du Canada. Un ancien fonctionnaire peut être :

- a. un individu;
- b. un individu qui s'est incorporé;
- c. une société de personnes constituée d'anciens fonctionnaires; ou
- d. une entreprise à propriétaire unique ou une entité dans laquelle la personne visée détient un intérêt important ou majoritaire.

« période du paiement forfaitaire » signifie la période mesurée en semaines de salaire à l'égard de laquelle un paiement a été fait pour faciliter la transition vers la retraite ou vers un autre emploi par suite

de la mise en place des divers programmes visant à réduire la taille de la fonction publique. La période du paiement forfaitaire ne comprend pas la période visée par l'allocation de fin de services, qui se mesure de façon similaire.

« pension » signifie une pension ou une allocation annuelle versée en vertu de la Loi sur la pension de la fonction publique (LPFP), L.R., 1985, ch. P-36, et toute augmentation versée en vertu de la Loi sur les prestations de retraite supplémentaires, L.R., 1985, ch. S-24, dans la mesure où elle touche la LPFP. La pension ne comprend pas les pensions payables conformément à la Loi sur la pension de retraite des Forces canadiennes, L.R., 1985, ch. C-17, à la Loi sur la continuation de la pension des services de défense, 1970, ch. D-3, à la Loi sur la continuation des pensions de la Gendarmerie royale du Canada, 1970, ch. R-10, et à la Loi sur la pension de retraite de la Gendarmerie royale du Canada, L.R., 1985, ch. R-11, à la Loi sur les allocations de retraite des parlementaires, L.R., 1985, ch. M-5, et à la partie de la pension versée conformément à la Loi sur le Régime de pensions du Canada, L.R., 1985, ch. C-8.

Ancien fonctionnaire touchant une pension

Selon les définitions ci-dessus, est-ce que le soumissionnaire est un ancien fonctionnaire touchant une pension? **Oui () Non ()**

Si oui, le soumissionnaire doit fournir l'information suivante pour tous les anciens fonctionnaires touchant une pension, le cas échéant :

- a. le nom de l'ancien fonctionnaire;
- b. la date de cessation d'emploi dans la fonction publique ou de la retraite.

En fournissant ces renseignements, les soumissionnaires acceptent que le statut du soumissionnaire retenu, en tant qu'ancien fonctionnaire touchant une pension, figure dans les rapports de divulgation proactive, sur les sites Web des ministères, conformément à l'Avis sur la Politique des marchés : 2019-01 et aux Lignes directrices sur la divulgation des marchés.

Directive sur le réaménagement des effectifs

Est-ce que le soumissionnaire est un ancien fonctionnaire qui a reçu un paiement forfaitaire en vertu de la Directive sur le réaménagement des effectifs? **Oui () Non ()**

Si oui, le soumissionnaire doit fournir l'information suivante :

- a. le nom de l'ancien fonctionnaire;
- b. les conditions de l'incitatif versé sous forme de paiement forfaitaire;
- c. la date de la cessation d'emploi;
- d. le montant du paiement forfaitaire;
- e. le taux de rémunération qui a servi au calcul du paiement forfaitaire;
- f. la période correspondant au paiement forfaitaire, incluant la date du début, d'achèvement et le nombre de semaines;
- g. nombre et montant (honoraires professionnels) des autres contrats assujettis aux conditions d'un programme de réaménagement des effectifs.

2.4 Demandes de renseignements – en période de l'invitation à se qualifier

Toutes les demandes de renseignements doivent être présentées par écrit à l'autorité contractante au moins **dix (10)** jours civils avant la date de clôture de l'invitation à se qualifier. Pour ce qui est des demandes de renseignements reçues après ce délai, il est possible qu'on ne puisse pas y répondre.

Les répondants devraient indiquer le plus exactement possible le numéro d'article de l'ISQ auquel renvoie leur demande de renseignements. Ils devraient présenter chaque question de la façon la plus détaillée possible pour permettre au Canada de fournir des réponses précises. Toutes les questions et les réponses correspondantes du Canada seront publiées sur le Service électronique d'appels d'offres du gouvernement (MERX), achatsetventes.gc.ca sous forme de modification à l'ISQ. Les demandes de renseignements techniques ayant un caractère « exclusif » doivent porter clairement la mention « exclusif » vis-à-vis de chaque article pertinent. Les éléments portant la mention « exclusif » feront l'objet d'une discrétion absolue, sauf si le Canada considère que la demande de renseignements n'a pas un caractère exclusif. Le Canada peut modifier les questions ou demander au répondant de le faire, afin d'en éliminer le caractère exclusif et de permettre la transmission des réponses à tous les répondants. Le Canada peut ne pas répondre aux demandes de renseignements dont la formulation ne permettrait pas de les diffuser à tous les répondants.

2.5 Communication

Afin de garantir l'intégrité du présent processus d'approvisionnement concurrentiel, toutes les communications concernant la présente ISQ, y compris les demandes de renseignements, doivent être transmises par écrit (par courriel) et adressées uniquement à l'autorité contractante à l'adresse courriel ci-dessous :

Autorité contractante

Services publics et Approvisionnement Canada (SPAC)
Aaron Abela et Byron Kendell
Adresse courriel : TPSGC.PADivisionQE-APQEDivision.PWGSC@tpsgc-pwgsc.gc.ca
Indiquer dans l'objet : Projet de l'ITI C2

Toutes les questions et réponses seront publiées sur le Service électronique d'appels d'offres du gouvernement (SEAOG) achatsetventes.gc.ca sous forme de modification à l'ISQ.

2.6 Lois applicables

Tout contrat subséquent sera interprété et régi selon les lois en vigueur en Ontario, et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

À leur discrétion, les répondants peuvent indiquer les lois applicables d'une province ou d'un territoire canadien de leur choix, sans que la validité de leur réponse ne soit mise en question, en supprimant le nom de la province ou du territoire canadien précisé et en insérant le nom de la province ou du territoire canadien de leur choix. Si aucun changement n'est indiqué, cela signifie que les répondants acceptent les lois applicables indiquées.

2.7 Droits du Canada

En plus de tout autre droit décrit dans la présente ISQ, le Canada se réserve le droit, à sa seule discrétion, :

- a) de modifier la présente ISQ, y compris les critères de qualification, en tout temps;
- b) d'annuler la présente ISQ à tout moment;
- c) d'émettre de nouveau ou de rouvrir l'ISQ à tout moment;
- d) de republier la présente ISQ si aucun répondant ne se qualifie et que le besoin demeure fondamentalement le même, en invitant uniquement les répondants qui ont répondu à l'ISQ de nouveau dans un délai prescrit par le Canada;

- e) de rejeter et de ne pas examiner plus avant une réponse si, à son avis, l'une des composantes de la réponse présente des questions ou des problèmes potentiels, perçus ou réels qui pourraient nuire à la sécurité nationale du Canada;
- f) de retirer en tout temps un répondant qualifié s'il présente des questions ou des problèmes potentiels, perçus ou réels, qui pourraient nuire à la sécurité nationale du Canada;
- g) de suspendre l'étape 3 à tout moment au cours de l'étape 3; et rouvrir l'étape 2.

2.8 Exigences relatives à la sécurité

Au fur et à mesure que le projet de l'ITI C2 franchit les différentes étapes du processus d'approvisionnement, les exigences relatives à la sécurité peuvent évoluer et leur nombre peut augmenter.

Un répondant n'est pas tenu d'avoir une cote de sécurité pour se qualifier à l'étape de l'ISQ, mais une cote de sécurité et d'autres exigences relatives à la sécurité seront requises aux étapes ultérieures du processus d'approvisionnement.

Dès que le Canada sera prêt à inviter des fournisseurs qualifiés pour chacune des activités des prochaines étapes du processus d'approvisionnement, y compris l'engagement financé, l'autorité contractante communiquera avec l'équipe du Programme de sécurité industrielle (PSI) pour vérifier que tous les fournisseurs qualifiés possèdent bien les cotes de sécurité. Les fournisseurs qualifiés qui ne détiennent pas les cotes de sécurité requises à ce moment-là seront informés qu'ils ne peuvent pas participer.

D'autres exigences relatives à la sécurité pourraient s'appliquer à l'éventuelle journée de l'industrie et aux rencontres individuelles classifiées, à la version provisoire de la DP, à la DP et au contrat subséquent. Les fournisseurs qualifiés qui ne satisfont pas aux exigences relatives à la sécurité correspondant à une étape particulière ne seront pas autorisés à participer à cette étape du processus d'approvisionnement.

Les fournisseurs qui ne détiennent pas actuellement les cotes de sécurité du personnel et les cotes de sécurité de l'organisation auprès du gouvernement fédéral canadien ou de leur propre PSI national ou les fournisseurs qui ne satisfont pas aux exigences prévues relatives à la sécurité décrites à l'annexe C doivent entreprendre tôt le processus d'obtention des cotes de sécurité en communiquant avec les responsables du PSI indiqué sur le site Web de TPSGC (<https://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/esc-src/index-fra.html>) ou les responsables de leur propre PSI national, selon le cas. Les fournisseurs doivent se référer à l'annexe F, Demande de parrainage sécurité, pour en savoir plus.

Le Canada se réserve le droit de réévaluer les exigences en matière de sécurité à tout moment pendant l'étape de l'ISQ ou toute autre étape du processus d'approvisionnement. Bien que l'exigence actuelle en matière de sécurité soit de niveau SECRET, le Canada peut choisir de faire passer cette exigence au niveau TRÈS SECRET, s'il le juge nécessaire. De même, si des informations sont portées à l'attention du Canada et qu'il devient nécessaire de modifier le niveau d'exigence en matière de sécurité, le Canada en informera par écrit chaque fournisseur qualifié dans les meilleurs délais. Les fournisseurs qualifiés qui ne disposent pas de l'habilitation de sécurité la plus élevée décrite peuvent souhaiter amorcer le processus afin de s'assurer qu'ils répondent aux exigences futures potentielles. La décision de retarder l'attribution d'un contrat pour permettre au fournisseur qualifié d'obtenir la cote de sécurité requise, demeure à l'entière discrétion de l'autorité contractante.

2.9 Processus de contestation des offres et mécanismes de recours

- (a) Les fournisseurs potentiels ont accès à plusieurs mécanismes pour contester des aspects du processus d'approvisionnement jusqu'à l'attribution du marché, inclusivement.

-
- (b) Le Canada invite les fournisseurs à porter d'abord leurs préoccupations à l'attention de l'autorité contractante. Le site Web du Canada Achats et ventes, sous le titre « Processus de contestation des soumissions et mécanismes de recours », fournit de l'information sur les organismes de traitement des plaintes possibles, notamment le Bureau de l'ombudsman de l'approvisionnement (BOA)
- (c) Les fournisseurs devraient savoir que des **délais stricts** sont fixés pour le dépôt des plaintes et qu'ils varient en fonction de l'organisation concernée. Les fournisseurs devraient donc agir rapidement s'ils souhaitent contester un aspect du processus d'approvisionnement.

DRAFT

PARTIE 3 – INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES RÉPONSES

3.1 Instructions pour la préparation des réponses

Que le répondant choisisse d'envoyer sa réponse par voie électronique ou par télécopieur, le Canada exige de sa part qu'il respecte l'article 08 des Instructions uniformisées de 2003. Le système Connexion postal de la SCP a une limite de 1 Go par message individuel affiché et de 20 Go par conversation.

La réponse doit être rassemblée par sections et répartie comme suit :

Section I : Réponse technique
Section II : Attestations
Section IV : Renseignements supplémentaires

Les soumissions transmises sur format papier ne seront pas acceptées.

Présentation d'une seule réponse

Un répondant et ses entités liées (affiliées) ne peuvent soumettre qu'une seule réponse à la présente ISQ. Si un répondant ou une entité liée participe à plusieurs, le Canada lui accordera deux (2) jours ouvrables pour indiquer la réponse unique que le Canada devra examiner. Si ce délai n'est pas respecté, toutes les réponses concernées pourraient être déclarées irrecevables ou le Canada pourrait choisir, à sa discrétion, la réponse qu'il évaluera.

Un répondant ne peut pas être un sous-traitant sur une autre réponse.

Un sous-traitant peut participer à plus d'une réponse en tant que sous-traitant.

Aux fins du présent article, peu importe la province ou le territoire où les entités visées ont été constituées en société ou formées juridiquement (qu'il s'agisse d'une personne physique, d'une société, d'une société de personnes, etc.), une entité est considérée comme étant « liée » à un répondant dans les cas suivants :

- 1) s'il s'agit de la même personne morale (c.-à-d. la même personne physique, société, partenariat, société à responsabilité limitée, le même partenariat, etc.);
- 2) s'il s'agit de « personnes liées » ou de « personnes affiliées » aux termes de la *Loi de l'impôt sur le revenu du Canada*;
- 3) si les entités entretiennent actuellement une relation fiduciaire (découlant d'un arrangement entre agences ou toute autre forme de relation fiduciaire) ou en ont entretenu une au cours des deux années précédant l'invitation à se qualifier;
- 4) si les entités ne sont pas dépendantes l'une de l'autre ou d'un même tiers;

Le membre d'une coentreprise ne peut pas participer à une autre réponse, que ce soit à titre personnel ou comme membre d'une autre coentreprise.

Section I : Réponse technique

Dans leur réponse technique, les répondants doivent expliquer et démontrer comment ils entendent satisfaire aux exigences de l'ISQ.

La réponse technique du fournisseur doit justifier sa conformité aux critères obligatoires qui font l'objet d'une évaluation à la pièce jointe 1 de la partie 4, Critères d'évaluation techniques obligatoires, et traiter

ces critères de façon claire et suffisamment approfondie. Chaque critère d'évaluation obligatoire doit être traité avec suffisamment de détails pour permettre à l'équipe d'évaluation de vérifier la conformité du répondant. Se contenter de répéter l'énoncé qui fait partie de l'ISQ ne suffit pas.

Afin de faciliter l'évaluation de la soumission, le Canada demande aux répondants de reprendre les sujets dans l'ordre des critères d'évaluation, sous les mêmes rubriques. Pour éviter les recoupements, les répondants peuvent renvoyer à différentes sections de leur réponse en indiquant le numéro du paragraphe et de la page où le sujet visé a déjà été traité.

Coordonnées des clients cités en référence

Le répondant doit citer en référence des clients pour les sections indiquées dans la pièce jointe 1 de la partie 4, Critères d'évaluation techniques obligatoires. Lors de son évaluation des réponses, le Canada peut, mais n'en a pas l'obligation, demander à un répondant de citer en référence des clients s'il ne l'a pas fait dans sa réponse. Si le Canada envoie une demande écrite à cet égard, le répondant aura deux jours ouvrables pour fournir les renseignements demandés au Canada. À défaut de respecter cette échéance, la réponse sera déclarée non recevable.

Chaque client cité en référence doit confirmer, si le Canada lui en fait la demande, les faits indiqués dans la réponse du répondant.

La question visant à obtenir la confirmation des clients cités en référence devrait être construite de la façon suivante :

« Le répondant a-t-il offert des services de [décrire les services et, le cas échéant, les délais dans lesquels ces services doivent avoir été offerts] à votre organisation? ».

____ Oui, le répondant a fourni à mon organisation les services décrits ci-dessus.

____ Non, le répondant n'a pas fourni à mon organisation les services décrits ci-dessus.

____ Je ne souhaite pas donner de renseignements sur les services décrits ci-dessus ou je ne suis pas en mesure de le faire.

Si le répondant donne plus d'une (1) référence pour un critère, seule la première référence donnée sera vérifiée.

Pour chaque client cité en référence, le répondant doit fournir au minimum le nom ainsi que le numéro de téléphone ou l'adresse courriel d'une personne-ressource. Si seul le numéro de téléphone est fourni, il sera utilisé pour demander l'adresse de courriel, et la vérification des références se fera par courriel.

On demande également aux répondants d'inclure le titre de la référence. Il incombe au répondant de s'assurer que la personne-ressource qu'il propose est au fait des services qu'il a offerts et qu'elle est prête à être citée en référence. Les références du gouvernement du Canada seront acceptées.

Section II : Attestations

Les répondants doivent présenter les attestations et les renseignements complémentaires exigés à la partie 5.

Section III : Renseignements supplémentaires

Annexe B – Base de paiement

Les répondants doivent transmettre avec leurs propositions une copie entièrement remplie de l'annexe B, Base de paiement, qui reflète la composition de leurs équipes. Les répondants doivent indiquer les catégories de main-d'œuvre auxquelles ils auront recours pour l'exécution du travail et les taux horaires de la main-d'œuvre en question en dollars canadiens. Les fournisseurs qualifiés qui se voient attribuer un contrat de coopération financée seront payés pour le travail futur indiqué dans les autorisations de tâches autorisées, conformément aux catégories de main-d'œuvre et aux taux horaires indiqués à l'annexe B.

Formulaire de présentation de la réponse

Les répondants doivent joindre à leur réponse le formulaire de présentation se trouvant à la pièce jointe 2 de la partie 4. Dans ce formulaire commun, les répondants peuvent indiquer certains renseignements exigés, comme le nom d'une personne-ressource, le numéro d'entreprise – approvisionnement du répondant, etc. L'utilisation du formulaire pour transmettre ces renseignements est facultative, mais recommandée. Si le gouvernement du Canada détermine que les renseignements exigés dans le formulaire de présentation de la réponse sont incomplets ou qu'ils doivent être corrigés, il accordera au répondant la possibilité de les compléter ou de les corriger. Si les renseignements demandés ne sont pas fournis dans le délai imparti, la réponse peut être considérée comme non conforme et sera écartée.

Langue de préférence pour les prochaines communications

Dans le formulaire de présentation de la réponse, chaque répondant doit indiquer dans laquelle des langues officielles du Canada il souhaite recevoir les prochaines communications à l'égard de la présente ISQ et tout au long du processus d'approvisionnement.

Si tous les fournisseurs qualifiés dans le cadre de la présente ISQ choisissent la même langue officielle, le Canada peut décider de rédiger les communications et de mener les prochaines étapes du processus d'approvisionnement avec les fournisseurs qualifiés uniquement dans cette langue officielle.

PARTIE 4 – PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION

4.1 Procédures d'évaluation

- a) Les réponses seront évaluées selon l'ensemble des exigences de l'ISQ, y compris les critères d'évaluation technique. Le processus d'évaluation comporte plusieurs étapes décrites ci-après. Même si l'évaluation et la sélection comportent plusieurs étapes, le fait que le Canada passe à une prochaine étape ne signifie pas qu'il a établi de manière probante que le répondant a réussi les étapes précédentes. Le Canada se réserve le droit d'exécuter parallèlement certaines étapes de l'évaluation.
- b) Les réponses seront évaluées par une équipe d'évaluation constituée de représentants du Canada. Les membres des FAC de l'équipe chargée de l'évaluation ne participera pas nécessairement tous à l'ensemble des aspects de l'évaluation.
- c) Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) a retenu les services de P1 Consulting Inc. La personne responsable de la surveillance de l'équité ne fera pas partie de l'équipe d'évaluation, mais elle veillera à ce que le Canada respecte la méthode d'évaluation décrite dans l'ISQ.
- d) Le Canada appliquera le Processus de conformité des soumissions en phases décrit ci-dessous.

4.1.1 Processus de conformité des soumissions en phases (PCSP)

Le PCSP s'applique à ce besoin.

- i) lorsque l'expression « demande de soumissions » est utilisée, la remplacer par « invitation à se qualifier »;
- ii) lorsque le terme « soumission » est utilisé, le remplacer par « réponse »;
- iii) lorsque le terme « soumissionnaire » est utilisé, le remplacer par « répondant ».

4.1.1.1 (2018-07-19) Généralités

- (a) Pour ce besoin, le Canada applique le PCSP tel que décrit ci-dessous.
- (b) Nonobstant tout examen par le Canada aux phases I ou II du Processus, les soumissionnaires sont et demeureront les seuls et uniques responsables de l'exactitude, de l'uniformité et de l'exhaustivité de leurs soumissions, et le Canada n'assume, en vertu de cet examen, aucune obligation ni de responsabilité envers les soumissionnaires de relever, en tout ou en partie, toute erreur ou toute omission, dans les soumissions ou en réponse à toute communication provenant d'un soumissionnaire.

LE SOUMISSIONNAIRE RECONNAÎT QUE LES EXAMENS LORS DES PHASES I ET II DU PRÉSENT PROCESSUS NE SONT QUE PRÉLIMINAIRES ET N'EMPÊCHENT PAS QU'UNE SOUMISSION SOIT NÉANMOINS JUGÉE NON RECEVABLE À LA PHASE III, ET CE, MÊME POUR LES EXIGENCES OBLIGATOIRES QUI ONT FAIT L'OBJET D'UN EXAMEN AUX PHASES I OU II, ET MÊME SI LA SOUMISSION AVAIT ÉTÉ JUGÉE RECEVABLE À UNE PHASE ANTÉRIEURE. LE CANADA PEUT DÉTERMINER À SA DISCRÉTION QU'UNE SOUMISSION NE RÉPOND PAS À UNE EXIGENCE OBLIGATOIRE À N'IMPORTE LAQUELLE DE CES PHASES.

LE SOUMISSIONNAIRE RECONNAÎT ÉGALEMENT QUE MALGRÉ LE FAIT QU'IL AIT FOURNI UNE RÉPONSE À UN AVIS OU À UN RAPPORT D'ÉVALUATION DE LA CONFORMITÉ (REC) (TEL QUE CES TERMES SONT DÉFINIS PLUS BAS) QU'IL EST POSSIBLE QUE CETTE

RÉPONSE NE SUFFISE PAS POUR QUE SA SOUMISSION SOIT JUGÉE CONFORME AUX AUTRES EXIGENCES OBLIGATOIRES.

- (c) Le Canada peut, à sa propre discrétion et à tout moment, demander et recevoir de l'information de la part du soumissionnaire afin de corriger des erreurs ou des lacunes administratives dans sa soumission, et cette nouvelle information fera partie intégrante de sa soumission. Ces erreurs pourraient être, entre autres : une signature absente; une case non cochée dans un formulaire; une erreur de forme; l'omission d'un accusé de réception, du numéro d'entreprise d'approvisionnement ou même les coordonnées des personnes-ressources, c'est-à-dire leurs noms, leurs adresses et les numéros de téléphone; ou encore des erreurs d'inattention dans les calculs ou dans les nombres, et des erreurs qui n'affectent en rien les montants que le soumissionnaire a indiqués pour le prix ou pour tout composant du prix. Ainsi, le Canada a le droit de demander ou de recevoir toute information après la date de clôture de la demande de soumissions uniquement lorsque celle-ci permet ce droit expressément. Le soumissionnaire disposera alors d'un délai indiqué pour fournir l'information requise. Toute information fournie hors délais sera refusée.
- (d) Le PCSP ne limite pas les droits du Canada en vertu du Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat (CCUA) 2003 (2022-03-29) Instructions uniformisées – biens ou services – besoins concurrentiels, ni le droit du Canada de demander ou d'accepter toute information pendant la période de soumission ou après la clôture de cette dernière, lorsque la demande de soumissions confère expressément ce droit au Canada, ou dans les circonstances décrites au paragraphe c).
- (e) Le Canada enverra un Avis ou un REC selon la méthode de son choix et à sa discrétion absolue. Le soumissionnaire doit soumettre sa réponse par la méthode stipulée dans l'Avis ou le REC. Les réponses sont réputées avoir été reçues par le Canada à la date et à l'heure qu'elles ont été livrées au Canada par la méthode indiquée dans l'Avis ou le REC et à l'adresse qui y figure. Un courriel de réponse autorisé dans l'Avis ou le REC est réputé reçu par le Canada à la date et à l'heure auxquelles il a été reçu dans la boîte de réception de l'adresse électronique indiquée dans l'Avis ou le REC. Un Avis, ou un REC, envoyé par le Canada au soumissionnaire à l'adresse fournie par celui-ci dans la soumission ou après l'envoi de celle-ci est réputé avoir été reçu par le soumissionnaire à la date à laquelle il a été envoyé par le Canada. Le Canada n'assume aucune responsabilité envers les soumissionnaires pour les soumissions retardataires, peu importe la cause.

4.1.1.2 (2018-03-13) Phase I : Soumission financière

Cette phase ne s'applique pas à la présente ISQ.

4.1.1.3 (2018-03-13) Phase II : Soumission technique

- (a) L'examen par le Canada au cours de la phase II se limitera à une évaluation de la soumission technique afin de vérifier si le soumissionnaire a respecté toutes les exigences obligatoires d'admissibilité. Cet examen n'évalue pas si la soumission technique répond à une norme ou répond à toutes les exigences de la soumission. Les exigences obligatoires d'admissibilité sont les critères techniques obligatoires tels qu'ainsi décrits dans la présente demande de soumissions comme faisant partie du PCSP. Les critères techniques obligatoires qui ne sont pas identifiés dans la demande de soumissions comme faisant partie du PCSP ne seront pas évalués avant la phase III.
- (b) Le Canada enverra au soumissionnaire REC un avis écrit énonçant les exigences obligatoires d'admissibilité que la soumission n'a pas respectées. Un soumissionnaire dont la soumission a été jugée recevable au regard des exigences examinées au cours de la phase II recevra un REC qui précisera que sa soumission a été jugée recevable au regard des exigences examinées au cours

de la phase II. Le soumissionnaire en question ne sera pas autorisé à soumettre des informations supplémentaires en réponse au REC.

- (c) Le soumissionnaire disposera de la période précisée dans le REC (« période de grâce ») pour remédier à l'omission de répondre à l'une ou l'autre des exigences obligatoires d'admissibilité inscrites dans le REC en fournissant au Canada, par écrit, des informations supplémentaires ou des clarifications en réponse au REC. Les réponses reçues après la fin de la période de grâce ne seront pas prises en considération par le Canada, sauf dans les circonstances et conditions expressément prévues par le REC.
- (d) La réponse du soumissionnaire doit aborder uniquement les critères obligatoires admissibles précisés dans la demande d'action corrective (DAC) qui n'ont pas été respectés, et doit comprendre uniquement les renseignements qui sont nécessaires pour les respecter. Toutefois, dans le cas où une réponse aux exigences obligatoires d'admissibilité énumérées dans le REC entraînera nécessairement la modification d'autres renseignements qui sont déjà présents dans la soumission, les rajustements nécessaires devront être mis en évidence par le soumissionnaire. La réponse au REC ne doit pas inclure de changement à la soumission financière. Toute autre information supplémentaire qui n'est pas requise pour se conformer aux exigences ne sera pas prise en considération par le Canada.
- (e) La réponse du soumissionnaire au REC devra spécifier, pour chaque cas, l'exigence obligatoire d'admissibilité du REC à laquelle elle répond, notamment en identifiant le changement effectué dans la section correspondante de la soumission initiale, et en identifiant dans la soumission initiale les modifications nécessaires qui en découlent. Pour chaque modification découlant de la réponse aux exigences obligatoires d'admissibilité énumérées dans le REC, le soumissionnaire doit expliquer pourquoi une telle modification est nécessaire. Il n'incombe pas au Canada de réviser la soumission du soumissionnaire; il incombe plutôt au soumissionnaire d'assumer les conséquences si sa réponse au REC n'est pas effectuée conformément au présent paragraphe. Toutes les informations fournies doivent satisfaire aux exigences de la demande de soumissions.
- (f) Tout changement apporté à la soumission par le soumissionnaire en dehors de ce qui est demandé, sera considéré comme étant de l'information nouvelle et ne sera pas pris en considération. L'information soumise selon les exigences de cette demande de soumissions en réponse au REC remplacera, intégralement et **uniquement**, la partie de la soumission originale telle qu'elle est autorisée dans cette section.
- (g) Les informations supplémentaires soumises pendant la phase II et permises par la présente section seront considérées comme faisant partie de la soumission et seront prises en compte par le Canada dans l'évaluation de la soumission lors de la phase II que pour déterminer si la soumission respecte les exigences obligatoires admissibles. Celles-ci ne seront utilisées à aucune autre phase de l'évaluation pour augmenter les notes que la soumission originale pourrait obtenir sans les avantages de telles informations additionnelles. Par exemple, un critère obligatoire admissible qui exige l'obtention d'un nombre minimum de points pour être considéré comme conforme sera évalué à la phase II afin de déterminer si cette note minimum obligatoire aurait été obtenue si le soumissionnaire n'avait pas soumis les renseignements supplémentaires en réponse au REC. Le cas échéant, la soumission sera jugée conforme par rapport à ce critère obligatoire admissible, et les renseignements supplémentaires ou différents soumis par le soumissionnaire lieront le soumissionnaire dans le cadre de sa soumission, mais la note originale du soumissionnaire, qui était inférieure à la note minimum obligatoire pour ce critère obligatoire admissible, ne changera pas, et c'est cette note originale qui sera utilisée pour calculer les notes de la soumission.
- (h) Le Canada déterminera si la soumission est recevable pour les exigences examinées à la phase II, en tenant compte de l'information supplémentaire ou de la clarification fournie par le soumissionnaire conformément à la présente section. Si la soumission n'est pas jugée recevable

selon des exigences examinées à la phase II à la satisfaction du Canada, la soumission financière sera jugée non recevable et rejetée.

- (i) Seules les soumissions jugées recevables selon les exigences examinées à la phase II et à la satisfaction du Canada seront ensuite évaluées à la phase III.

4.1.1.4 (2018-03-13) Étape III : Évaluation finale de la soumission

- (a) À l'étape III, le Canada procédera à l'évaluation de toutes les soumissions jugées conformes aux exigences à l'étape II. Les soumissions seront évaluées par rapport à l'ensemble des exigences de la demande de soumissions, incluant les critères d'évaluation techniques et financiers.
- (b) Une soumission est non recevable et sera rejetée d'emblée si elle ne satisfait pas à tous les critères d'évaluation obligatoires de la demande de soumissions.

4.1.2 Évaluation technique

4.1.2.1 Critères techniques obligatoires

Le PCSP s'appliquera à toutes les exigences techniques obligatoires. Les critères d'évaluation obligatoires sont décrits dans la pièce jointe 1 de la partie 4, Critères d'évaluation technique.

Vérification des références

La vérification des références n'est pas obligatoire, le Canada peut choisir d'y recourir ou non. Toutefois, si le Canada décide d'effectuer une vérification des références au sujet d'une des exigences obligatoires, il l'effectuera pour tous les répondants dont la soumission n'a pas, à ce moment-là, été déclarée non recevable.

Le Canada effectuera la vérification des références par courriel. Le Canada acheminera toutes les demandes de vérification des références par courriel dans un délai de 48 heures aux personnes-ressources citées en référence par les répondants dans leur réponse. La réponse doit être reçue dans les cinq (5) jours ouvrables suivant l'envoi du courriel du Canada, faute de quoi le Canada considérera que le répondant ne satisfait pas aux critères techniques obligatoires (le cas échéant).

Le troisième jour ouvrable après l'envoi de la demande de vérification d'une référence, si le Canada n'a toujours pas reçu de réponse, il en informera le répondant par courriel pour que ce dernier puisse rappeler à la personne en question qu'elle doit répondre au Canada dans le délai de cinq (5) jours ouvrables prescrit. Si la personne nommée n'est pas disponible pendant la période d'évaluation, le répondant peut fournir le nom et les coordonnées d'une autre personne chez le même client. Cette possibilité ne sera offerte aux répondants qu'une fois par client, et ce, uniquement si la personne nommée initialement n'est pas disponible (c'est-à-dire que le répondant ne pourra soumettre le nom d'une autre personne si la première personne-ressource indique qu'elle ne souhaite pas répondre ou n'est pas en mesure de le faire). Le répondant disposera d'un (1) jour ouvrable pour soumettre le nom d'une nouvelle personne-ressource. Le répondant disposera de cinq (5) jours ouvrables pour soumettre le nom d'une nouvelle personne-ressource.

En cas de contradiction entre l'information donnée par la personne citée en référence et celle fournie par le répondant, l'information donnée par la personne citée en référence sera vérifiée.

Un répondant ne respectera pas les critères d'évaluation technique obligatoires (selon le cas) si 1) le client cité en référence indique qu'il n'est pas en mesure de fournir l'information demandée ou qu'il ne veut pas le faire ou 2) le client cité en référence n'est pas un client du répondant même (par exemple, le client ne peut pas être le client d'une filiale du répondant.) De même, on considérera qu'une exigence

obligatoire n'est pas respectée si le client est lui-même une filiale ou une autre entité ayant un lien de dépendance avec le répondant.

4.2 Méthode de sélection

1. Pour être déclarée recevable, une réponse doit :
 - a. satisfaire à l'ensemble des exigences de l'ISQ;
 - b. respecter tous les critères d'évaluation obligatoires.
2. Les réponses qui ne satisfont pas aux points a) et b) seront déclarées irrecevables.
3. Les réponses qui satisfont aux points a) et b) permettront aux répondants de se qualifier et de passer aux prochaines étapes du processus d'approvisionnement.
4. Les répondants qui se qualifient à la suite de la présente ISQ peuvent se faire offrir un contrat de coopération financée.

Les répondants devraient noter que l'attribution des contrats de coopération financée est assujettie au processus d'approbation interne du Canada, qui prévoit l'approbation obligatoire du financement selon le montant de tout contrat proposé. Même si un répondant a été recommandé pour l'attribution d'un contrat, un contrat sera attribué uniquement si l'approbation interne est obtenue conformément aux politiques internes du Canada. Si l'approbation n'est pas obtenue, aucun contrat de coopération financée ne sera attribué.

Les répondants non retenus ne pourront pas participer aux étapes ultérieures du processus d'approvisionnement ni être évalués de nouveau à cette fin.

5. Le Canada avisera par écrit chaque répondant de son statut de qualification.

PARTIE 5 – ATTESTATIONS ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES

Les répondants doivent fournir les attestations et les renseignements supplémentaires exigés pour devenir un fournisseur qualifié et avoir la possibilité d'être attribué un contrat pour les contrats de coopération financée.

Les attestations que les répondants remettent au Canada peuvent faire l'objet d'une vérification à tout moment par le Canada. À moins d'indication contraire, le Canada déclarera une réponse non recevable, ou de déclarer un entrepreneur ou fournisseur qualifié en défaut si une attestation établie par l'intimé est fausse, sciemment ou non, que ce soit pendant la période d'évaluation des réponses, ou de toutes les étapes de l'approvisionnement, ou pendant la durée du contrat.

L'autorité contractante aura le droit de demander des renseignements supplémentaires pour vérifier les attestations du répondant. À défaut de se conformer et de collaborer avec toute demande ou exigence imposée par l'autorité contractante, la réponse sera déclarée non recevable ou le répondant qualifié ou constituer un défaut dans le cadre du contrat.

5.1 Attestations exigées avec la réponse

Les répondants doivent fournir les attestations suivantes dûment remplies avec leur réponse.

5.1.1 Dispositions relatives à l'intégrité - déclaration de condamnation à une infraction

Conformément aux dispositions relatives à l'intégrité des instructions uniformisées, tous les soumissionnaires doivent présenter avec leur soumission, **s'il y a lieu**, le formulaire de déclaration d'intégrité disponible sur le site Web Intégrité – Formulaire de déclaration (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/declaration-fra.html>), afin que leur soumission ne soit pas rejetée du processus d'approvisionnement.

5.1.2 Attestations additionnelles requises avec la réponse

5.1.2.1 Acceptation des contraintes applicables aux services infonuagiques demandés

En transmettant une réponse à la présente ISQ, le répondant atteste avoir lu, compris et accepté l'ensemble des contraintes ci-dessous applicables aux services infonuagiques demandés.

- a. Si un répondant se voit attribuer le contrat de services infonuagiques plus tard, celui-ci (appelé « entrepreneur » dès l'attribution du contrat) peut devoir aménager et exploiter des centres de données dans des installations qu'il fournira au Canada, des installations appartenant au gouvernement du Canada (y compris à l'étranger) ou les deux. Si des installations physiques fournies par le répondant sont utilisées, l'entrepreneur doit accepter de les sécuriser conformément aux spécifications applicables aux renseignements de niveau Secret du document G13-01 de la Gendarmerie royale du Canada (GRC) intitulé « Pièces d'entreposage sécuritaire (PES) » [<https://www.rcmp-grc.gc.ca/physec-secmat/pubs/g13-01-fra.html>] et à toute révision du niveau de sécurité entérinée à l'avenir par le Canada. Le MDN demeurera responsable de la sécurité physique de toutes les installations fournies par le gouvernement du Canada. De plus, si le répondant fournit des installations, ce dernier doit également convenir de permettre au MDN et aux FAC d'y installer des infrastructures et de l'équipement spécialisés afin de satisfaire à des exigences opérationnelles et à des exigences de sécurité supplémentaires, puis de permettre au personnel de soutien du MDN et des FAC d'y accéder au besoin.

Remarques

1. Le répondant et le MDN mettront en œuvre les mesures de sécurité ensemble, mais l'approbation finale de ces mesures reviendra uniquement au MDN.

2. Cette contrainte tient compte de la politique et des résultats escomptés en termes de capacité, tels qu'ils sont actuellement définis. Toute modification de la politique et des résultats escomptés en termes de capacité pourrait avoir une incidence sur cette contrainte.

- b. Si un répondant se voit attribuer le contrat de services infonuagiques plus tard, celui-ci (appelé « entrepreneur » dès l'attribution du contrat) doit pouvoir reproduire l'ensemble de ses technologies et services infonuagiques commerciaux (à l'exclusion des services de réseau étendu résidant à l'extérieur des points de présence d'entrée et de sortie de l'infrastructure du répondant mise en œuvre par le Canada) sur une infrastructure spécialisée, séparée physiquement et sécuritairement de son infrastructure infonuagique commerciale (jusqu'à la couche d'abstraction, inclusivement), y compris à la demande du Canada pour de nouvelles fonctions non incluses lors de la mise en œuvre de l'architecture attendue ou développées après.

5.2 Attestations préalables à devenir un fournisseur qualifié ou l'attribution du contrat et renseignements supplémentaires

Les attestations et les renseignements supplémentaires énumérés ci-dessous devraient être remplis et fournis avec la réponse mais ils peuvent être fournis plus tard. Si l'une de ces attestations ou l'un de ces renseignements supplémentaires ne sont pas remplis et fournis comme demandé, l'autorité contractante informera le répondant du délai à l'intérieur duquel les renseignements doivent être fournis. À défaut de fournir les attestations ou les renseignements supplémentaires énumérés ci-dessous dans le délai prévu, la réponse sera déclarée non recevable.

5.2.1 Dispositions relatives à l'intégrité – documentation exigée

Conformément à l'article intitulé Renseignements à fournir lors d'une soumission, de la passation d'un contrat ou de la conclusion d'un accord immobilier de la Politique d'inadmissibilité et de suspension (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/politique-policy-fra.html>), le répondant doit présenter la documentation exigée, s'il y a lieu, afin que sa soumission ne soit pas rejetée du processus d'approvisionnement.

5.2.2 Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi - Attestation de réponse

En présentant une réponse, le répondant atteste que le répondant, et tout membre de la coentreprise si le répondant est une coentreprise, n'est pas nommé dans la liste des « répondants à admissibilité limitée du PCF » du Programme de contrats fédéraux (PCF) pour l'équité en matière d'emploi disponible au bas de la page du site Web d'Emploi et Développement social Canada (EDSC) – Travail.

Le Canada aura le droit de déclarer une réponse non recevable si le répondant, ou tout membre de la coentreprise si le répondant est une coentreprise, figure dans la liste des « répondants à admissibilité limitée du PCF » au moment de devenir un fournisseur qualifié ou l'attribution du contrat.

5.2.3 Attestations additionnelles préalables à l'attribution du contrat

5.2.3.1 Exigence de confidentialité

Le répondant doit remplir et joindre à sa réponse l'annexe D, Entente de confidentialité, afin de participer au processus d'ISQ.

PARTIE 6 – EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ, EXIGENCES FINANCIÈRES ET AUTRES EXIGENCES

6.1 Exigences relatives à la sécurité – ISQ

- a) l'ISQ ne comporte aucune exigence en matière de sécurité; et,
- b) les répondants n'ont pas besoin d'une habilitation de sécurité afin de devenir un fournisseur qualifié; cependant,
- c) il y a des exigences en matière de sécurité pour le post-ISQ – Engagement financés par contrat, par conséquent, les répondants qui désirent être émis un engagement post-ISQ financés contrat doit détenir les cotes de sécurité appropriées à la date de clôture de l'ISQ;
- d) il existe également des exigences en matière de sécurité associées à la DP subséquente et de tout énoncé subséquent post-DP des contrats;
- e) aux fins d'information, les fournisseurs sont informés par la présente que les délais d'obtention d'une attestation de sécurité peuvent être longs et dépendent du niveau de sécurité requis. Les fournisseurs sont uniquement chargés d'obtenir ces autorisations. Les fournisseurs qui n'ont pas de personnel et de l'organisation des cotes de sécurité par le gouvernement fédéral canadien ou leur programme national de sécurité industrielle, ou les fournisseurs qui ne répondent pas aux exigences en matière de sécurité prévues décrites dans le présent document, devrait commencer le processus de dédouanement au début en communiquant avec le programme de sécurité des contrats de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/esc-src/introduction-fra.html>) site Web.

6.2 Exigences relatives à la sécurité – Contrat de coopération financée suivant l'ISQ

1. **À la date de clôture de l'ISQ**, les conditions suivantes doivent être respectées pour obtenir un contrat de coopération financée :
- a) le soumissionnaire doit détenir une attestation de sécurité d'organisme valable tel qu'indiqué à la Partie 7 – Clauses du contrat subséquent;
- b) les individus proposés par le soumissionnaire et qui doivent avoir accès à des renseignements ou à des biens de nature protégée ou classifiée ou à des établissements de travail dont l'accès est réglementé doivent posséder une attestation de sécurité tel qu'indiqué à la Partie 7 – Clauses du contrat subséquent;
- c) le soumissionnaire doit fournir le nom de tous les individus qui devront avoir accès à des renseignements ou à des biens de nature protégée ou classifiée ou à des établissements de travail dont l'accès est réglementé;
- d) le lieu proposé par le soumissionnaire pour la réalisation des travaux et la sauvegarde des documents doit satisfaire aux exigences relatives à la sécurité précisées à la Partie 7 – Clauses du contrat subséquent;
- e) le soumissionnaire doit fournir l'adresse des lieux proposés pour la réalisation des travaux et la sauvegarde des documents, tel qu'indiqué à la Partie 3 – section IV Renseignements supplémentaires.

2. Nous rappelons aux répondants qu'ils doivent rapidement entamer le processus d'obtention des cotes de sécurité requises, car aucun retard ne sera toléré dans l'attribution des contrats de coopération financée pour permettre aux fournisseurs qualifiés de les obtenir.
3. Pour de plus amples renseignements sur les exigences relatives à la sécurité, les soumissionnaires devraient consulter le site Web du Programme de sécurité des contrats de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/esc-src/introduction-fra.html>).

Cette exigence comprend une participation, contrôle et influence étrangers (PCIE). Fournisseur qualifié sélectionné pour subir une évaluation de la PCIE seront contactés par courriel par le Bureau de l'évaluation de la PCIE. Fournisseurs qualifiés doit fournir les renseignements demandés par le Bureau de l'évaluation de la PCIE dans le plus rapidement possible. Le défaut de fournir les renseignements demandés dans les trente (30) jours civils, ou dans le délai d'indication contraire, peut entraîner les fournisseurs qualifiés ne sont pas attribué un contrat pour la mobilisation financés.

Les fournisseurs qualifiés qui ne satisfont pas à ces exigences en matière de sécurité d'ici la date de clôture de l'IQ ne sera pas attribué un contrat pour cette phase.

6.2.1 Demande de permis de visite (DPV)

Les exigences relatives à la sécurité propres à chaque tâche seront spécifiées dans chaque demande d'autorisation de tâches. S'il est nécessaire de visiter des sites du MDN dans le cadre de l'exécution des travaux relatifs à l'autorisation de tâches, il incombe à l'entrepreneur d'obtenir une demande de permis de visite (DPV) approuvée et valide avant le début du travail et pendant toute la durée de celui-ci.

Les DPV peuvent être obtenues en communiquant avec l'officier de la sûreté de la base (O Sûr B) ou le surveillant de la sécurité de l'unité (SSU) désigné. Les coordonnées du personnel de sécurité de la base peuvent être obtenues auprès du responsable technique.

6.3 Exigences relatives aux marchandises contrôlées

1. Étant donné que le contrat subséquent peut exiger la production de marchandises contrôlées ou l'accès à des marchandises contrôlées qui sont visées par Loi sur la production de défense, L.R., 1985, ch. D-1, les répondants sont avisés que, au Canada, seules les personnes inscrites, exemptées ou exclues en vertu du Programme des marchandises contrôlées (PMC) sont légalement autorisées à examiner, à posséder ou à transférer des marchandises contrôlées. On trouvera des précisions sur la façon de s'inscrire au PMC à l'adresse Programme des marchandises contrôlées et l'inscription se fait comme suit :
 - a. Lorsque l'invitation à se qualifier comporte des informations relatives aux marchandises contrôlées ou à de la technologie connexe, le répondant doit être inscrit ou exempté ou exclu en vertu du PMC avant de pouvoir recevoir l'invitation à se qualifier. Les demandes visant à obtenir des dossiers de documents techniques ou des spécifications liés aux marchandises contrôlées doivent être adressées par écrit à l'autorité contractante désignée dans l'invitation à se qualifier et doivent comprendre le numéro d'inscription au PMC ou une preuve écrite de l'exemption ou de l'exclusion du répondant et de toute autre personne à laquelle celui-ci donnera accès aux marchandises contrôlées.
 - b. Lorsque l'invitation à se qualifier ne comporte aucune information relative aux marchandises contrôlées ou à de la technologie connexe, mais que le contrat subséquent nécessite la production de marchandises contrôlées ou l'accès à des

marchandises contrôlées, le répondant retenu et tout sous-traitant qui produiront des marchandises contrôlées ou qui y auront accès doivent être inscrits, exemptés ou exclus en vertu du PMC avant d'examiner, de posséder ou de transférer des marchandises contrôlées.

- c. Lorsque le répondant retenu et tout sous-traitant proposé pour l'examen, la possession ou le transfert de marchandises contrôlées ne sont pas inscrits, exemptés ou exclus en vertu du PMC au moment de l'attribution du contrat, le répondant retenu et tout sous-traitant devront, dans les sept (7) jours ouvrables suivant la réception d'un avis écrit d'attribution du contrat, soumettre la ou les demandes d'inscription ou d'exemption requises au PMC. Aucun examen, possession ou transfert de marchandises contrôlées ne devra être effectué avant que le répondant retenu ait prouvé, à la satisfaction de l'autorité contractante, que le répondant retenu et tout sous-traitant sont inscrits, exemptés ou exclus en vertu du PMC.

Si le répondant retenu ne prouve pas, à la satisfaction de l'autorité contractante, que le répondant retenu et tout sous-traitant sont inscrits, exemptés ou exclus en vertu du PMC dans les trente (30) jours suivant la réception d'un avis écrit d'attribution du contrat, il sera en défaut d'exécution du contrat subséquent, sauf si le Canada est responsable de cette situation à cause d'un retard dans le traitement de la demande.

2. Les répondants sont avisés que tous les renseignements figurant sur le formulaire de demande d'inscription (ou d'exemption) seront vérifiés et que les erreurs ou les inexactitudes pourront causer d'importants retards et/ou entraîner le refus de l'inscription ou de l'exemption.

PARTIE 7 – CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT (COOPÉRATION FINANCÉE)

Les clauses et conditions suivantes s'appliquent à tout contrat subséquent découlant de l'invitation à se qualifier et en font partie intégrante. Les fournisseurs qualifiés qui se voient attribuer un contrat pour la coopération financée deviendront des entrepreneurs aux fins de la coopération financée.

7.1 Énoncé des travaux

L'entrepreneur doit exécuter le travail conformément à l'énoncé des travaux qui se trouve à l'annexe A.

Client : En vertu du contrat, le « **client** » est le ministère de la Défense nationale, mais le Canada se réserve le droit de modifier le contrat afin d'y inclure d'autres ministères, au besoin.

Réorganisation du client : Le changement de nom, la restructuration, le réaménagement ou le remaniement du client n'aura aucune incidence sur l'obligation de l'entrepreneur en ce qui a trait à l'exécution du travail (et ne donnera pas lieu non plus au paiement d'honoraires supplémentaires). La réorganisation, le réaménagement ou la restructuration du client s'entendent également de sa privatisation, de sa fusion avec une autre entité et de sa dissolution, lorsque cette dissolution est suivie de la création d'une ou de plus d'une entité dont la mission s'apparente à celle du client à l'origine. Peu importe le type de réorganisation, le Canada peut désigner un autre ministère ou un autre organisme gouvernemental comme autorité contractante ou responsable technique, conformément aux nouveaux rôles et aux nouvelles responsabilités découlant de la réorganisation.

Termes définis : Les termes et les expressions employés dans le contrat ont le sens qui leur est attribué dans les « Conditions générales » et les « Conditions générales supplémentaires ».

7.1.2 Autorisation de tâches

Processus d'autorisation de tâches

a) Autorisations de tâches sur demande : La totalité ou une partie des travaux du contrat seront réalisés « sur demande », au moyen d'une autorisation de tâches. Les travaux décrits dans cette AT doivent être conformes à la portée du contrat de coopération financée. L'entrepreneur ne doit pas commencer les travaux avant d'avoir reçu une AT officielle approuvée par l'autorité contractante. L'entrepreneur convient que tout travail effectué avant la délivrance et la réception de cette autorisation sera effectué à ses propres risques.

b) Attribution des autorisations de tâches : S'il n'y a qu'un seul fournisseur qualifié résultant de l'ISQ, sa proposition sera recommandée pour l'attribution d'un contrat de coopération financée. Lors d'une telle attribution, ce contrat se verra attribuer la totalité du financement à être utilisé. S'il y a plus d'un fournisseur qualifié découlant de l'ISQ, chaque fournisseur qualifié sera recommandé pour l'attribution d'un contrat de coopération financée. Lors de l'attribution de multiples contrats de coopération financée, le financement prévu à être utilisé sera réparti équitablement entre ces contrats. Si le financement à engager augmente, le financement accru sera réparti également entre tous les fournisseurs qualifiés qui détiennent des contrats de coopération financée. Si un ou plusieurs des contrats de coopération financée sont résiliés, le Canada se réserve le droit d'allouer la totalité du financement aux autres entrepreneurs de coopération financée. Les autorisations de tâches émises dans le cadre de cette série de contrats seront attribuées conformément à ce qui suit :

- I. Lors de l'attribution de la série de contrats de coopération financée, des fonds ont été alloués en parts égales, comme précisé dans la Limitation des dépenses, à chacun des entrepreneurs pour les

autorisations de tâches selon le processus d'évaluation décrit dans l'ISQ qui a mené à l'attribution de cette série de contrats de coopération financée.

- II. Lorsqu'une AT est émise, le responsable technique délivrera la même ébauche de l'AT comprenant la même portée des travaux à chaque entrepreneur de coopération financée. Ce processus se répétera pour chaque nouvelle série d'autorisations de tâches émise par le Canada.
- III. L'entrepreneur qui a reçu un projet d'autorisation de tâches disposera du délai établi dans le paragraphe ci-dessous intitulé « Réponse de l'entrepreneur à un projet d'autorisation de tâches » pour répondre au responsable technique.
- IV. Si un entrepreneur à qui le projet d'autorisation de tâches a été envoyé ne répond pas dans le délai prévu ou confirme par écrit qu'il refuse d'accepter la tâche, cet entrepreneur ne recevra pas d'autorisation de tâches pour cette portée des travaux. Cela n'empêche pas l'entrepreneur de recevoir ou de se voir attribuer de futurs travaux relatifs à l'AT, conformément au sous-paragraphe 2 ci-dessus. D'autres instructions concernant le refus des travaux relatifs à l'AT figurent ci-dessous au sous-paragraphe h) Refus d'une autorisation de tâches ou soumission d'une réponse non valide.
- V. Si le Canada détermine que les ressources proposées ne satisfont pas aux exigences minimales en matière d'expérience ou à d'autres exigences des catégories précisées dans le projet d'autorisation de tâches, le Canada demandera ou pourrait demander à l'entrepreneur de proposer d'autres ressources, et celui-ci disposera du délai établi dans le paragraphe « Réponse de l'entrepreneur à un projet d'autorisation de tâches » pour répondre à cette demande. Si l'entrepreneur ne répond pas dans le délai prévu, ou si le Canada détermine que les ressources proposées satisfont ou ne satisfont pas aux exigences minimales en matière d'expérience ou à d'autres exigences des catégories précisées dans le projet d'AT, celui-ci ne recevra pas une autorisation de tâches pour cette portée des travaux.
- VI. Si l'entrepreneur refuse une AT ou ne présente pas de réponse valide, la valeur en dollars de l'autorisation de tâches **pourra être** soustraite de la valeur du contrat de coopération financée de l'entrepreneur, et **pourra être** réaffectée en tout ou en partie, à la discrétion de l'autorité contractante, à d'autres entrepreneurs.
- VII. Le processus d'envoi du projet d'autorisation de tâches se poursuivra jusqu'à ce que le Canada annule le besoin associé à la tâche ou que l'autorisation de tâches soit officiellement attribuée à l'un des entrepreneurs de coopération financée. Si aucun des entrepreneurs n'est en mesure d'exécuter la tâche (conformément à l'ensemble des modalités de la série de contrats), le Canada peut faire exécuter les travaux requis autrement.
- VIII. Un entrepreneur peut informer, par écrit, le responsable technique et l'autorité contractante qu'il ne sera pas en mesure d'exécuter des tâches supplémentaires en raison d'engagements précédents découlant d'une ou de plusieurs AT attribuées dans le cadre de la série de contrats : aucun projet d'AT ne lui sera alors envoyé jusqu'à ce qu'il avise, par écrit, le responsable technique et l'autorité contractante qu'il est prêt à exécuter des tâches supplémentaires.
- IX. **Prix déraisonnablement élevés** : Pour chaque AT particulière, après réception de toutes les réponses à l'AT, le Canada déterminera un prix moyen de l'AT en divisant la somme de toutes les réponses à l'AT par le nombre de réponses reçues. Aux fins du présent contrat de coopération financée, les entrepreneurs seront considérés comme offrant un prix excessivement **élevé** en réponse à une demande d'AT si le prix proposé par l'entrepreneur est supérieur de plus de 20 % au prix moyen proposé. Dans le cas où un entrepreneur soumet un devis excessivement élevé qui est autrement conforme, l'entrepreneur se verra offrir une AT dont la limite de dépenses ne dépasse pas le prix de référence excessivement élevé de 20 % au-dessus du prix moyen proposé. Comme cela sera considéré comme la limite des dépenses pour l'AT, les entrepreneurs ne seront pas remboursés

pour les coûts dépassant cette limite. Les entrepreneurs pourront continuer à effectuer les travaux indiqués dans l'AT, mais tous les coûts engagés par l'entrepreneur au-delà de la limite des dépenses ne seront pas remboursés par le Canada, car ils seront considérés comme un investissement de l'entrepreneur dans la réussite de l'exigence dans le cadre de l'ITI C2.

Les entrepreneurs peuvent être informés de la portée de chaque AT à venir avant l'approbation de la première AT ou peu après.

Le Canada se réserve le droit d'augmenter la limite des dépenses des contrats coopération financée à tout moment pendant la période du contrat.

c) Formulaire et contenu de l'ébauche de l'autorisation de tâches

- I. Le responsable technique fournira à l'entrepreneur une description des tâches au moyen d'une ébauche d'autorisation de tâches à l'aide du « formulaire d'autorisation de tâches » figurant à l'annexe E.
- II. Le projet d'autorisation de tâches comprendra les détails des activités à réaliser, une description des produits livrables et un calendrier indiquant les dates d'achèvement des principales activités ou les dates de présentation des produits livrables. L'ébauche de l'autorisation de tâches comprendra aussi la base (les bases) et la méthode (les méthodes) de paiement prévues au contrat.
- III. Un projet d'AT doit également contenir les renseignements suivants, s'il y a lieu :
 - a) le numéro du contrat;
 - b) le numéro de tâche;
 - c) la date à laquelle la réponse de l'entrepreneur doit être reçue (cette date figurera dans l'ébauche de l'autorisation de tâches, mais pas dans l'autorisation de tâches attribuée);
 - d) les catégories de ressources et le nombre de ressources nécessaires;
 - e) une description des travaux associés à la tâche, portant sur les activités à réaliser ou indiquant les produits livrables (comme des rapports);
 - f) les dates de commencement et d'achèvement;
 - g) toute option de report de la date de fin prévu initialement (le cas échéant);
 - h) les dates jalons pour les produits livrables et les paiements (le cas échéant);
 - i) le nombre de jours-personnes requis;
 - j) une note à savoir si les travaux comprennent des activités à réaliser sur place, en précisant l'endroit;
 - k) le profil linguistique des ressources requises;
 - l) le niveau d'attestation de sécurité que doivent posséder les ressources;
 - m) le prix payable à l'entrepreneur pour l'exécution de la tâche, avec une indication à savoir s'il s'agit d'un prix ferme ou du prix maximum pour l'AT (et, pour les autorisations de tâches au prix maximum, l'AT doit indiquer la façon dont le montant final payable sera déterminé; lorsque l'AT n'indique pas la façon dont le montant final payable sera déterminé, le montant payable est le montant, jusqu'à concurrence du montant maximum, pour les heures réellement travaillées sur le projet que l'entrepreneur justifie en présentant les feuilles de présence remplies au moment de l'exécution des travaux par les employés individuels pour justifier les frais);
 - n) le mode de paiement demandé.
 - o) le numéro de dossier et le numéro de série du contrat de SPAC, tel qu'ils figurent à la page 1 du présent contrat;
 - p) toute autre contrainte pouvant avoir une incidence sur l'exécution de la tâche.

d) Réponse de l'entrepreneur à un projet d'AT

L'entrepreneur doit fournir au responsable technique, dans les dix (10) jours ouvrables suivant la réception du projet d'autorisation de tâches, un devis indiquant le prix total proposé pour l'exécution de la tâche et une ventilation de ce coût, établie conformément à la base de paiement précisée dans le contrat, ainsi qu'aux ressources proposées correspondantes. La soumission de l'entrepreneur doit être préparée selon les tarifs stipulés dans le contrat. L'entrepreneur ne sera pas payé pour la préparation ni la présentation d'une réponse ni pour la fourniture d'autres renseignements requis pour la préparation et l'attribution officielle de l'autorisation de tâches.

e) Limite des autorisations de tâches et pouvoirs relatifs à l'attribution d'une autorisation de tâches

Pour être attribuée de façon officielle, une AT doit porter les signatures suivantes :

i. toute AT ayant une valeur, l'AT doit être signé par :

- A. le responsable des approvisionnements;
- B. le responsable technique;
- C. l'entrepreneur;
- D. l'autorité contractante.

Toute AT qui ne porte pas les signatures requises n'a pas été émise de façon officielle par le Canada et n'est donc pas valide. Tous les travaux effectués par l'entrepreneur sans que celui-ci ait reçu une AT valide seront effectués à ses propres risques. L'entrepreneur doit aviser l'autorité contractante s'il reçoit une AT qui ne porte pas les signatures requises.

f) Processus d'administration des autorisations de tâches pour le MDN

Le processus d'autorisation de tâches sera administré par DASÉ 6-4.

g) Ressources préapprouvées

L'entrepreneur doit :

- i. s'assurer que les ressources énumérées dans la liste pour effectuer les travaux prévus dans le présent contrat ou des remplaçants acceptables demeurent disponibles en nombre suffisant pour effectuer les travaux exigés dans les AT qui seront émises conformément au contrat de coopération financée. Il doit aussi s'assurer que ces personnes conservent les compétences professionnelles et le niveau de sécurité associés aux catégories de ressources correspondantes décrites dans la réponse à l'ISQ pour lesquelles elles sont disponibles;
- ii. éviter les retards associés aux exigences relatives à la sécurité du contrat en demandant au Canada, dans un délai de quinze (15) jours ouvrables suivant l'attribution du contrat et en tout temps pendant la période du contrat, d'évaluer les ressources supplémentaires et de vérifier leur cote de sécurité, et ce, en fonction du nombre de ressources indiqué pour chaque catégorie de ressources dans l'annexe. Chaque ressource doit posséder les qualifications minimales appropriées pour la catégorie de ressources pour laquelle elle est disponible, et satisfaire aux exigences relatives à la sécurité précisées dans le contrat. Si les ressources sont acceptées par le Canada, le nom de chacune de ces ressources sera ajouté au contrat de coopération financée.

Il n'y a pas de limite au nombre de ressources que l'entrepreneur peut présenter aux fins d'évaluation, et il peut le faire en tout temps. Toutefois, la présentation de remplaçants n'élimine pas l'obligation pour l'entrepreneur de fournir, pour une tâche donnée, les ressources qu'il a convenu de fournir au Canada en réponse à une AT valide ou conformément à toute autre condition prévue dans le contrat.

h) Regroupement d'AT à des fins administratives : Le contrat peut être modifié de temps à autre afin de refléter l'ensemble des AT valides attribuées à ce jour et de documenter le travail effectué dans le cadre de ces AT à des fins administratives.

7.1.2.1 Rapports d'utilisation périodiques – contrats comportant des autorisations de tâches

L'entrepreneur doit compiler et tenir à jour des données sur les services fournis au gouvernement fédéral, conformément à l'autorisation de tâches approuvée émise dans le cadre du contrat.

L'entrepreneur doit fournir ces données conformément aux exigences en matière d'établissement de rapports ci-dessous. Si certaines données ne sont pas disponibles, la raison doit être indiquée. Si aucun service n'a été fourni pendant une période donnée, l'entrepreneur doit soumettre un rapport portant la mention « néant ».

Les données doivent être présentées tous les trimestres à l'autorité contractante.

Voici la répartition des trimestres :

premier trimestre : du 1^{er} avril au 30 juin;
deuxième trimestre : du 1^{er} juillet au 30 septembre;
troisième trimestre : du 1^{er} octobre au 31 décembre;
quatrième trimestre : du 1^{er} janvier au 31 mars.

Les données doivent être présentées à l'autorité contractante dans les dix (10) jours civils suivant la fin de la période de référence.

Exigence en matière de rapport – Explications

Pour chaque contrat comportant un processus d'autorisation de tâches, on doit conserver un relevé détaillé et à jour de toutes les autorisations de tâches. Ce dossier doit contenir :

Pour chaque tâche autorisée :

- i. le numéro de l'autorisation de tâches ou le numéro de la modification à l'autorisation de tâches;
- ii. le titre ou une courte description de chaque tâche autorisée;
- iii. le coût total estimatif indiqué dans l'autorisation de tâches (AT) valide de chaque tâche, taxes applicables en sus;
- iv. le montant total, taxes applicables en sus, dépensé jusqu'à présent pour chaque tâche autorisée;
- v. la date de commencement et la date d'achèvement de chaque tâche autorisée;
- vi. l'état actuel de chaque tâche autorisée, le cas échéant.

Pour toutes les tâches autorisées :

- i. le montant (taxes applicables en sus), précisé dans le contrat (selon la dernière modification, s'il y a lieu) qui correspond à la responsabilité totale du Canada envers l'entrepreneur pour toutes les AT approuvées;
- ii. le montant total, taxes applicables en sus, dépensé jusqu'à présent pour toutes les AT approuvées.

7.2 Clauses et conditions uniformisées

Toutes les clauses et conditions identifiées dans le contrat par un numéro, une date et un titre sont reproduites dans le Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat (<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

7.2.1 Conditions générales

2035 (2022-05-12), Conditions générales - besoins plus complexes de services, s'appliquent au contrat et en font partie intégrante.

7.2.2 Conditions générales supplémentaires

4007 (2010-08-16), Le Canada détient les droits de propriété intellectuelle sur les renseignements originaux, s'applique au contrat et en fait partie intégrante.

7.2.3 Les entrepreneurs doivent déclarer tout contenu de propriété intellectuelle relativement à toute information transmise au Canada. Ce qui inclut, sans s'y limiter, la documentation, les plans, les concepts, les idées et les recommandations présentés verbalement, par écrit ou par voie numérique. Toute information non déclarée sera considérée comme non exclusive.

7.3 Exigences relatives à la sécurité

7.3.1 Les exigences relatives à la sécurité suivantes s'appliquent et font partie intégrante du contrat.

EXIGENCE EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ POUR ENTREPRENEUR CANADIEN : DOSSIER TPSGC No W8474-18IT01

1. L'entrepreneur ou l'offrant doit détenir en permanence, pendant l'exécution du contrat ou de l'offre à commandes, une cote de sécurité d'installation valable au niveau SECRET, ainsi qu'une cote de protection des documents approuvée au niveau SECRET, délivrées par le Programme de sécurité des contrats (PSC), Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC).
2. Ce contrat comprend un accès à des marchandises contrôlées. Avant d'avoir accès, le soumissionnaire doit être inscrit au Programme des Marchandises Contrôlées de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC).
3. Les membres du personnel de l'entrepreneur ou de l'offrant devant avoir accès à des renseignements ou à des biens PROTÉGÉS, ou à des établissements dont l'accès est réglementé, doivent TOUS détenir une cote de FIABILITÉ en vigueur, délivrée ou approuvée par le PSC, TPSGC.
4. Les membres du personnel de l'entrepreneur ou de l'offrant devant avoir accès à des renseignements ou à des biens CLASSIFIÉS, ou à des établissements dont l'accès est réglementé, doivent être citoyens de l'Australie, Canada, Nouvelle-Zélande, Royaume-Uni ou des États-Unis d'Amérique et doivent TOUS détenir une cote de sécurité du personnel valable au niveau SECRET, délivrée ou approuvée par le PSC, TPSGC.
5. Les membres du personnel de l'entrepreneur ou de l'offrant devant avoir accès à des renseignements ou à des biens CLASSIFIÉS/PROTÉGÉS ÉTRANGERS, ou à des établissements dont l'accès est réglementé, doivent être citoyens de l'Australie, Canada, Nouvelle-Zélande, Royaume-Uni ou des États-Unis d'Amérique et doivent TOUS détenir une cote de sécurité du personnel valable au niveau SECRET, délivrée ou approuvée par le PSC, TPSGC.

6. Les membres du personnel de l'entreprise qui doivent avoir accès aux biens ou aux renseignements OTAN NON-CLASSIFIÉS n'ont pas besoin d'avoir une attestation de sécurité ; toutefois, l'entrepreneur doit s'assurer que de tiers n'auront pas accès aux renseignements OTAN NON-CLASSIFIÉS et que le principe du « besoin de savoir », sera appliqué.
7. Les membres du personnel de l'entrepreneur ou de l'offrant devant avoir accès à des renseignements ou à des biens NATO DIFFUSION RESTREINTE, doivent être citoyens d'un pays membre de l'OTAN ou doivent être résident permanents du Canada et doivent TOUS détenir une cote de FIABILITÉ ou son équivalent en vigueur, délivrée ou approuvée par l'autorité de sécurité compétente déléguée par l'OTAN.
8. Le traitement électronique de données CLASSIFIÉS/PROTÉGÉS dans l'établissement de l'entrepreneur ou l'offrant, n'est PAS autorisé dans le cadre de ce contrat ou offre à commandes.
9. Les contrats de sous-traitance comportant des exigences relatives à la sécurité NE doivent pas être attribués sans l'autorisation écrite préalable du PSC, TPSGC.
10. Le soumissionnaire ou l'entrepreneur retenu doit présenter une trousse complète de PCIE, y compris la documentation connexe, comme il est exigé dans les lignes directrices et le questionnaire relatifs à la PCIE, d'ici la date limite indiquée dans le courriel envoyé par le bureau de la PCIE.
11. Avant d'avoir accès à des renseignements ou à des biens d'autres pays, le soumissionnaire ou l'entrepreneur retenu doit disposer d'une lettre de décision, qui se rapporte au présent contrat, qui expire à la fin dudit contrat ou des périodes de prolongation, et qui est émise par le bureau de la PCIE pour indiquer les résultats de l'évaluation de la PCIE.
12. Si la lettre de décision « Avec PCIE; mesures d'atténuation requises » demande de mettre en œuvre des mesures d'atténuation, celles-ci doivent être mises en œuvre et approuvées par le bureau de la PCIE avant que le soumissionnaire ou l'entrepreneur retenu ou son personnel ait accès à des renseignements ou à des biens d'autres pays. Ces mesures d'atténuation doivent rester en place pendant toute la durée du contrat, y compris les périodes de prolongation, le cas échéant.
13. Le Programme de sécurité des contrats (PSC) se réserve le droit de suspendre l'attestation de sécurité de l'organisation du soumissionnaire ou de l'entrepreneur retenu s'il est visé par une décision « Avec PCIE; mesures d'atténuation requises » et qu'il décide de ne pas mettre en œuvre les mesures d'atténuation requises.
14. Le soumissionnaire ou l'entrepreneur retenu doit maintenir leur statut PCIE « Sans PCIE » ou « Avec PCIE; mesures d'atténuation requises » pendant toute la durée du contrat, y compris les périodes de prolongation, le cas échéant.
15. Le soumissionnaire ou l'entrepreneur retenu doit immédiatement fournir au bureau de la PCIE la documentation relative à tout changement apporté à la structure organisationnelle ou de propriété de l'organisation et à toute augmentation des revenus étrangers ou de la dette extérieure par rapport à ce qui a été déclaré au bureau de la PCIE dans l'évaluation initiale de la PCIE. Le soumissionnaire ou l'entrepreneur retenu fera l'objet d'une nouvelle évaluation de la PCIE en fonction de ces nouveaux renseignements dans le but de décider à nouveau le statut PCIE du soumissionnaire ou de l'entrepreneur retenu.
16. Si l'entrepreneur ou le soumissionnaire retenu reçoit une lettre de décision « Avec PCIE » ne pouvant pas maintenir les mesures d'atténuation, il ne sera pas en fonction d'obtenir les attestations de sécurité requises, d'obtenir et de maintenir une attestation de sécurité

d'installation (ASI) et les attestations de sécurité du personnel auprès du PSC. Par conséquent, il ne satisfera plus aux exigences relatives à la sécurité du contrat.

17. L'entrepreneur ou l'offrant doit respecter les dispositions :

- a) de la Liste de vérification des exigences relatives à la sécurité et directive de sécurité (s'il y a lieu), reproduite ci-joint à l'Annexe C;
- b) du Manuel de la sécurité des contrats (dernière édition).

VEUILLEZ NOTER: Il y a des niveaux multiples de contrôle de sécurité du personnel associé avec ce dossier. Dans ce cas, un Guide de Classification de sécurité doit être ajouté à la LVERS afin de clarifier ces contrôles de sécurité. Le Guide de Classification de sécurité est habituellement généré par l'autorité de projet et/ou l'autorité de sécurité de l'organisation.

VEUILLEZ NOTER: Il y a des niveaux multiples de restrictions relatives à la diffusion associé avec ce dossier. Dans ce cas, un Guide de sécurité devrait être ajouté à la LVERS afin de clarifier ces restrictions. Le Guide de sécurité est habituellement généré par l'autorité de projet et/ou l'autorité de sécurité de l'organisation.

VEUILLEZ NOTER: Puisque l'Australie et la Nouvelle-Zélande ne sont pas membre de l'OTAN, aucun renseignement OTAN ne sera diffusé aux Australiens, ni aux Néo-Zélandais sans avoir obtenu permission du PSC, TPSGC.

EXIGENCES EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ POUR LES FOURNISSEURS ÉTRANGERS : No DE DOSSIER DE PSPC : W8474-181T01

1. Tous les renseignements et les biens de niveau CANADA PROTÉGÉ / CLASSIFIÉ fournis à l'entrepreneur étranger destinataire doivent être protégés comme suit:
2. Dans l'éventualité du retrait de la partie destinataire ou à la fin {du contrat/de l'offre à commandes/du contrat de sous-traitance}, tous les renseignements et les biens de niveau CANADA PROTÉGÉ/CLASSIFIÉ fournis ou produits en vertu {du présent contrat/de la présente offre à commandes/du présent contrat de sous-traitance} continueront d'être protégés, conformément aux législations, règlements, et politiques nationales de {nom du pays}.
3. L'entrepreneur étranger destinataire assurera une protection des renseignements et des biens de niveau CANADA PROTÉGÉ/CLASSIFIÉ aussi stricte que celle mise en œuvre par le gouvernement du Canada, conformément aux politiques, aux lois et aux règlements nationaux en matière de sécurité nationale, et comme prévu par l'administration nationale de sécurité (ANS) ou par l'administration désignée en matière de sécurité (ADS) de leurs pays.
4. L'entrepreneur étranger destinataire doit attribuer à tous les renseignements et biens de niveau CANADA PROTÉGÉ / CLASSIFIÉ qui lui sont fournis par le gouvernement du Canada en vertu du présent contrat la cote de sécurité équivalente utilisée par leurs pays, conformément aux législations, règlements, et politiques nationales de leurs pays.
5. L'entrepreneur étranger destinataire doit, en tout temps durant l'exécution du contrat veiller à ce que le transfert des renseignements et des biens de niveau CANADA PROTÉGÉ/CLASSIFIÉ soit effectué conformément aux législations, règlements, et politiques nationales de {nom du pays} et aux dispositions du Protocole d'entente bilatérale sur la sécurité industrielle signé par leurs pays et le Canada.

6. À la fin des travaux, l'entrepreneur étranger destinataire doit restituer au gouvernement du Canada, par l'entremise des circuits officiels, tous les renseignements et les biens de niveau CANADA PROTÉGÉ/CLASSIFIÉ qu'il aura reçu ou produit en vertu du présent contrat, y compris tous les renseignements et les biens de niveau CANADA PROTÉGÉ/CLASSIFIÉ remis à ses sous-traitants ou produits par eux sauf autrement autorisé au préalable écrite par l'ADS du Canada.

i. Les Canadiens qui examinent, possèdent ou transfèrent des marchandises contrôlées (*voir la remarque) qui sont soumises à un contrôle domestique par Services publics et Approvisionnement Canada (SPAC) dans le cadre de marchés ou de marchés de sous-traitance doivent s'inscrire auprès du Programme des marchandises contrôlées (PMC) de SPAC avant d'avoir accès aux marchandises contrôlées, sauf s'ils sont exemptés de l'inscription auprès du PMC en vertu du Règlement sur les marchandises contrôlées. Pendant toute la durée du présent contrat et du présent contrat de sous-traitance, l'entrepreneur et le sous-traitant étrangers destinataires doivent se conformer à leurs politiques nationales respectives concernant l'examen, la possession ou le transfert des marchandises contrôlées et doivent immédiatement signaler à leur autorité nationale de sécurité (ANS) responsable tous les cas dans lesquels ils savent ou ont lieu de croire que des marchandises contrôlées fournies ou produites aux termes de ce contrat et de ce contrat de sous-traitance ont été perdues ou divulguées à des personnes non autorisées (entités non inscrites auprès du PMC ou entités non exemptées de l'inscription auprès du PMC), notamment à une entité tierce, qu'il s'agisse d'un gouvernement, d'un individu d'une entreprise ou de ses représentants. La perte ou la compromission de marchandises contrôlées lors de leur traitement à l'extérieur du Canada devrait être signalée immédiatement, conformément aux exigences de la Directive sur les marchandises contrôlées et de la Directive sur la gestion du matériel du Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada, et à l'autorité gouvernementale canadienne propriétaire des marchandises contrôlées, par exemple le ministère canadien qui a émis les marchandises contrôlées à l'entrepreneur et au sous-traitant étranger destinataire dans le cadre de ce contrat et de ce contrat de sous-traitance. De plus, si des marchandises contrôlées sont perdues ou divulguées à des personnes non autorisées qui sont assujetties à l'International Traffic in Arms Regulations des États-Unis, l'ANS ou l'autorité gouvernementale canadienne propriétaire des marchandises contrôlées devra signaler la situation à l'exportateur américain ou au Directorate of Defense Trade Controls (DDTC) du département d'État des États-Unis de l'Amérique.

* Remarque : Les marchandises contrôlées sont des marchandises, y compris les composants et les technologies connexes (p. ex. les plans, les spécifications techniques, etc.), qui revêtent une importance militaire ou pour la sécurité nationale, y compris les « articles de défense » qui sont régis par l'International Traffic in Arms Regulations des États-Unis. La Liste des marchandises contrôlées figurant à l'Annexe de la Loi sur la production de défense (article 35) détaille les marchandises contrôlées particulières qui font l'objet d'un contrôle interne par SPAC.

7. L'entrepreneur destinataire étranger proposé doit identifier l'agent de sécurité du contrat (ASC) autorisé qui sera responsable du contrôle des exigences de sécurité, telles qu'elles sont définies dans le présent contrat. Cette personne sera désignée par le président-directeur général ou par un cadre supérieur clé de l'entreprise étrangère destinataire proposée. Les cadres supérieurs clés comprennent les propriétaires, les agents, les directeurs, les cadres et les partenaires occupant un poste qui leur permettrait d'avoir une influence sur les politiques ou les pratiques de l'organisation durant l'exécution du contrat.

8. Les renseignements et les biens de niveau CANADA PROTÉGÉ / CLASSIFIÉ doivent être divulgués uniquement aux membres du personnel employés par le destinataire étranger dans le cadre du contrat qui en ont besoin pour exécuter le contrat. Ces membres du personnel doivent être des citoyens du CANADA, DES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE, DE L'AUTRALIE, DE LA NOUVELLE ZÉLANDE, exigée, délivrée ou approuvée par l'administration nationale de sécurité (ANS) ou par l'administration désignée en matière de sécurité (ADS) de leur pays respectif, conformément aux législations, règlements, et politiques nationales de {nom du pays}.
9. L'entrepreneur étrangers destinataires ne doivent pas accéder aux renseignements et aux biens appartenant à la catégorie NATO DIFFUSION RESTREINTE, sans avoir au préalable consulté leur administration nationale de la sécurité ou leur administration désignée en matière de sécurité respective, au sujet des mesures de protection qu'il convient de prendre conformément aux législations, règlements, et politiques nationales de leurs pays.
10. Les membres du personnel de l'entrepreneur étranger destinataire qui doivent avoir accès aux renseignements/biens NON-CLASSIFIÉS de l'OTAN, n'ont pas besoin de cote de sécurité accordée par leur autorité nationale de sécurité (ANS) ou leur autorité désignée en matière de sécurité (ADS). Toutefois, l'entrepreneur étranger destinataire doit s'assurer qu'aucun tiers n'aura accès aux renseignements/biens NON-CLASSIFIÉS de l'OTAN et que le principe du « besoin de savoir » sera appliqué au personnel accédant à l'information/bien. Aux fins de cette disposition, le principe du « besoin de savoir » signifie que l'ANS ou que l'ADS a établi hors de tout doute qu'un éventuel destinataire de renseignements/biens NON-CLASSIFIÉS de l'OTAN doit avoir accès aux renseignements/biens NON-CLASSIFIÉS de l'OTAN, en avoir connaissance ou les posséder afin d'exécuter les services et les tâches requises en vertu du contrat. Les contrats comportant des exigences relatives aux renseignements/biens NON-CLASSIFIÉS de l'OTAN NE DOIVENT PAS être attribués sans l'autorisation écrite de l'ADS du Canada.
11. Tant que l'ANS ou l'ADS responsable de la sécurité industrielle de leurs pays dont dépend le destinataire étranger n'a pas transmis à l'ADS canadienne les assurances exigées que le personnel de l'entrepreneur destinataire étranger sont citoyens d'un pays membre de l'OTAN et ont un besoin de savoir, ce dernier N'A PAS ACCÈS aux renseignements et aux biens NON CLASSIFIÉS / RESTREINTS de l'OTAN et NE PEUVENT PAS PÉNÉTRER sur les lieux du « gouvernement du Canada » ou de l'« entrepreneur » où ces renseignements/biens sont conservés à moins d'être accompagnés. L'accompagnateur doit être un employé du « gouvernement du Canada » ou de l'« entrepreneur » détenant une autorisation de sécurité adéquate du niveau requis.
12. Tant que l'administration nationale de la sécurité (ANS) ou l'administration désignée en matière de sécurité (ADS) responsable de la sécurité industrielle de leurs pays n'a pas transmis à l'ADS canadienne les attestations de sécurité écrites exigées pour les membres du personnel de l'entrepreneur étranger destinataire, ces derniers NE PEUVENT PAS AVOIR ACCÈS aux renseignements/biens SECRET: CANADA PROTÉGÉ / CLASSIFIÉ et NE PEUVENT PAS PÉNÉTRER sur les sites du « gouvernement du Canada » ou de l'« entrepreneur » où ces renseignements/biens sont conservés à moins d'être accompagnés. L'accompagnateur doit être un employé du « gouvernement du Canada » ou de l'« entrepreneur » détenant une Attestation de sécurité du personnel au niveau exigé.
13. Les contrats de sous-traitance comportant des exigences relatives à la sécurité NE doivent PAS être attribués sans l'autorisation écrite préalable de l'administration nationale de la sécurité (ANS) ou l'administration désignée en matière de sécurité (ADS) concernée, conformément aux législations, règlements, et politiques nationales de leurs pays / ADS canadienne.
14. L'entrepreneur étranger destinataire ne doit pas utiliser les renseignements /biens de niveau CANADA PROTÉGÉ/CLASSIFIÉ pour répondre à des besoins distincts de l'exécution du contrat sans l'approbation écrite préalable du gouvernement du Canada. Cette autorisation doit être

obtenue auprès de l'ADS du Canada.

15. L'entrepreneur étranger destinataire visitant des sites gouvernementaux ou industriels canadiens dans le cadre du contrat doit soumettre pour approbation une demande de visite à l'administration désignée en matière de sécurité (ADS) du Canada, par l'entremise de son administration nationale de la sécurité (ANS) ou son administration désignée en matière de sécurité (ADS).
16. L'entrepreneur étranger destinataire doit signaler immédiatement à l'ADS canadienne tous les cas pour lesquels il sait ou il a lieu de croire que des renseignements/biens de niveau CANADA PROTÉGÉ / CLASSIFIÉ obtenus dans le cadre du présent contrat ont été compromis.
17. L'entrepreneur étranger destinataire doit immédiatement signaler à son administration nationale de la sécurité (ANS) ou à son administration désignée en matière de sécurité (ADS) tous les cas dans lesquels il sait ou il a lieu de croire que des renseignements /biens de niveau CANADA PROTÉGÉ / CLASSIFIÉ fournis ou produits par l'entrepreneur étranger destinataire conformément au présent contrat ont été perdus ou divulgués à des personnes non autorisées.
18. L'entrepreneur étranger destinataire ne doit pas divulguer les renseignements/biens de niveau CANADA PROTÉGÉ/CLASSIFIÉ à un tiers, qu'il s'agisse d'un gouvernement, d'un particulier, d'une entreprise ou de ses représentants, sans l'accord écrit préalable du gouvernement du Canada. Cet accord doit être obtenu par l'intermédiaire de l'administration nationale de la sécurité (ANS) ou de l'administration désignée en matière de sécurité (ADS) du destinataire / ADS du Canada.

L'entrepreneur étranger destinataire doit se conformer aux dispositions de la Liste de vérification des exigences relatives à la sécurité figurant à l'Annexe C.

7.3.2 Installations ou locaux de l'entrepreneur nécessitant des mesures de sauvegarde

- 7.3.2.1** Lorsque des mesures de sauvegarde sont nécessaires pour réaliser les travaux, l'entrepreneur doit diligemment tenir à jour les renseignements relatifs à ses installations ou à ses locaux, et ceux des individus proposés pour les adresses suivantes : *(À remplir au moment de l'attribution du contrat)*

Numéro civique / nom de la rue, unité / N° de bureau / d'appartement
Ville, province, territoire / État
Code postal / code zip
Pays

- 7.3.2.2** L'agent de sécurité d'entreprise doit s'assurer, par l'entremise du Programme de sécurité des contrats que le soumissionnaire et les individus proposés sont titulaires d'une cote de sécurité en vigueur et au niveau exigé.

7.4 Exigence de confidentialité

L'entrepreneur reconnaît et comprend que le contrat contient de l'information sensible qui ne doit pas être divulguée, sauf aux personnes qui ont besoin de la connaître uniquement aux fins d'exécution du contrat. En acceptant le contrat, l'entrepreneur atteste qu'il ne dévoilera son existence, ni aucune partie de son contenu ni toute information associée, à personne à l'intérieur ou à l'extérieur du gouvernement du Canada, sauf à l'autorité contractante, au responsable technique et au responsable de l'approvisionnement désignés par le gouvernement du Canada pour le représenter, à ses employés qui ont besoin de savoir et à des personnes qui ont accepté par écrit d'être liées par les mêmes contraintes

d'utilisation et de divulgation énoncées dans ce contrat et qui possèdent toute cote de sécurité requise délivrée par la Direction de la sécurité industrielle canadienne (DSIC) ou toute inscription requise au programme des marchandises contrôlées. L'entrepreneur atteste en outre qu'il a mis en place et maintiendra toutes les mesures appropriées et nécessaires, y compris celles établies dans toutes les instructions orales ou écrites du Canada, pour protéger cette information. Le non-respect de cette entente de confidentialité constitue un manquement aux conditions générales. Un tel manquement peut faire l'objet de poursuites en justice conformément à la Politique sur les mesures correctives du rendement des fournisseurs du Canada, au Code de conduite pour l'approvisionnement ou aux autres politiques applicables.

En plus de ce qui précède, l'entrepreneur a signé ou signera et appliquera les ententes de confidentialité précisées à l'annexe D, Entente de confidentialité.

7.5 Durée du contrat

7.5.1 Période du contrat

La période du contrat est de 1 an à partir de la date d'attribution du contrat.

7.5.2 Option de prolongation du contrat

L'entrepreneur accorde au Canada l'option irrévocable de prolonger la durée du contrat pour **au plus quatre (4) période(s) supplémentaire(s) de une (1) année chacune**, selon les mêmes conditions. L'entrepreneur accepte que pendant la période prolongée du contrat, il sera payé conformément aux dispositions applicables prévues à la Base de paiement.

Le Canada peut exercer cette option à n'importe quel moment, en envoyant un avis écrit à l'entrepreneur avant la date d'expiration du contrat. Cette option ne pourra être exercée que par l'autorité contractante et sera confirmée, pour des raisons administratives seulement, par une modification au contrat.

7.6 Responsables

7.6.1 Autorité contractante

Les autorités contractante pour le contrat sont:

Nom: Aaron Abela

Titre: Chef d'équipe d'approvisionnement

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada

La Direction générale des approvisionnements – La sécurité de l'information et la Division de la guerre électronique

Adresse: Place du Portage, Phase III, 8C2

Gatineau, Québec, Canada. K1A 0S5

Téléphone : 416-262-6212

Adresse de courriel : Aaron.abela@pwgsc-tpsgc.gc.ca

Et

Nom: Byron Kendell

Titre: Chef d'équipe d'approvisionnement

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada

N° de l'invitation – Solicitation No.
W8474-18IT01/C
N° de réf. du client – Client Ref. No.
W8474-18IT01/C

N° de la modif. – Amd. No
N° du dossier – File No.
061qe.W8474-18IT01

Id de l'acheteur – Buyer ID
061qe
N° CCC/CCC No. – N° VME/FMS No.

La Direction générale des approvisionnements – La sécurité de l'information et la Division de la guerre électronique

Adresse: Place du Portage, Phase III, 8C2
Gatineau, Québec, Canada. K1A 0S5

Téléphone : 902-497-5345
Adresse de courriel : byron.kendell@pwgsc-tpsgc.gc.ca

L'autorité contractante est responsable de la gestion du contrat, et toute modification doit être autorisée par écrit par l'autorité contractante. L'entrepreneur ne doit pas effectuer de travaux dépassant la portée du contrat ou des travaux qui n'y sont pas prévus, suite à des demandes ou instructions verbales ou écrites de toute personne autre que l'autorité contractante.

7.6.2 Autorité technique

Le responsable technique pour le contrat est : [Information sera inséré au moment de l'attribution du contrat.]

Nom : _____
Titre : _____
Organisation : _____
Adresse : _____
Téléphone : _____
Adresse de courriel : _____

En l'absence de cette personne, l'autorité technique est la suivante :

Nom : _____
Titre : _____
Organisation : _____
Adresse : _____
Téléphone : _____
Adresse de courriel : _____

L'autorité technique représente le ministère ou l'organisme pour lequel les travaux sont exécutés dans le cadre du contrat. Il est responsable de toutes les questions liées au contenu technique des travaux prévus dans le contrat. On peut discuter des questions techniques avec l'autorité technique; cependant, celui-ci ne peut pas autoriser les changements à apporter à l'énoncé des travaux. De tels changements peuvent être effectués uniquement au moyen d'une modification au contrat émise par l'autorité contractante.

7.6.3 Responsable des achats

Le responsable des achats pour le contrat est : [Remarque : les renseignements seront ajoutés à l'attribution du contrat.]

Nom : _____
Titre : _____
Organisation : _____
Adresse : _____
Téléphone : _____
Télécopieur : _____
Courriel : _____

Le responsable des achats représente le ministère ou l'organisme pour lequel les travaux sont exécutés dans le cadre du contrat. Il est responsable de la mise en œuvre des outils et des processus exigés pour l'administration du contrat. L'entrepreneur peut discuter des questions administratives indiquées dans le contrat avec le responsable des achats; cependant, celui-ci ne peut pas autoriser de changements à la portée des travaux. De tels changements peuvent être effectués uniquement au moyen d'une modification au contrat émise par l'autorité contractante.

7.6.4 Représentant de l'entrepreneur [à remplir par le répondant]

Nom : _____
Titre : _____
Organisation : _____
Adresse : _____
Téléphone : _____
Adresse de courriel : _____

7.7 Divulcation proactive de marchés conclus avec d'anciens fonctionnaires

En fournissant de l'information sur son statut en tant qu'ancien fonctionnaire touchant une pension en vertu de la Loi sur la pension de la fonction publique (LPFP), l'entrepreneur a accepté que cette information soit publiée sur les sites Web des ministères, dans le cadre des rapports de divulgation proactive des marchés, et ce, conformément à l'Avis sur la Politique des marchés : 2019-01 du Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada.

7.8 Utilisateurs autorisés

Utilisateurs fédéraux désignés

Les utilisateurs désignés autorisés à demander des autorisations de tâches dans le cadre du contrat sont le ministère de la Défense nationale.

7.9 Paiement

7.9.1 Base de paiement: Autorisations des tâches individuelles

L'entrepreneur sera payé pour les travaux précisés dans l'autorisation de tâches approuvée, conformément à la Base de paiement à l'annexe B.

La responsabilité du Canada envers l'entrepreneur dans le cadre de l'autorisation de tâches ne doit pas dépasser la valeur précisée dans l'autorisation de tâches approuvée. Les droits de douane sont compris, et les taxes applicables sont en sus.

Aucune augmentation de la responsabilité du Canada ou du prix des travaux précisés dans l'autorisation de tâches approuvée découlant de tout changement à la conception, ou de toute modification ou interprétation des travaux, ne sera autorisée ou payée à l'entrepreneur, à moins que ces changements à la conception, ces modifications ou ces interprétations n'aient été approuvés, par écrit, par l'autorité contractante avant d'être intégré aux travaux.

1. Les *bases de paiement* jointes à l'**annexe « B »** doivent être utilisées pour fixer le prix de toutes les tâches à réaliser dans le cadre de ce contrat.
2. Selon le type d'autorisation de tâches (AT), une des modalités de paiement suivantes fera partie de chaque document d'AT.

- a) **Dans le cas d'une AT à prix ferme :** À condition de remplir de façon satisfaisante toutes ses obligations dans le cadre de l'AT, l'entrepreneur sera payé le prix ferme stipulé dans le document d'AT applicable, lequel est calculé conformément à l'**annexe « B »**.

Aucune augmentation de la responsabilité du Canada ou du prix des travaux précisés dans l'autorisation de tâches approuvée découlant de tout changement à la conception, ou de toute modification ou interprétation des travaux, ne sera autorisée ou payée à l'entrepreneur, à moins que ces changements à la conception, ces modifications ou ces interprétations n'aient été approuvés, par écrit, par l'autorité contractante avant d'être intégrés aux travaux.

- (b) **Dans le cas d'une AT assujettie à un prix plafond :** L'entrepreneur sera remboursé pour les coûts qu'il a raisonnablement et correctement engagés dans l'exécution des travaux conformément à l'AT, jusqu'à concurrence du prix plafond spécifié dans le document d'AT, lequel sera établi en fonction des taux et des autres dispositions présentés à l'**annexe « B »**.

Le prix plafond est assujetti à un rajustement à la baisse afin de ne pas dépasser les coûts réels engagés à juste titre dans l'exécution des travaux, calculés conformément à la base de paiement précisée dans le document d'AT.

Aucune augmentation de la responsabilité du Canada ou du prix des travaux précisés dans l'autorisation de tâches approuvée découlant de tout changement à la conception, ou de toute modification ou interprétation des travaux, ne sera autorisée ou payée à l'entrepreneur, à moins que ces changements à la conception, ces modifications ou ces interprétations n'aient été approuvés, par écrit, par l'autorité contractante avant d'être intégrés aux travaux.

- (c) **Dans le cas d'une AT assujettie à une limitation des dépenses :** L'entrepreneur sera remboursé pour les coûts qu'il a raisonnablement et correctement engagés dans l'exécution des travaux conformément à l'AT, conformément à la base de paiement spécifié dans le document d'AT applicable, lequel doit être établi en fonction des taux et des autres dispositions présentés à l'**annexe « B »**.

Aucune augmentation de la responsabilité du Canada ou du prix des travaux précisés dans l'autorisation de tâches approuvée découlant de tout changement à la conception, ou de toute modification ou interprétation des travaux, ne sera autorisée ou payée à l'entrepreneur, à moins que ces changements à la conception, ces modifications ou ces interprétations n'aient été approuvés, par écrit, par l'autorité contractante avant d'être intégrés aux travaux. L'entrepreneur n'est pas tenu de réaliser des travaux ni de fournir des services qui entraîneraient une augmentation de la responsabilité totale du Canada, à moins que l'augmentation n'ait été autorisée par écrit par l'autorité contractante. L'entrepreneur doit informer le responsable technique par écrit de la suffisance de cette somme :

- (i) lorsque 75 % de la somme est engagée;
- (ii) soit quatre (4) mois avant la date définitive d'expiration de l'autorisation de tâches;
- (iii) dès que l'entrepreneur juge que les fonds fournis sont insuffisants pour l'achèvement des travaux, selon la première de ces éventualités.

Lorsqu'il informe le responsable technique que les fonds du contrat sont insuffisants, l'entrepreneur doit lui fournir par écrit une estimation des fonds supplémentaires requis. La présentation de cette information par l'entrepreneur n'augmente pas automatiquement la responsabilité du Canada à son égard.

7.9.2 Limite des dépenses – Total cumulatif de toutes les autorisations de tâches

1. La responsabilité totale du Canada envers l'entrepreneur dans le cadre des autorisations de tâches

(AT), y compris les révisions éventuelles, ne doit pas dépasser la somme indiquée à la **première page du contrat de coopération financée**. Les droits de douane sont compris, et les taxes applicables sont en sus.

2. Aucune augmentation de la responsabilité totale du Canada ne sera autorisée ou payée à l'entrepreneur, à moins qu'une augmentation n'ait été approuvée, par écrit, par l'autorité contractante.
3. L'entrepreneur doit aviser l'autorité contractante par écrit de la suffisance de cette somme :
 - a. lorsque 75 % de la somme a été engagée;
 - b. quatre (4) mois avant la date d'expiration du contrat;
 - c. dès que l'entrepreneur juge que les fonds du contrat sont insuffisants pour l'achèvement des travaux requis dans toutes les AT autorisées, y compris toute révision, selon la première de ces conditions à se présenter.
4. Lorsqu'il informe l'autorité contractante que les fonds du contrat sont insuffisants, l'entrepreneur doit lui fournir par écrit une estimation des fonds supplémentaires requis. La présentation de cette information par l'entrepreneur n'augmente pas la responsabilité du Canada.

7.9.3 Modes de paiement

7.9.3.1 Les autorisations de tâches préciseront une ou une combinaison des méthodes de paiement décrites ci-dessous. Le choix du mode de paiement est à la seule discrétion du Canada. En plus des modalités du mode de paiement choisi, le Canada ne paiera l'entrepreneur que si :

- i. une facture exacte et complète ainsi que tout autre document exigé par le contrat ont été soumis conformément aux instructions de facturation prévues au contrat;
- ii. tous ces documents ont été vérifiés par le Canada,

7.9.3.2 Conformément aux modalités de paiement du contrat et de l'autorisation de tâches, le Canada peut effectuer :

- a) Un **paiement unique** à l'entrepreneur après l'achèvement et l'acceptation par le Canada de tous les travaux précisés dans l'autorisation de tâches.
- b) Des **paiements d'étape** à l'entrepreneur conformément au calendrier des étapes détaillé dans l'autorisation de tâches, à l'achèvement et à l'acceptation par le Canada des travaux et de tout produit livrable associé à chaque étape.
- c) Des **paiements mensuels** à l'entrepreneur pour les travaux effectués au cours du mois visés par la facture. Les paiements mensuels sont considérés comme des paiements provisoires jusqu'à ce que les travaux exécutés aient été acceptés par le Canada. Les paiements seront effectués à une fréquence maximale d'une fois par mois.
- d) **Autres méthodes de paiement** pouvant être utilisées dans une autorisation de tâches à la seule discrétion de l'autorité contractante SPAC.

7.9.4 T1204 - demande directe du ministère client

Clause du Guide des CCUA A9117C (2007-11-30), T1204 - demande directe du ministère client

7.9.5 Paiement électronique de factures – contrat (À remplir au moment de l'attribution du contrat)

L'entrepreneur accepte d'être payé au moyen de l'un des instruments de paiement électronique suivants :

- a. Dépôt direct (national et international) ;
- b. Échange de données informatisées (EDI) ;
- c. Virement télégraphique (international seulement) ;

7.9.6 Vérification discrétionnaire

Clause du Guide des CCUA C0100C (2010-01-11), Vérification discrétionnaire des comptes - biens et(ou) services commerciaux

7.9.7 Vérification du temps

Clause du Guide des CCUA C0711C (2008-05-12) Contrôle du temps

7.10 Instructions relatives à la facturation

1. L'entrepreneur doit soumettre ses factures conformément à l'article intitulé « Présentation des factures » des conditions générales. Les factures ne doivent pas être soumises avant que tous les travaux identifiés sur la facture soient complétés.

Le cas échéant, les factures doivent être accompagnée de ce qui suit :

- a. une copie des feuilles de temps pour corroborer le temps de travail réclamé;
- b. une copie du document de sortie et de tout autre document tel qu'il est spécifié au contrat;
- c. une copie des factures, reçus, et pièces justificatives pour tous les frais directs;
- d. une copie du rapport mensuel sur l'avancement des travaux.

2. Les factures doivent être distribuées comme suit :

- a. L'original et un (1) exemplaire doivent être envoyés à l'adresse qui apparaît à la page 1 du contrat pour attestation et paiement.
- b. Un (1) exemplaire doit être envoyé à l'autorité contractante identifiée sous l'article intitulé « Responsables » du contrat.

7.11 Attestations et renseignements supplémentaires

7.11.1 Conformité

À moins d'indication contraire, le respect continu des attestations fournies par l'entrepreneur préalablement à l'attribution du contrat, ainsi que la coopération constante quant aux renseignements supplémentaires, sont des conditions du contrat et leur non-respect constituera un manquement de la part de l'entrepreneur. Les attestations pourront faire l'objet de vérifications par le Canada pendant toute la durée du contrat.

7.11.2 Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi - Manquement de la part de l'entrepreneur

Lorsqu'un Accord pour la mise en œuvre de l'équité en matière d'emploi a été conclu avec Emploi et Développement social Canada (EDSC) – Travail, l'entrepreneur reconnaît et s'engage, à ce que cet accord demeure valide pendant toute la durée du contrat. Si l'Accord pour la mise en œuvre de l'équité en matière d'emploi devient invalide, le nom de l'entrepreneur sera ajouté à la liste des

« soumissionnaires à admissibilité limitée du PCF ». L'imposition d'une telle sanction par EDSC fera en sorte que l'entrepreneur sera considéré non conforme aux modalités du contrat.

7.12 Lois applicables

Le contrat doit être interprété et régi selon les lois en vigueur en Ontario et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

7.13 Ordre de priorité des documents

En cas d'incompatibilité entre le libellé des textes énumérés dans la liste, c'est le libellé du document qui apparaît en premier sur la liste qui l'emporte sur celui de tout autre document qui figure plus bas sur la liste.

- a) les articles de la convention;
- b) les conditions générales supplémentaires 4007 (2010-08-16), Le Canada détient les droits de propriété intellectuelle sur les renseignements originaux;
- c) les conditions générales – 2035 (2022-05-12), Conditions générales – besoins plus complexes de services;
- d) l'annexe A, Énoncé des travaux;
- e) l'annexe B, Base de paiement;
- f) l'annexe C, Liste de vérification des exigences relatives à la sécurité;
- g) l'annexe D, Ententes de non-divulcation;
- h) l'annexe E, Task Authorization Form;
- i) la réponse de l'entrepreneur datée du _____, (inscrire la date de la soumission).

7.14 Contrat de défense

Clause du *Guide des CCUA* A9006C (2012-07-16), Contrat de défense

7.15 Ressortissants étrangers

Clause du *Guide des CCUA* A2000C (2006-06-16), Ressortissants étrangers (entrepreneur canadien)

Clause du *Guide des CCUA* A2001C (2006-06-16), Ressortissants étrangers (entrepreneur étranger)

7.16 Assurances

Clause du *Guide des CCUA* G1005C (2016-01-28), Assurance – aucune exigence particulière

7.17 Programme des marchandises contrôlées

Clause du *Guide des CCUA* A9131C (2020-11-19), Programme des marchandises contrôlées – Contract

Clause du *Guide des CCUA* B4060C (2011-05-16) Marchandises contrôlées

7.18 Préservation des supports électroniques

L'entrepreneur doit soumettre à la détection électronique, à l'aide d'un progiciel mis à jour à intervalles réguliers, l'ensemble des supports électroniques utilisés dans l'exécution du travail, en vue de détecter des virus électroniques et d'autres codes visant à causer des défauts, avant de s'en servir sur l'équipement du Canada. Il devra informer aussitôt le Canada si un support électronique utilisé dans le cadre du travail renferme des virus informatiques ou d'autres codes visant à causer des défauts.

Si des renseignements ou des documents électroniques sont endommagés ou perdus pendant qu'ils se trouvent sous la garde de l'entrepreneur ou avant d'être livrés au Canada conformément au contrat, y compris en cas d'effacement accidentel, l'entrepreneur doit les remplacer immédiatement, à ses frais.

7.19 Règlements concernant les emplacements des Forces canadiennes

Clause du *Guide des CCUA* A9062C (2011-05-16) Règlements concernant les emplacements des Forces canadiennes

7.20 Règlements concernant les emplacements du gouvernement

Clause du *Guide des CCUA* A9068C (2010-01-11) Règlements concernant les emplacements du gouvernement

7.21 Responsabilités relatives au protocole d'identification

L'entrepreneur doit s'assurer que tous ses agents, représentants ou sous-traitants (appelés ci-après représentants de l'entrepreneur) respectent les exigences d'auto-identification suivantes :

- A) un représentant de l'entrepreneur qui assiste à une réunion du gouvernement du Canada, dans ses locaux ou à l'extérieur, doit s'identifier comme représentant de l'entrepreneur avant le début de la réunion pour garantir que tous les participants soient informés que le représentant n'est pas un employé de l'État;
- B) pendant l'exécution de tout travail sur un site du gouvernement du Canada, chaque représentant de l'entrepreneur doit être clairement identifié comme tel, et ce, en tout temps;
- C) si un représentant de l'entrepreneur doit utiliser le système de courriel du gouvernement du Canada dans le cadre de l'exécution du travail, et si le gouvernement du Canada autorise cette utilisation, il doit clairement s'identifier comme étant un agent ou un sous-traitant de l'entrepreneur dans le bloc de signature de tous les messages électroniques qu'il enverra ainsi que dans la section « Propriétés ». De plus, ce protocole d'identification doit être utilisé pour toute autre correspondance, communication et documentation;
- D) si le Canada détermine que l'entrepreneur a contrevenu à n'importe laquelle de ses obligations en vertu du présent article, l'entrepreneur doit, à la réception d'un avis écrit du Canada, présenter un plan d'action écrit décrivant les mesures qui seront prises pour éviter que le problème ne se produise de nouveau. L'entrepreneur aura cinq (5) jours ouvrables pour présenter le plan d'action au client et à l'autorité contractante, et 20 jours ouvrables pour corriger la source du problème;
- E) en plus de tous ses autres droits dans le cadre du contrat, le Canada peut résilier le contrat pour défaut si l'entrepreneur ne respecte pas les mesures correctives décrites ci-dessus.

7.22 Règlement des différends

- (a) Les parties conviennent de maintenir une communication ouverte et honnête concernant les travaux pendant toute la durée de l'exécution du marché et après.
- (b) Les parties conviennent de se consulter et de collaborer dans l'exécution du marché, d'informer rapidement toute autre partie des problèmes ou des différends qui peuvent survenir et de tenter de les résoudre.
- (c) Si les parties n'arrivent pas à résoudre un différend au moyen de la consultation et de la collaboration, les parties conviennent de consulter un tiers neutre offrant des services de règlement extrajudiciaire des différends pour tenter de régler le problème.
- (d) Vous trouverez des choix de services de règlement extrajudiciaire des différends sur le site Web Achats et ventes du Canada sous le titre « Règlement des différends ».

ANNEXE A

ÉNONCÉ DES TRAVAUX – COOPÉRATION FINANCÉE

1. OBJECTIF

Le contrat vise à peaufiner l'énoncé des besoins concernant la technologie infonuagique et les services gérés dans le cadre du projet de l'ITI C2, les spécifications du système et d'autres documents pertinents en vue d'obtenir une solution qui convient parfaitement.

L'objectif de la coopération financée est d'inviter les fournisseurs qualifiés à donner de la rétroaction et à faire part de leurs points de vue sur les énoncés du problème ou du défi en participant à diverses vidéoconférences interactives et à des discussions de groupe animées par le MDN et les FAC, à un sondage et à d'autres activités.

2. PORTÉE

Le MDN et les FAC chercheront à exploiter au maximum la technologie infonuagique commerciale, probablement au moyen d'une infrastructure infonuagique spécialisée et séparée physiquement. La mise en place de services infonuagiques dans le cadre de l'ITI de niveau Secret modernisée amènera l'adoption d'une nouvelle approche pour l'approvisionnement et le financement des ressources de TI connexes au sein du MDN et des FAC, étant donné le passage à une approche axée sur les services. Elle nécessitera donc une bonne compréhension de l'étendue de la capacité et de l'expertise des fournisseurs de services infonuagiques (FSI) retenus au cours des étapes de sélection du processus d'approvisionnement et des différences entre les offres de chacun. Le processus d'approvisionnement nécessitera donc une grande coopération soutenue (ou active) du MDN, des FAC et des fournisseurs qualifiés à l'étape d'élaboration du projet, avant la publication de la DP concernant les services infonuagiques.

Les fournisseurs qualifiés peuvent être invités à participer à des rencontres, à faire des démonstrations, à examiner ou à rédiger des documents, à préparer des architectures de haut niveau, etc. Les fournisseurs qualifiés peuvent également être invités à faire une présentation sur leur solution, en expliquant comment elle répond à l'énoncé du problème ou du défi.

Voici quelques-uns des points de l'énoncé du problème et du défi sur lesquels le contrat de coopération financée portera :

- la description contextuelle et la démonstration par le PSC des fonctions et services infonuagiques les plus importants, de la performance générale du système, de l'intégration des services aux clients (infrastructure-service et plateforme-service), de la fédération de la gestion intégrée des accès, des possibilités en termes de souplesse et d'innovation, ainsi que des services de soutien à la migration des applications;
- les démonstrations de faisabilité;
- les activités expérimentales effectuées sur l'infrastructure infonuagique (comme l'activation de fonctions d'applications simples dans l'infrastructure infonuagique);
- les premières architectures et conceptions de haut niveau des services infonuagiques au cœur de l'ITI de niveau Secret modernisée.

2.1 UTILISATEURS POTENTIELS

Les contrats attribués ou qui résultent d'une sollicitation subséquente auprès des fournisseurs qualifiés en vertu de l'ISQ et qui demandent de fournir des services infonuagiques sécurisés à très grande échelle seront utilisés par le MDN.

2.2 SÉCURITÉ DE L'INFRASTRUCTURE

Il est possible pour le Canada d'améliorer les exigences de sécurité associées à l'infrastructure informatique de niveau Secret. Si cette exigence se concrétise, le Canada se réserve le droit de modifier la présente ISQ et tout contrat qui en découle, selon les besoins.

3. TÂCHES ET PRODUITS LIVRABLES

3.1 Toutes les tâches et tous les produits livrables doivent d'abord être approuvés par le Canada dans une autorisation de tâches. Les fournisseurs qualifiés doivent offrir des services « au fur et à mesure des besoins », comme indiqué dans l'autorisation de tâches individuelle (formulaire de SPAC).

3.2 Le tableau 1 donne un aperçu des tâches et des produits livrables possibles exigés de tous les fournisseurs qualifiés qui choisissent de prendre part au contrat de coopération financée après l'ISQ.

3.3 Le fournisseur doit transmettre le rapport final en format électronique au responsable technique ou à un autre représentant désigné dans les dix jours ouvrables suivant l'approbation de la version provisoire du rapport. Le rapport final doit comprendre un résumé rédigé en anglais. Le responsable technique se réserve le droit de demander des précisions sur le rapport à tout moment.

Le Canada peut traduire tout matériel écrit dans l'autre langue officielle. L'entrepreneur reconnaît que le Canada est le propriétaire de la traduction et qu'il n'a aucune obligation de fournir la traduction à l'entrepreneur. Le Canada convient que toute traduction doit comprendre tout avis de droit d'auteur ou de droit de propriété qui faisait partie de l'original. Le Canada reconnaît que l'entrepreneur n'est pas responsable des erreurs techniques ou des problèmes qui pourraient survenir en raison d'une mauvaise traduction.

3.4 Les descriptions et suggestions fournies par le fournisseur sont uniquement destinées au MDN et aux FAC. Le Canada ne s'engage pas à adopter en totalité ni en partie le contenu de tout rapport ou de toute démonstration résultant de la coopération financée.

Tableau 1

Tâches possibles	Produits livrables
Le fournisseur doit décrire son offre de services, ses recommandations et sa capacité globale à satisfaire aux exigences du Canada concernant les services infonuagiques et le soutien.	Le fournisseur doit remettre un rapport.
Le fournisseur doit indiquer l'incidence de l'adoption d'une infrastructure infonuagique spécialisée et séparée physiquement (par rapport à l'adoption d'une infrastructure infonuagique publique).	Le fournisseur doit remettre un rapport.
Le fournisseur doit décrire sa capacité fondamentale à surveiller le respect des politiques, des règlements et des configurations autorisées.	Le fournisseur doit remettre un rapport.

Le fournisseur doit décrire l'approche qu'il recommande pour évaluer et préserver la sécurité des composants infonuagiques.	Le fournisseur doit remettre un rapport.
Le fournisseur doit fournir des démonstrations de faisabilité classifiées pour les éléments infonuagiques ci-dessous : <ul style="list-style-type: none"> solutions de transfert interdomaines (si offertes); services de sécurité centrés sur les données (si offerts). 	Le fournisseur doit effectuer une démonstration et fournir des documents techniques pour chacune des démonstrations de faisabilité relevées.
Le fournisseur doit effectuer une démonstration pour les fonctions infonuagiques ci-dessous : <ul style="list-style-type: none"> configuration et utilisation d'entrepôts et de lacs de données; accès au calcul informatisé en périphérie et utilisation; configuration et utilisation des outils de gestion des services de technologie de l'information (GSTI) et des fonctions d'intégration d'entreprise du fournisseur ou d'un partenaire tiers; configuration et utilisation d'outils d'apprentissage automatique du fournisseur ou d'un partenaire tiers; mise en place et utilisation d'outils d'activation de développement et exploitation (DevOps) et de développement et d'exploitation intégrant la sécurité (DevSecOps) du fournisseur ou d'un partenaire tiers. 	Le fournisseur doit effectuer une démonstration et fournir des documents techniques pour chacune des démonstrations relevées.
Le fournisseur doit décrire la structure de tarification qui sera offerte au MDN.	Le fournisseur doit remettre un rapport.
Le fournisseur doit décrire le motif principal, les pratiques et les variables qui font augmenter les prix ou les coûts, puis formuler ses grandes recommandations sur la façon dont le MDN pourrait optimiser ses dépenses.	Le fournisseur doit remettre un rapport.
Le fournisseur doit formuler des recommandations sur les principes, considérations et approches concernant l'architecture et la conception des services infonuagiques.	Le fournisseur doit remettre un rapport.
Le fournisseur doit décrire la feuille de route qu'il propose (éléments, jalonnement et calendrier) pour mettre en œuvre le projet.	Le fournisseur doit remettre un rapport.
Le fournisseur doit décrire la structure de contrat qu'il recommande, en prenant soin d'indiquer les critères suivants : <ul style="list-style-type: none"> (a) les pratiques; (b) les processus; (c) les considérations concernant les modalités du contrat. 	Le fournisseur doit remettre un rapport.

<p>En outre, le rapport doit décrire les ententes sur les niveaux de service (ENS) que devrait prendre en compte le Canada et comment il devrait s'y prendre (y compris chacun des éléments suivants) :</p> <ul style="list-style-type: none">(a) la hiérarchisation;(b) les mesures;(c) la tarification;(d) les points à prendre en compte concernant la correction et l'incidence de celle-ci;(e) les préoccupations concernant les questions de droit et de conformité, la vérifiabilité et la responsabilité. <p>* Le terme « pratiques » fait référence aux approches adoptées pour la constitution des contrats, comme l'utilisation d'ententes uniformisées, les mesures du rendement, le partage des risques, la participation de tiers, etc.</p> <p>* Le terme « processus » fait référence aux approches du PSC concernant l'exécution des contrats et les activités connexes comme l'élaboration et les négociations, le suivi, les modifications, les approbations, la finalisation et la signature, etc.</p>	
---	--

4. EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ

Ce contrat comporte des exigences relatives à la sécurité. Les exigences relatives à la sécurité propres à chaque tâche seront spécifiées dans chaque demande d'autorisation de tâches. Il incombe à l'entrepreneur d'obtenir une demande d'autorisation de visite approuvée et valide avant le début du travail et pendant toute la durée de celui-ci.

5. DÉPLACEMENTS

Le travail prévu dans le contrat de coopération financée ne nécessite aucun déplacement.

Aucun déplacement à l'intérieur et à l'extérieur de la région de la capitale nationale (RCN) par les fournisseurs qualifiés pour ce besoin ne sera remboursé par le MDN.

6. DOCUMENTS APPLICABLES

Au besoin, le responsable technique (RT) fournira aux fournisseurs qualifiés les documents nécessaires pour accomplir les tâches qui leur sont assignées.

Les fournisseurs qualifiés doivent préserver la confidentialité de tous les documents et renseignements exclusifs et conserver tous les documents dans des installations et des armoires verrouillées, conformément aux Ordonnances et directives de sécurité de la Défense nationale (ODSDN). Tout le matériel appartenant au MDN et aux FAC doit être remis à la date de clôture de la DP concernant les services infonuagiques.

7. LANGUE DE TRAVAIL

Tous les produits livrables dans le cadre de ce contrat de coopération financée doivent être rédigés en anglais. Le personnel des fournisseurs qualifiés travaillera dans un environnement essentiellement anglophone et devra donc maîtriser l'anglais. Par « maîtriser », on entend que la personne doit être en mesure de communiquer tant à l'oral qu'à l'écrit, sans aide, et avec un minimum d'erreurs. Toute la correspondance se fera en anglais.

8. ÉQUIPEMENT FOURNI PAR LE GOUVERNEMENT

Le MDN ne fournira pas aux fournisseurs qualifiés un espace de travail ou un accès continu au matériel informatique et aux autres applications logicielles nécessaires à l'exécution du travail.

9. FORMATION

Les fournisseurs qualifiés seront responsables de toute formation nécessaire pour leur permettre d'accomplir les tâches et les produits livrables stipulés. Le MDN ne couvrira et ne remboursera pas les coûts liés à la formation

10. LIEU DE TRAVAIL

Les fournisseurs qualifiés devront principalement travailler sur leur propre lieu de travail. Dans la mesure du possible, les rencontres, les démonstrations et les autres activités de la coopération financée se dérouleront à distance, en utilisant des technologies sur le Web ou des outils de vidéoconférences. À l'occasion, il pourrait être nécessaire de tenir des rencontres en personne dans une installation du MDN dans la RCN. La tenue de ces rencontres sera à la discrétion de l'autorité technique (AT) du MDN et des FAC.

11. RENCONTRES

11.1 Réunion inaugurale pour les autorisations de tâches

Une réunion inaugurale officielle aura lieu avant le début de la première autorisation de tâches émise dans le cadre du contrat de coopération financée dans les 15 jours ouvrables suivant l'attribution du contrat. L'autorité contractante enverra une invitation à la réunion inaugurale à tous les fournisseurs qualifiés. Cette réunion sera organisée et présidée par l'autorité contractante. La réunion inaugurale sera l'occasion de discuter du plan prévu pour l'autorisation de tâches et d'examiner la liste de produits livrables initiale.

L'autorité contractante fournira l'ordre du jour de la réunion à l'avance afin de permettre aux participants d'y jeter un coup d'œil et de savoir à quoi s'attendre concernant la liste des produits livrables pour la première autorisation de tâches émise. Le Canada se réserve le droit de tenir d'autres réunions inaugurales pour les autorisations de tâches subséquentes. L'ordre du jour de la réunion doit contenir notamment les points suivants :

- a. présentation du calendrier des rencontres régulières et du calendrier de remise des rapports;
- b. présentation des principaux membres de l'équipe de projet et de leurs rôles et responsabilités.

Il pourrait également être nécessaire de tenir d'autres rencontres de suivi pour clarifier le ou les produits que doivent remettre les fournisseurs qualifiés. Dans l'affirmative, le besoin de ces rencontres sera indiqué dans l'autorisation de tâches. La date des rencontres sera indiquée dans l'autorisation de tâches.

11.2 Rencontres spéciales

Il peut également être nécessaire de tenir une ou plus d'une rencontre spéciale pour aborder toute activité liée à l'énoncé de travail. Dans l'affirmative, le besoin de ces rencontres sera indiqué dans l'autorisation de tâches. La date des rencontres sera indiquée dans l'autorisation de tâches.

L'autorité contractante, le responsable de l'approvisionnement, le responsable technique et la surveillante de l'équité seront présents à toutes les rencontres.

12. Propriété intellectuelle

Les entrepreneurs doivent indiquer tout contenu de propriété intellectuelle (PI) en ce qui concerne tout renseignement échangé avec le gouvernement du Canada. Cela comprend, sans s'y limiter, la documentation échangée, les plans, les réflexions, les idées et les recommandations présentés tant de vive voix que par écrit ou sous forme numérique. Dans le cas contraire, les renseignements seront considérés comme non exclusifs par le gouvernement du Canada.

ANNEXE B

BASE DE PAIEMENT – COOPÉRATION FINANCÉE

L'entrepreneur sera payé pour chaque autorisation de tâches conformément aux clauses du contrat connexe figurant à la PARTIE 7, paragraphe 7.9.3, en taux horaires tout compris en dollars canadiens, pour les travaux exécutés conformément au présent contrat, comme suit : Les droits de douane sont inclus, et les taxes applicables sont en sus, s'il y a lieu.

Les répondants doivent remplir les tableaux ci-dessous pour refléter la composition de leurs équipes. Les répondants doivent indiquer les catégories de main-d'œuvre* auxquelles ils auront recours pour l'exécution du travail et les taux horaires de la main-d'œuvre en question. Les fournisseurs qualifiés qui se voient attribuer un contrat de coopération financée seront payés pour le travail indiqué dans les autorisations de tâches autorisées, conformément aux catégories de main-d'œuvre et aux taux horaires indiqués dans les tableaux ci-dessous.

*Les catégories de main-d'œuvre comprennent tous les postes de l'équipe nécessaires à l'exécution du travail. En voici quelques exemples : chargé de projet principal, analyste des systèmes informatiques, chef de projet subalterne, personnel de soutien administratif, etc.

L'entrepreneur sera payé un **taux horaire ferme** n'excédant pas les taux fixés conformément aux tableaux ci-dessous.

A. MAIN-D'ŒUVRE – Frais généraux et bénéfice compris

1. Période initiale du contrat – Services professionnels

Tableau 1 – Période initiale du contrat – De la date d'attribution du contrat jusqu'au _____
20XX

Catégorie de main-d'œuvre	Taux horaire ferme
	\$
	\$
	\$
	\$
	\$
	\$
	\$
	\$
	\$
	\$

N° de l'invitation – Sollicitation No.
W8474-18IT01/C
N° de réf. du client – Client ^{Ref.} No.
W8474-18IT01/C

N° de la modif. – Amd. No
N° du dossier – File No.
061qe.W8474-18IT01

Id de l'acheteur – Buyer ID
061qe
N° CCC/CCC No. – N° VME/FMS No.

2. Périodes d'option – Services professionnels

Tableau 2 – Année d'option 1 (période du contrat 2) _____ 20XX au _____ 20XX

Catégorie de main-d'œuvre	Taux horaire ferme
	\$
	\$
	\$
	\$
	\$
	\$
	\$
	\$
	\$
	\$

Tableau 3 – Année d'option 2 (période du contrat 3) _____ 20XX au _____ 20XX

Catégorie de main-d'œuvre	Taux horaire ferme
	\$
	\$
	\$
	\$
	\$
	\$
	\$
	\$
	\$
	\$

N° de l'invitation – Sollicitation No.
W8474-18IT01/C
N° de réf. du client – Client ^{Ref.} No.
W8474-18IT01/C

N° de la modif. – Amd. No
N° du dossier – File No.
061qe.W8474-18IT01

Id de l'acheteur – Buyer ID
061qe
N° CCC/CCC No. – N° VME/FMS No.

Tableau 4 – Année d'option 3 (période du contrat 4) _____ 20XX au _____ 20XX

Catégorie de main-d'œuvre	Taux horaire ferme
	\$
	\$
	\$
	\$
	\$
	\$
	\$
	\$
	\$
	\$

Tableau 5 – Année d'option 4 (période du contrat 5) _____ 20XX au _____ 20XX

Catégorie de main-d'œuvre	Taux horaire ferme
	\$
	\$
	\$
	\$
	\$
	\$
	\$
	\$
	\$
	\$

B. FRAIS DIRECTS – Frais généraux et bénéfice compris

1. Matériaux et fournitures

Matériaux et fournitures seront remboursés au coût réel, sans majoration, et seulement dans le cadre d'une autorisation de tâches approuvée.

2. Frais de déplacement et de subsistance

Le travail prévu dans le contrat de coopération financée ne nécessite aucun déplacement.

Aucun déplacement à l'intérieur et à l'extérieur de la région de la capitale nationale (RCN) pour ce besoin ne sera remboursé par le MDN.

N° de l'invitation – Solicitation No.
W8474-18IT01/C
N° de réf. du client – Client Ref. No.
W8474-18IT01/C

N° de la modif. – Amd. No
N° du dossier – File No.
061qe.W8474-18IT01

Id de l'acheteur – Buyer ID
061qe
N° CCC/CCC No. – N° VME/FMS No.

ANNEXE C

LISTE DE VÉRIFICATION DES EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ



Government of Canada
Gouvernement du Canada

Contract Number / Numéro du contrat
W8474-18IT01 -- post ITQ engagement

Security Classification / Classification de sécurité
Unclassified

SECURITY REQUIREMENTS CHECK LIST (SRCL)

LISTE DE VÉRIFICATION DES EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ (LVERS)

PART A - CONTRACT INFORMATION / PARTIE A - INFORMATION CONTRACTUELLE		
1. Originating Government Department or Organization / Ministère ou organisme gouvernemental d'origine	DND	
2. Branch or Directorate / Direction générale ou Direction	ADM (IM) / DGIMPD / DPDCC	
3. a) Subcontract Number / Numéro du contrat de sous-traitance	3. b) Name and Address of Subcontractor / Nom et adresse du sous-traitant	
4. Brief Description of Work / Brève description du travail Modernization and consolidation of DND's CSNI and classified networks to cloud services.		
5. a) Will the supplier require access to Controlled Goods? / Le fournisseur aura-t-il accès à des marchandises contrôlées?	No <input type="checkbox"/> Yes <input checked="" type="checkbox"/> Non Oui	
5. b) Will the supplier require access to unclassified military technical data subject to the provisions of the Technical Data Control Regulations? / Le fournisseur aura-t-il accès à des données techniques militaires non classifiées qui sont assujetties aux dispositions du Règlement sur le contrôle des données techniques?	Yes <input checked="" type="checkbox"/> No <input type="checkbox"/> Oui Non	
6. Indicate the type of access required / Indiquer le type d'accès requis		
6. a) Will the supplier and its employees require access to PROTECTED and/or CLASSIFIED information or assets? / Le fournisseur ainsi que les employés auront-ils accès à des renseignements ou à des biens PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS? (Specify the level of access using the chart in Question 7. c.) / (Préciser le niveau d'accès en utilisant le tableau qui se trouve à la question 7. c.)	No <input type="checkbox"/> Yes <input checked="" type="checkbox"/> Non Oui	
6. b) Will the supplier and its employees (e.g. cleaners, maintenance personnel) require access to restricted access areas? No access to PROTECTED and/or CLASSIFIED information or assets is permitted. / Le fournisseur et ses employés (p. ex. nettoyeurs, personnel d'entretien) auront-ils accès à des zones d'accès restreintes? L'accès à des renseignements ou à des biens PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS n'est pas autorisé.	Yes <input checked="" type="checkbox"/> No <input type="checkbox"/> Oui Non	
6. c) Is this a commercial courier or delivery requirement with no overnight storage? / S'agit-il d'un contrat de messagerie ou de livraison commerciale sans entreposage de nuit?	Yes <input checked="" type="checkbox"/> No <input type="checkbox"/> Oui Non	
7. a) Indicate the type of information that the supplier will be required to access / Indiquer le type d'information auquel le fournisseur devra avoir accès		
Canada <input checked="" type="checkbox"/>	NATO / OTAN <input checked="" type="checkbox"/>	Foreign / Étranger <input checked="" type="checkbox"/>
7. b) Release restrictions / Restrictions relatives à la diffusion		
No release restrictions / Aucune restriction relative à la diffusion <input checked="" type="checkbox"/>	All NATO countries / Tous les pays de l'OTAN <input checked="" type="checkbox"/>	No release restrictions / Aucune restriction relative à la diffusion <input type="checkbox"/>
Not releasable / À ne pas diffuser <input type="checkbox"/>		
Restricted to: / Limité à: <input checked="" type="checkbox"/>	Restricted to: / Limité à: <input type="checkbox"/>	Restricted to: / Limité à: <input checked="" type="checkbox"/>
Specify country(ies): / Préciser le(s) pays: Canada, United States, United Kingdom, Australia, New Zealand (FVEY)	Specify country(ies): / Préciser le(s) pays:	Specify country(ies): / Préciser le(s) pays: Canada, United States, United Kingdom, Australia, New Zealand (FVEY)
7. c) Level of information / Niveau d'information		
PROTECTED A / PROTÉGÉ A <input checked="" type="checkbox"/>	NATO UNCLASSIFIED / NATO NON CLASSIFIÉ <input checked="" type="checkbox"/>	PROTECTED A / PROTÉGÉ A <input checked="" type="checkbox"/>
PROTECTED B / PROTÉGÉ B <input checked="" type="checkbox"/>	NATO RESTRICTED / NATO DIFFUSION RESTREINTE <input checked="" type="checkbox"/>	PROTECTED B / PROTÉGÉ B <input checked="" type="checkbox"/>
PROTECTED C / PROTÉGÉ C <input type="checkbox"/>	NATO CONFIDENTIAL <input type="checkbox"/>	PROTECTED C / PROTÉGÉ C <input type="checkbox"/>
CONFIDENTIAL / CONFIDENTIEL <input type="checkbox"/>	NATO SECRET <input type="checkbox"/>	CONFIDENTIAL / CONFIDENTIEL <input type="checkbox"/>
SECRET <input checked="" type="checkbox"/>	SECRET <input type="checkbox"/>	SECRET <input checked="" type="checkbox"/>
TOP SECRET <input type="checkbox"/>	COSMIC TOP SECRET / COSMIC TRÈS SECRET <input type="checkbox"/>	TOP SECRET <input type="checkbox"/>
TRÈS SECRET <input type="checkbox"/>		TRÈS SECRET <input type="checkbox"/>
TOP SECRET (SIGINT) <input type="checkbox"/>		TOP SECRET (SIGINT) <input type="checkbox"/>
TRÈS SECRET (SIGINT) <input type="checkbox"/>		TRÈS SECRET (SIGINT) <input type="checkbox"/>

TBS/SCT 350-103(2004/12)

Security Classification / Classification de sécurité
UNCLASSIFIED

Canada

N° de l'invitation – Solicitation No.
W8474-18IT01/C
N° de réf. du client – Client Ref. No.
W8474-18IT01/C

N° de la modif. – Amd. No
N° du dossier – File No.
061qe.W8474-18IT01

Id de l'acheteur – Buyer ID
061qe
N° CCC/CCC No. – N° VME/FMS No.



Contract Number / Numéro du contrat W8474-18IT01 -- post ITQ engagement
Security Classification / Classification de sécurité UNCLASSIFIED

PART A (continued) / PARTIE A (suite)			
8. Will the supplier require access to PROTECTED and/or CLASSIFIED COMSEC information or assets? Le fournisseur aura-t-il accès à des renseignements ou à des biens COMSEC désignés PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS? If Yes, indicate the level of sensitivity: Dans l'affirmative, indiquer le niveau de sensibilité :	<input checked="" type="checkbox"/> No Non	<input type="checkbox"/> Yes Oui	
9. Will the supplier require access to extremely sensitive INFOSEC information or assets? Le fournisseur aura-t-il accès à des renseignements ou à des biens INFOSEC de nature extrêmement délicate? Short Title(s) of material / Titre(s) abrégé(s) du matériel : Document Number / Numéro du document :	<input checked="" type="checkbox"/> No Non	<input type="checkbox"/> Yes Oui	
PART B - PERSONNEL (SUPPLIER) / PARTIE B - PERSONNEL (FOURNISSEUR)			
10. a) Personnel security screening level required / Niveau de contrôle de la sécurité du personnel requis			
<input checked="" type="checkbox"/> RELIABILITY STATUS COTE DE FIABILITÉ	<input type="checkbox"/> CONFIDENTIAL CONFIDENTIEL	<input checked="" type="checkbox"/> SECRET SECRET	
<input type="checkbox"/> TOP SECRET- SIGINT TRÈS SECRET – SIGINT	<input type="checkbox"/> NATO CONFIDENTIAL NATO CONFIDENTIEL	<input type="checkbox"/> NATO SECRET NATO SECRET	
<input type="checkbox"/> SITE ACCESS ACCÈS AUX EMPLACEMENTS		<input type="checkbox"/> TOP SECRET TRÈS SECRET	
		<input type="checkbox"/> COSMIC TOP SECRET COSMIC TRÈS SECRET	
Special comments: Commentaires spéciaux : See supplemental guidance.			
NOTE: If multiple levels of screening are identified, a Security Classification Guide must be provided. REMARQUE : Si plusieurs niveaux de contrôle de sécurité sont requis, un guide de classification de la sécurité doit être fourni.			
10. b) May unscreened personnel be used for portions of the work? Du personnel sans autorisation sécuritaire peut-il se voir confier des parties du travail? If Yes, will unscreened personnel be escorted? Dans l'affirmative, le personnel en question sera-t-il escorté?		<input type="checkbox"/> No Non	<input checked="" type="checkbox"/> Yes Oui
		<input checked="" type="checkbox"/> No Non	<input type="checkbox"/> Yes Oui
PART C - SAFEGUARDS (SUPPLIER) / PARTIE C - MESURES DE PROTECTION (FOURNISSEUR)			
INFORMATION / ASSETS / RENSEIGNEMENTS / BIENS			
11. a) Will the supplier be required to receive and store PROTECTED and/or CLASSIFIED information or assets on its site or premises? Le fournisseur sera-t-il tenu de recevoir et d'entreposer sur place des renseignements ou des biens PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS?		<input type="checkbox"/> No Non	<input checked="" type="checkbox"/> Yes Oui
11. b) Will the supplier be required to safeguard COMSEC information or assets? Le fournisseur sera-t-il tenu de protéger des renseignements ou des biens COMSEC?		<input checked="" type="checkbox"/> No Non	<input type="checkbox"/> Yes Oui
PRODUCTION			
11. c) Will the production (manufacture, and/or repair and/or modification) of PROTECTED and/or CLASSIFIED material or equipment occur at the supplier's site or premises? Les installations du fournisseur serviront-elles à la production (fabrication et/ou réparation et/ou modification) de matériel PROTÉGÉ et/ou CLASSIFIÉ?		<input checked="" type="checkbox"/> No Non	<input type="checkbox"/> Yes Oui
INFORMATION TECHNOLOGY (IT) MEDIA / SUPPORT RELATIF À LA TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION (TI)			
11. d) Will the supplier be required to use its IT systems to electronically process, produce or store PROTECTED and/or CLASSIFIED information or data? Le fournisseur sera-t-il tenu d'utiliser ses propres systèmes informatiques pour traiter, produire ou stocker électroniquement des renseignements ou des données PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS?		<input checked="" type="checkbox"/> No Non	<input type="checkbox"/> Yes Oui
11. e) Will there be an electronic link between the supplier's IT systems and the government department or agency? Disposera-t-on d'un lien électronique entre le système informatique du fournisseur et celui du ministère ou de l'agence gouvernementale?		<input checked="" type="checkbox"/> No Non	<input type="checkbox"/> Yes Oui

TBS/SCT 350-103(2004/12)

Security Classification / Classification de sécurité
UNCLASSIFIED

Canada



Contract Number / Numéro du contrat W8474-18IT01 -- post ITQ engagement Security Classification / Classification de sécurité UNCLASSIFIED
--

PART C – (continued) / PARTIE C – (suite)

For users completing the form **manually** use the summary chart below to indicate the category(ies) and level(s) of safeguarding required at the supplier's site(s) or premises.

Les utilisateurs qui remplissent le formulaire **manuellement** doivent utiliser le tableau récapitulatif ci-dessous pour indiquer, pour chaque catégorie, les niveaux de sauvegarde requis aux installations du fournisseur.

For users completing the form **online** (via the Internet), the summary chart is automatically populated by your responses to previous questions.

Dans le cas des utilisateurs qui remplissent le formulaire **en ligne** (par Internet), les réponses aux questions précédentes sont automatiquement saisies dans le tableau récapitulatif.

SUMMARY CHART / TABLEAU RÉCAPITULATIF

Category Catégorie	PROTECTED PROTÉGÉ			CLASSIFIED CLASSIFIÉ			NATO				COMSEC					
	A	B	C	CONFIDENTIAL CONFIDENTIEL	SECRET	TOP SECRET TRÈS SECRET	NATO RESTRICTED	NATO CONFIDENTIAL	NATO SECRET	COSMIC TOP SECRET COSMIC TRÈS SECRET	PROTECTED PROTÉGÉ			CONFIDENTIAL	SECRET	TOP SECRET
							NATO DIFFUSION RESTREINTE	NATO CONFIDENTIEL				A	B				C	CONFIDENTIEL		TRÈS SECRET
Information / Assets Renseignements / Biens Production	✓	✓			✓		✓									
IT Media / Support TI																
IT Link / Lien électronique																

12. a) Is the description of the work contained within this SRCL PROTECTED and/or CLASSIFIED?
La description du travail visé par la présente LVERS est-elle de nature PROTÉGÉE et/ou CLASSIFIÉE?

☒ No
Non

☐ Yes
Oui

If Yes, classify this form by annotating the top and bottom in the area entitled "Security Classification".
Dans l'affirmative, classifiez le présent formulaire en indiquant le niveau de sécurité dans la case intitulée « Classification de sécurité » au haut et au bas du formulaire.

12. b) Will the documentation attached to this SRCL be PROTECTED and/or CLASSIFIED?
La documentation associée à la présente LVERS sera-t-elle PROTÉGÉE et/ou CLASSIFIÉE?

☒ No
Non

☐ Yes
Oui

If Yes, classify this form by annotating the top and bottom in the area entitled "Security Classification" and indicate with attachments (e.g. SECRET with Attachments).
Dans l'affirmative, classifiez le présent formulaire en indiquant le niveau de sécurité dans la case intitulée « Classification de sécurité » au haut et au bas du formulaire et indiquer qu'il y a des pièces jointes (p. ex. SECRET avec des pièces jointes).

Guide de sécurité complémentaire de la liste de vérification des exigences relatives à la sécurité (LVERS)

Partie A – Restrictions de diffusion multiples : guide de sécurité							
À remplir en plus de la question 7. b) de la LVERS lorsque des restrictions de diffusion sont identifiées dans le présent document. Indiquer à quels niveaux de renseignements les restrictions relatives à la diffusion s'appliquent. Indiquer dans le tableau si un niveau de renseignement comporte plusieurs restrictions (par exemple, une partie des renseignements cotés Secret est réservée aux Canadiens alors que le reste des renseignements n'est visé par aucune restriction de diffusion).							
Renseignements canadiens							
Restriction relative à la citoyenneté	PROTÉGÉ			CLASSIFIÉ			
	A	B	C	CONFIDENTIEL	SECRET	TRÈS SECRET	TRÈS SECRET (ROEM)
Aucune restriction de diffusion	X	X					
À ne pas diffuser							
Limité à : Gp5					X (renseignements limités au Gp5)		
Résidents permanents compris*							
Renseignements de l'OTAN							
Restriction relative à la citoyenneté	OTAN NON CLASSIFIÉ		OTAN DIFFUSION RESTREINTE	OTAN CONFIDENTIEL	OTAN SECRET	COSMIC TRÈS SECRET	
Tous les pays de l'OTAN	X		X				
Limité à :							
Résidents permanents compris*							
Renseignements étrangers							
Restriction relative à la citoyenneté	PROTÉGÉ			CLASSIFIÉ			
	A	B	C	CONFIDENTIEL	SECRET	TRÈS SECRET	TRÈS SECRET (ROEM)
Aucune restriction de diffusion							
Limité à : Gp5	X	X			X (renseignements limités au Gp5)		
Résidents permanents compris*							
Renseignements COMSEC							
Restriction relative à la citoyenneté	PROTÉGÉ			CLASSIFIÉ			
	A	B	C	CONFIDENTIEL	SECRET	TRÈS SECRET	TRÈS SECRET (ROEM)
À ne pas diffuser							
Limité à :							

* Lorsque des restrictions de diffusion sont indiquées, préciser si les résidents permanents peuvent être compris.

Partie B – Niveaux d'enquête de sécurité multiples sur le personnel : guide de classification de la sécurité

À remplir en plus de la question 10. a) de la LVERS lorsque plusieurs niveaux d'enquête de sécurité sur le personnel sont indiqués dans le présent document. Indiquer les niveaux d'enquête de sécurité sur le personnel requis pour des portions données du travail ou de l'accès visé par le contrat.

Niveau d'autorisation de sécurité du personnel (p. ex. fiabilité, Secret)	Poste, description, tâche	Accès à des emplacements ou à des renseignements. Niveau de renseignements auxquels l'employé aura accès.	Restriction relative Restriction (le cas échéant)
Fiabilité		Accès à des renseignements Protégé ou à des zones opérationnelles	
Secret		Accès à des renseignements ou à des actifs Protégé et Secret ou à des zones sécurisées	Gp5

Partie C – Sauvegardes et supports informatiques (question 11. d) = oui)

S.O.

AUTRES CONSIGNES SUR LA SÉCURITÉ

ANNEXE D

ENTREPRISE

ENTENTE DE CONFIDENTIALITÉ EN VUE DE LA PARTICIPATION AU PROCESSUS DE DEMANDE DE SOUMISSIONS

DOSSIER DE TPSGC n° W8474-18IT01/C – Projet de l'ITI C2 – Étape de l'ISQ

Dans le cadre du processus de demande de soumissions susmentionné (le « **processus de demande de soumissions** »), y compris le volet « invitation à se qualifier » (« ISQ ») et tout contrat qui peut en résulter (« contrat subséquent »), des renseignements et des renseignements contrôlés doivent être divulgués (comme définis ci-dessous) au destinataire par le Canada ou au nom de celui-ci. Si le Canada doit fournir ces renseignements, le destinataire reconnaît et convient que :

1. Renseignements

A. Au cours du processus de demande de soumissions, le Canada pourrait divulguer des renseignements au destinataire : i) qui ne sont pas des renseignements contrôlés (comme il est défini ci-dessous); ou ii) qui sont des renseignements qui, autrement, ne sont pas rendus publics par le Canada sans obligation de confidentialité ou de non-divulgaration (collectivement, les « **renseignements** »).

B. Le Canada divulgue les renseignements au destinataire dans le seul et unique but de permettre au destinataire de participer au processus de demande de soumissions et, si le destinataire le souhaite, de préparer et de présenter une offre au Canada, si le Canada recherche de telles offres (le « **but** »).

C. Le destinataire est tenu de préserver la confidentialité des renseignements relatifs au processus de demande de soumissions qui lui sont divulgués par le Canada ou au nom de celui-ci.

D. Toute divulgation de renseignements doit être fondée sur le « besoin de connaître » des employés du destinataire ou de ses conseillers juridiques ou financiers, à condition qu'ils aient signé, au préalable, l'entente individuelle de confidentialité figurant dans la pièce jointe 1 du formulaire 3. Le destinataire ne divulguera aucun renseignement à qui que ce soit, y compris à ses entrepreneurs ou sous-traitants sans le consentement écrit préalable du Canada, il ne divulguera pas publiquement l'objectif en cause ni les renseignements, et il ne permettra pas la divulgation publique, en totalité ou en partie. Le destinataire ne doit pas modifier, retirer ou entraver tout avis de confidentialité ou tout autre avis concernant les renseignements et doit reproduire en totalité tous ces avis et toutes ces remarques dans toute copie, tout extrait ou tout autre document où pourraient figurer ces renseignements.

E. Le destinataire peut divulguer des renseignements lorsque la loi ou une ordonnance d'un tribunal compétent l'exige, mais seulement dans la mesure nécessaire en vue de se conformer à la loi ou à l'ordonnance en question et sous condition que le destinataire ait préalablement fourni un avis écrit au Canada afin que celui-ci puisse, à sa seule discrétion, obtenir une ordonnance de confidentialité ou l'équivalent. Le destinataire est tenu d'aviser la personne ou l'entité pertinente à qui les renseignements seront divulgués de la nature confidentielle des renseignements en question et doit demander un traitement confidentiel. Sous réserve de ce qui précède, le destinataire doit se conformer à toute demande raisonnable du Canada relativement à ces divulgations.

F. À moins d'une permission contraire aux termes du paragraphe g), le destinataire est tenu, dès la réception d'une demande écrite du Canada ou dès l'achèvement du but ou de tout processus de demande de soumission à cet égard, de retourner ou de détruire (selon les consignes du Canada) tous les renseignements en sa possession ou sous sa responsabilité qui ont été divulgués par le Canada ou au nom de celui-ci. Le destinataire est aussi tenu de s'assurer du retour ou de la destruction (selon les consignes du Canada) de tous les renseignements en la possession ou sous la responsabilité de toute personne à qui de tels renseignements ont été divulgués, à l'exception du conseiller juridique du destinataire qui est autorisé à conserver une copie des renseignements, dans la mesure nécessaire, afin de remplir ses fonctions et de répondre aux exigences professionnelles qui lui incombent. Pour l'application du présent paragraphe, la « destruction » englobe la suppression de tout renseignement sauvegardé dans un ordinateur ou dans tout autre système électronique.

G. Si un contrat est attribué au destinataire après sa participation au processus de demande de soumissions, le destinataire est autorisé à conserver les renseignements, à condition de continuer à respecter la présente entente et les dispositions applicables du contrat subséquent.

2. Renseignements contrôlés

- (a) On entend par « renseignements contrôlés » : i) tout renseignement ou tout matériel considéré comme un bien contrôlé selon la section « Liste des marchandises contrôlées » de la *Loi sur la production de défense*; ii) tout renseignement assujéti au PSI du Canada ou au PSC, y compris les renseignements ou le matériel PROTÉGÉ/CLASSIFIÉ; ou iii) tout renseignement ou tout matériel considéré comme un bien contrôlé selon la *Loi sur la production de défense* et assujéti au PSI du Canada ou au PSC.
- (b) Le destinataire reconnaît et convient que tout usage de renseignements contrôlés, notamment l'accès libre, la reproduction, la distribution, la divulgation, la transmission, la retransmission, l'exportation, la réexportation, l'acheminement, le réacheminement, la conservation et la destruction (ou l'interdiction de destruction) de renseignements contrôlés, doit être fondé sur le « besoin de connaître » pour le seul et unique but recherché, sous réserve de ce qui suit, s'il y a lieu :
- (i) le *Règlement sur les marchandises contrôlées* et les exigences de la Direction des marchandises contrôlées (y compris l'inscription, la conformité et l'exemption);
 - (ii) le PSI du Canada ou le PSC, y compris toute entente relative à la sécurité ou toute autre exigence prévue par ces programmes, notamment les exigences relatives à la sécurité établies dans l'annexe D (le cas échéant) de la présente entente. Aucune disposition prévue par la présente entente ne limite les obligations du destinataire prévues dans le cadre des programmes susmentionnés ni ne lui permet d'y déroger.
- (c) Le destinataire convient que i) le Canada peut divulguer des renseignements contrôlés au destinataire dans le cadre du processus de demande de soumissions, dans la mesure où le destinataire est autorisé à recevoir de tels renseignements contrôlés; et ii) le destinataire peut ne pas être autorisé à recevoir tous les renseignements contrôlés qui devraient être divulgués par le Canada dans le cadre du processus de demande de soumissions. Il incombe au destinataire de s'assurer d'avoir l'ensemble des autorisations et des permissions requises en tout temps.
- (d) Sans limiter la portée de ce qui précède, le destinataire devra retourner ou détruire (à la seule et unique discrétion du Canada) tout renseignement contrôlé. Le destinataire convient que de telles directives peuvent être données par le Canada à sa seule et unique discrétion, peu importe si le processus de demande de soumissions est terminé ou annulé, ou si le but est achevé.

3. Généralités

- a) Le destinataire est responsable de l'ensemble des dommages, des coûts, des pertes et des dépenses qui découlent du non-respect de la présente entente de la part du destinataire, de ses employés, de ses représentants ou de toute autre partie à qui le destinataire divulgue des renseignements ou des renseignements contrôlés. Les dispositions prévues par la présente entente continuent de s'appliquer après la résiliation de l'entente, le retour ou la destruction des renseignements ou des renseignements contrôlés, l'achèvement du but et l'annulation ou l'achèvement du processus de demande de soumissions. La présente entente ainsi que tout conflit ou toute plainte découlant de celle-ci ou s'y rapportant doivent être appliqués et interprétés conformément aux lois de la province de l'Ontario.

Nom du destinataire : _____
[Insérer la raison sociale (nom légal)]

Je suis autorisé(e) à représenter le destinataire

Par : _____
Nom (en lettres moulées) : _____
Date : _____

Agent(e) de sécurité du destinataire

Par : _____
Nom (en lettres moulées) : _____
Date : _____

Appendice 1 de l'ANNEXE D

PARTICULIER

ENTENTE DE CONFIDENTIALITÉ EN VUE DE LA PARTICIPATION AU PROCESSUS DE DEMANDE DE SOUMISSIONS

DOSSIER DE TPSGC n° W8474-18IT01/C – Projet de l'ITI C2 – Étape de l'ISQ

Dans le cadre du processus de demande de soumissions susmentionné (le « **processus de demande de soumissions** »), y compris le volet « invitation à se qualifier » (« ISQ ») et tout contrat qui peut en résulter (« contrat subséquent »), des renseignements et des renseignements contrôlés doivent être divulgués (comme définis ci-dessous) au destinataire par le Canada ou au nom de celui-ci. Si le Canada doit fournir ces renseignements, le destinataire reconnaît et convient que :

1. Renseignements

- a. Au cours du processus de demande de soumissions, certains renseignements pourraient être divulgués au destinataire par l'entreprise, par le Canada ou au nom du Canada, soit des renseignements : i) qui ne sont pas des renseignements contrôlés (comme il est défini ci-dessous); ou ii) qui, autrement, ne sont pas rendus public par le Canada sans obligation de confidentialité ou de non-divulgaration (collectivement, les « **renseignements** »).
- b. Les renseignements sont divulgués au destinataire dans le seul et unique but de permettre au destinataire de participer au processus de demande de soumissions sous la direction et au nom de l'entreprise (le « **but** »).
- c. Le destinataire est tenu de préserver la confidentialité de l'ensemble des renseignements qui lui sont divulgués. Toute divulgation de renseignements doit être fondée sur le « besoin de connaître » des employés de l'entreprise qui sont autorisés par l'entreprise à recevoir ces renseignements. Le destinataire ne divulguera aucun renseignement à qui que ce soit, y compris aux entrepreneurs ou aux sous-traitants de l'entreprise sans directive écrite préalable du Canada, il ne divulguera pas publiquement l'objectif en cause ni les renseignements, et il ne permettra pas la divulgation publique, en totalité ou en partie. Le destinataire ne doit pas modifier, retirer ou entraver tout avis de confidentialité ou tout autre avis concernant les renseignements et doit reproduire en totalité tous ces avis et toutes ces remarques dans toute copie, tout extrait ou tout autre document où pourraient figurer ces renseignements.
- d. Le destinataire peut divulguer des renseignements si l'entreprise lui confirme que la loi ou une ordonnance d'un tribunal compétent l'exige, mais seulement dans la mesure nécessaire en vue de se conformer à la loi ou à l'ordonnance en question et à condition que le destinataire, sous toutes réserves, respecte l'ensemble des directives de l'entreprise relativement à la présente disposition.
- e. Le destinataire est tenu, à la demande de l'entreprise, de retourner ou de détruire tous les renseignements en sa possession ou sous sa responsabilité. Pour l'application du présent paragraphe, la « destruction » englobe la suppression de tout renseignement sauvegardé dans un ordinateur ou dans tout autre système électronique.

2. Renseignements contrôlés

N° de l'invitation – Solicitation No.
W8474-18IT01/C
N° de réf. du client – Client Ref. No.
W8474-18IT01/C

N° de la modif. – Amd. No.
N° du dossier – File No.
061qe.W8474-18IT01

Id de l'acheteur – Buyer ID
061qe
N° CCC/ CCC No.– N° VME/FMS No.

- a. On entend par « renseignements contrôlés » : i) tout renseignement ou tout matériel considéré comme un bien contrôlé selon la section « Liste des marchandises contrôlées » de la *Loi sur la production de défense*; ii) tout renseignement assujéti au PSI du Canada ou au PSC, y compris les renseignements ou le matériel PROTÉGÉ/CLASSIFIÉ; ou iii) tout renseignement ou tout matériel considéré comme un bien contrôlé selon la *Loi sur la production de défense* et assujéti au PSI du Canada ou au PSC.
- b. Tout usage de renseignements contrôlés, notamment l'accès libre, la reproduction, la distribution, la divulgation, la transmission, la retransmission, l'exportation, la réexportation, l'acheminement, le réacheminement, la conservation et la destruction (ou l'interdiction de destruction) de renseignements contrôlés, doit être fondé sur le « besoin de connaître » pour le seul et unique but recherché, sous réserve de ce qui suit, s'il y a lieu : i) le *Règlement sur les marchandises contrôlées* et les exigences de la Direction des marchandises contrôlées (y compris l'inscription, la conformité et l'exemption); et ii) le PSI du Canada ou le PSC, ou toute autre exigence prévue par ces programmes, notamment les exigences relatives à la sécurité établies dans l'annexe D (le cas échéant) de la présente entente. Aucune disposition prévue par la présente entente ne limite les obligations du destinataire prévues dans le cadre des programmes susmentionnés ni ne lui permet d'y déroger.
- c. Sans limiter la portée de ce qui précède, le destinataire doit retourner ou détruire, à la demande de l'entreprise, tout renseignement contrôlé.

3. Généralités

- a) Le destinataire est tenu d'aviser l'entreprise de toute violation de la présente entente. Les dispositions prévues par la présente entente continuent de s'appliquer après la résiliation de l'entente, le retour ou la destruction des renseignements ou des renseignements contrôlés, l'achèvement du but et l'annulation ou l'achèvement du processus de demande de soumissions. La présente entente ainsi que tout conflit ou toute plainte découlant de celle-ci ou s'y rapportant doivent être appliqués et interprétés conformément aux lois de la province de l'Ontario.

Société (nom en caractères d'imprimerie) : _____	
Bénéficiaire (nom en caractères d'imprimerie) : _____	Agent de sécurité de l'entreprise (nom en caractères d'imprimerie) : _____
Signature : _____	Signature : _____
Date : _____	Date : _____

N° de l'invitation – Sollicitation No.
W8474-18IT01/C
N° de réf. du client – Client Ref. No.
W8474-18IT01/C

N° de la modif. – Amd. No.
N° du dossier – File No.
061qe.W8474-18IT01

Id de l'acheteur – Buyer ID
061qe
N° CCC/ CCC No.– N° VME/FMS No.

ANNEXE E

FORMULAIRE D'AUTORISATION DE TÂCHES

Voir la pièce jointe.

DRAFT

ANNEXE F

DEMANDE DE PARRAINAGE DE SÉCURITÉ

Dans le cadre de la présente ISQ, la DDR no W8474-18IT01/B, publiée sur le site achatsetventes.gc.ca, demeure valide. Les répondants peuvent se référer à l'annexe J de la DDR, Demande de parrainage de sécurité, qui est reproduite ci-dessous pour faciliter la consultation.

1. PRÉSENTATION

Comme la demande de renseignements classifiés contient des annexes et que l'invitation à se qualifier, ébauche de la demande de propositions, la demande de propositions et le contrat subséquent peut contenir des renseignements classifiés, l'un des principaux objectifs de cette information est de fournir une orientation et de l'aide aux fournisseurs intéressés qui ne satisfont pas aux exigences en matière de sécurité associés à toute étape du processus d'approvisionnement dans l'obtention des autorisations de sécurité exigées.

2. DEMANDE DE PARRAINAGE POUR UNE ATTESTATION DE SÉCURITÉ

Les fournisseurs dont l'organisation ne détient pas actuellement une attestation de sécurité d'installation ou une autorisation de détenir des renseignements valide au niveau SECRET émise par la DSIC de TPSGC sont encouragés à entamer immédiatement le processus d'obtention d'attestation de sécurité. Les demandes de parrainage peuvent être envoyées par courriel à l'autorité contractante de TPSGC indiquée ci-dessous.

Autorité contractante principale pour le parrainage de sécurité :

Aaron Abela or Byron Kendell

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
Place du Portage, Phase III, bureau 8C2
11, rue Laurier, Gatineau (Québec) K1A 0S5

TPSGC.PADivisionQE-APQEDivision.PWGSC@tpsgc-pwgsc.gc.ca

Il est préférable de communiquer par courriel.

Il incombe au fournisseur de veiller à ce que l'information requise concernant l'attestation de sécurité soit communiquée à temps à l'autorité requérante ou à la DSIC. La demande doit comprendre les renseignements suivants :

- a. la dénomination sociale de l'entreprise;
- b. la dénomination commerciale, si elle est différente de la dénomination sociale;
- c. l'adresse postale;
- d. l'adresse municipale, si elle est différente de l'adresse postale;
- e. le numéro de téléphone de l'entreprise;
- f. le numéro de télécopieur de l'entreprise;
- g. le prénom et le nom de famille de la personne-ressource (représentant au Canada);
- h. le titre de la personne-ressource;
- i. le numéro de téléphone de la personne-ressource;
- j. l'adresse courriel de la personne-ressource;
- k. la langue de préférence (anglais ou français).

À la réception de la demande de parrainage, la DSIC communiquera avec le fournisseur pour achever la collecte des renseignements requis.

Pour toute demande de renseignements sur les exigences en matière de sécurité, le fournisseur doit communiquer avec la DSIC au 866-368-4646, ou au 613-948-4176 dans la région de la capitale nationale. Site Web de la Direction de la sécurité industrielle canadienne : <http://ssi-iss.tpsgc-pwgsc.gc.ca/index-fra.html>

Aucun coût direct n'est exigé aux fournisseurs qui souhaitent obtenir une attestation de sécurité d'installation. Il est toutefois possible qu'ils aient à assumer des coûts indirects découlant de l'obligation qui leur est faite de respecter les normes minimales, comme les frais liés à l'installation de mécanismes pour la protection des documents, s'il y a lieu.

Pièce jointe 1 de la partie 4 de l'ISQ (Procédures d'évaluation et méthodes de sélection)

4.1 CRITÈRES D'ÉVALUATION TECHNIQUE

Le PCSP s'appliquera à tous les critères d'évaluation technique obligatoires des tableaux 1 et 2.

1.0 EXIGENCES TECHNIQUES OBLIGATOIRES

1.1 Avant-propos

Les critères qui suivent servent à évaluer la capacité potentielle des répondants à offrir des services infonuagiques et du soutien, principalement pour déterminer comment leur capacité pourrait être mise à profit ou reproduite, le cas échéant, pour mettre en œuvre l'infrastructure infonuagique au cœur de l'ITI C2 de niveau Secret modernisée du MDN et des FAC. Par conséquent, même si les critères ci-dessous concordent avec les éventuels besoins en services infonuagiques du MDN et des FAC et les solutions possibles, les réponses doivent porter uniquement sur la capacité actuelle des répondants en date de la clôture de l'ISQ.

1.2 Définitions

- **Autorisation d'exploiter** : Processus continu consistant à obtenir d'un cadre supérieur de l'organisation et à maintenir l'autorisation d'exploiter un système d'information ainsi que l'approbation expresse du risque de dépendre dudit système pour appuyer un groupe d'activités opérationnelles. Cette autorisation se fonde sur la mise en œuvre d'un ensemble convenu de contrôles de sécurité et sur les résultats d'évaluations régulières de la sécurité [ITSG 33, adaptation de la publication spéciale 800-39 du National Institute of Standards and Technology (NIST)].
- **Services infonuagiques** : L'infrastructure-service (IaaS), la plateforme-service (PaaS), le logiciel-service (SaaS) et les modèles de déploiement (privé, communautaire, public, hybride) sont définis dans la publication spéciale 800-145 du NIST [<https://csrc.nist.gov/publications/detail/sp/800-145/final>, en anglais seulement].
- **Centre de données** : Bâtiment, espace réservé à l'intérieur d'un bâtiment ou groupe de bâtiments dans lesquels se trouvent des systèmes informatiques et des composants connexes, comme des systèmes de télécommunications et de stockage. On y trouve généralement des composants redondants ou des composants de secours, toute l'infrastructure nécessaire à l'alimentation, des connexions de communication de données redondantes, un système de régulation des conditions ambiantes (climatisation, système de protection contre les incendies, etc.) et divers dispositifs de sécurité
[traduction libre de la définition tirée de la page Wikipédia sur le sujet
[https://en.wikipedia.org/wiki/Data_center#:~:text=A%20data%20center%20\(American%20English,as%20telecommunications%20and%20storage%20systems](https://en.wikipedia.org/wiki/Data_center#:~:text=A%20data%20center%20(American%20English,as%20telecommunications%20and%20storage%20systems), en anglais seulement].
- **Gp5** : Groupe de cinq pays, soit l'Australie, le Canada, le Royaume-Uni, la Nouvelle-Zélande et les États-Unis.
- **Périphérie tactique** : Contexte dans lequel des membres du personnel risquent leur vie et exploitent des plateformes et des sites dans un lieu de combat ou une situation de crise caractérisé par 1) une dépendance vis-à-vis les systèmes d'information et la connectivité pour la survie et la réussite de la mission; 2) des menaces élevées pour la disponibilité opérationnelle des systèmes d'information et de la connectivité; 3) des utilisateurs pleinement engagés, qui sont

soumis à de fortes contraintes et sont dépendants de la disponibilité, de l'intégrité et de la transparence de leurs systèmes d'information.

- **Fédération** : Technologie, politiques, normes et processus qui permettent à une organisation de prendre en charge les identités numériques, les attributs et les justificatifs d'identité gérés par d'autres organisations [source : définition dérivée de la Federal Identity, Credential, and Access Management (FICAM), <https://playbooks.idmanagement.gov/arch/> (en anglais seulement)].
- **Mise en œuvre** : Étape du cycle de vie du développement de systèmes à la suite de laquelle le matériel, les logiciels et les procédures d'un système entrent en service.
- **Cycle de vie du développement de systèmes** : Le cycle de vie du développement de systèmes (CVDS), aussi appelé « cycle de vie du développement des applications », est l'expression utilisée en ingénierie des systèmes et en ingénierie des systèmes d'information et des logiciels pour décrire la planification, la création, la mise à l'essai et le développement d'un système d'information. Le concept de CVDS s'applique à un grand nombre de configurations matérielles et logicielles, puisqu'un système peut être composé de matériel informatique seulement, de logiciels seulement ou d'une combinaison de matériel informatique et de logiciels. Ce cycle comporte généralement six étapes : l'analyse des besoins, la conception, le développement et la mise à l'essai, la mise en œuvre, la documentation et l'évaluation [traduction libre de la définition tirée de la page Wikipédia sur le sujet (en anglais seulement)].
- **XACML** : Langage de balisage de contrôle d'accès extensible.
- **ABAC** : Contrôle de l'accès en fonction des attributs, de l'anglais « Attribute Based Access Control ».

1.3 Travail sur des exemples classifiés

Si un exemple pertinent pour les critères obligatoires a été réalisé dans un contexte classifié et est visé par une entente de confidentialité ou une entente en vertu de la *Loi sur la protection de l'information* signée, il pourrait être impossible de divulguer certains détails pertinents nécessaires pour justifier l'expérience demandée dans les critères. Voici la marche à suivre si le répondant décide d'inclure des exemples réalisés dans un contexte classifié :

- a) Le répondant doit nommer l'exemple réalisé dans un contexte classifié (exemple A, B, C, etc., selon le cas), puis indiquer ses dates de début et de fin et sa durée. Le répondant doit également citer en référence un client, comme le responsable, et indiquer ses coordonnées. Ce client doit être en mesure de fournir les renseignements nécessaires pour vérifier le respect des critères d'évaluation.
- b) L'équipe d'évaluation, qui comprend une autorité contractante disposant d'une cote de sécurité de niveau suffisant, vérifiera auprès du client cité en référence si le travail a été accompli comme spécifié dans les critères.
- c) Les résultats de la vérification des références seront utilisés pour évaluer le respect des critères obligatoires. Si le client cité en référence du répondant **n'est pas en mesure de fournir les renseignements nécessaires pour vérifier le respect des critères d'évaluation**, la réponse sera considérée comme n'ayant pas satisfait aux critères.

1.4 Stipulations du répondant

Lorsque le répondant doit démontrer sa capacité en donnant un exemple de travail mis en œuvre qui prouve le respect d'un critère :

- i) le travail donné en exemple doit avoir été réalisé par le répondant lui-même et ne doit pas inclure l'expérience acquise par un sous-traitant proposé par le répondant;
- ii) si le travail donné en exemple a été réalisé par une coentreprise, le répondant doit indiquer les aspects desquels il était directement responsable et comment sa portion du travail satisfait au critère d'évaluation obligatoire (le répondant doit démontrer sa capacité à répondre pleinement au critère d'évaluation obligatoire par lui-même et non en tant que coentreprise);
- iii) un même exemple peut être utilisé pour plus d'un critère.

Les répondants doivent soumettre un formulaire d'information sur les services et capacités cités en référence pour chaque exemple prétendant démontrer le respect des critères d'évaluation obligatoires correspondantes.

Les répondants doivent fournir la référence demandée comme indiqué dans chaque critère d'évaluation obligatoire. Les répondants sont tenus de préciser quelle référence et quel exemple s'appliquent à quel critère d'évaluation obligatoire.

Un répondant est autorisé à démontrer sa capacité en tant qu'entité unique, en tant que coentreprise ou en combinaison avec une société affiliée (par exemple, la société ABC – États-Unis et la société ABC – Canada).

2.0 Critères techniques obligatoires

Les répondants doivent respecter chacun des critères d'évaluation technique obligatoires indiqués dans les tableaux 1 et 2 ci-dessous.

Il est de la responsabilité des répondants de veiller à ce que les documents techniques justificatifs fournissent une réponse concise et détaillée pour prouver que l'exemple proposé respecte les critères indiqués dans le présent document. Si aucun document technique justificatif n'est disponible, le répondant doit rédiger un document pour expliquer en détail comment sa réponse est conforme sur le plan technique.

Chaque critère technique obligatoire doit être traité séparément.

Tableau 1

N°	Critère obligatoire	Renseignements demandés dans la réponse	Réponse des répondants. Page à laquelle se trouvent les renseignements dans la réponse (indiquer le numéro de page).
O1	A) Le répondant doit s'être vu accorder un accord-cadre infonuagique du gouvernement du Canada (GC) [https://gc-cloud-services.canada.ca/s/gc-cloud-fa?language=fr]. OU	A) Le répondant doit fournir des documents prouvant qu'il est l'un des fournisseurs de services infonuagiques figurant sur la liste des accords-cadres infonuagiques du gouvernement du Canada [Remarque : Les répondants peuvent par exemple fournir une	

<p>B) Le répondant doit avoir conçu et mis en œuvre au moins une infrastructure-service ou une plateforme-service infonuagique, puis obtenu l'autorisation d'exploitation initiale ou complète pour son déploiement. Cette infrastructure-service ou plateforme-service infonuagique doit :</p> <ul style="list-style-type: none"> a. être exploitée aux niveaux AUS Protected, UK Official-Sensitive, NZL Restricted ou USA Level 4; b. être basée sur la technologie infonuagique commerciale du répondant; c. prendre en charge au moins 500 utilisateurs; d. être exploitée et tenue à jour par le répondant depuis au moins les 12 mois complets consécutifs précédant la date de clôture de l'ISQ. <p>OU</p> <p>C) Le répondant doit avoir conçu et mis en œuvre et réalisé au moins une infrastructure-service ou plateforme-service infonuagique, puis obtenu l'autorisation d'exploitation initiale ou complète pour son déploiement dans un pays du Gp5, dans un organisme de l'OTAN, en France ou en Allemagne, qui :</p> <ul style="list-style-type: none"> a. être exploitée au niveau Secret ou Très secret; b. être basée sur la technologie infonuagique commerciale du répondant; c. prendre en charge au moins 500 utilisateurs; d. être exploitée et tenue à jour par le répondant depuis au moins les 12 mois complets consécutifs précédant la date de clôture de l'ISQ. 	<p>copie de l'accord-cadre infonuagique conclu avec le gouvernement du Canada ou une capture d'écran de la liste montrant le nom de leur personne morale].</p> <p>OU</p> <p>B) Le répondant doit donner un minimum d'un (1) exemple de travail mis en œuvre qui respecte le critère B. L'exemple doit démontrer le respect du critère en entier (y compris les sous-critères a, b, c et d). La combinaison de plusieurs exemples pour respecter tous les sous-critères n'est pas acceptée. Le répondant doit décrire brièvement le type d'élément déployé conçu et mis en œuvre (y compris le pays de déploiement et le niveau de sécurité); le nombre d'utilisateurs; le type d'autorisation d'exploitation obtenue et la date d'obtention (mois et année); ainsi que les dates (mois et année) pendant lesquelles l'élément déployé a été exploité et maintenu.</p> <p>.</p> <p>OU</p> <p>C) Le répondant doit donner au moins un (1) exemple d'élément mis en œuvre qui respecte le critère C). L'exemple doit démontrer le respect du critère en entier (y compris les sous-critères a, b, c et d). La combinaison de plusieurs exemples pour respecter tous les sous-critères n'est pas acceptée. Le répondant doit décrire brièvement le type d'élément déployé conçu et mis en œuvre (y compris le pays de déploiement et le niveau de sécurité); le nombre d'utilisateurs; le type d'autorisation d'exploitation obtenue et la date d'obtention (mois et année); ainsi que les dates (mois et année) pendant lesquelles l'élément déployé a été exploité et maintenu.</p>	
---	---	--

		<p><i>ET</i></p> <p>Pour les critères B) et C), le répondant doit, fournir au moins le nom et l'adresse courriel d'un (1) client cité en référence qui peut confirmer les détails fournis. Le Canada peut communiquer avec tout client cité en référence et suivra le processus décrit dans la partie 3 de la présente ISQ.</p> <p>Le répondant doit utiliser le formulaire d'information sur les services et capacités cités en référence pour transmettre ces renseignements.</p>	
O2	<p>Le répondant doit avoir conçu, mis en œuvre et exploité une infrastructure-service ou une plateforme-service infonuagique commerciale multi-locataires qui prenait en charge au moins trois sociétés, ministères ou organismes gouvernementaux distincts utilisant chacun un service infonuagique privé et virtuel distinct et avoir offert au minimum ce qui suit à chaque client pendant au moins les 36 mois complets consécutifs précédant la date de clôture de l'ISQ :</p> <ul style="list-style-type: none">a. 25 000 utilisateurs;b. 1 000 serveurs virtuels;c. 1 pétaoctet de stockage en ligne;d. 1 pétaoctet de sauvegarde de mémoire en ligne;e. 5 pétaoctets de stockage quasi en ligne/hors ligne.	<p>Le répondant doit donner au moins trois (3) exemples de travail mis en œuvre qui répondent à ce critère. Les exemples doivent démontrer la conformité au critère en entier (y compris les sous-critères a, b, c, d et e). La combinaison de plusieurs exemples pour respecter tous les sous-critères n'est pas acceptée. Pour chaque exemple, le répondant doit décrire brièvement le type de système conçu, mis en œuvre et exploité en respectant le critère, indiquer la date de début (jour, mois, année), prouver qu'il est toujours en service à la date de clôture de l'ISQ, puis indiquer le nombre d'utilisateurs, de serveurs virtuels et la taille du stockage en ligne, de la sauvegarde de mémoire en ligne et du stockage quasi en ligne/hors-ligne.</p> <p><i>ET</i></p> <p>Le répondant doit donner le nom et l'adresse courriel d'un (1) client qui peut confirmer les détails fournis.</p> <p>Le Canada peut communiquer avec tout client cité en référence et suivra le processus décrit dans la partie 3 de la présente ISQ.</p>	

		Le répondant doit utiliser le formulaire d'information sur les services et capacités cités en référence pour transmettre ces renseignements.	
O3	L'infrastructure infonuagique commerciale existante du répondant doit permettre l'adaptation automatique des ressources de calcul, de mémoire et de stockage en temps réel en fonction des fluctuations de la demande.	Le répondant doit décrire les services et fournir des documents techniques justifiant comment il respecte ce critère. [Remarque : L'utilisation de documents commerciaux et marketing publiés est acceptée.]	
O4	<p>Les services infonuagiques commerciaux existants du répondant doivent offrir des niveaux de stockage distincts pour la sauvegarde en ligne et la sauvegarde et l'archivage quasi en ligne ou hors ligne, offrant des performances et des coûts adaptés à chaque utilité.</p> <p>Remarque : Dans ce contexte, le passage « des performances et des coûts adaptés à chaque objectif » renvoie à une pratique adoptée dans l'industrie consistant à utiliser des services de stockage moins performants lorsque possible (comme pour l'archivage) afin de réaliser des économies.</p>	<p>Le répondant doit décrire les services et fournir des documents techniques justifiant comment il respecte ce critère. [Remarque : L'utilisation de documents commerciaux et marketing publiés est acceptée.]</p> <p><i>ET</i></p> <p>Le répondant doit fournir une description générique et un schéma montrant comment ses services de stockage à paliers satisfont à ce critère. [Remarque : L'utilisation de documents commerciaux et marketing publiés est acceptée.]</p>	
O5	<p>Les services infonuagiques commerciaux existants du répondant doivent comprendre des services d'analyse avancée de données permettant l'analyse prédictive et l'apprentissage automatique. Ces services doivent :</p> <ul style="list-style-type: none"> a. être utilisés dans les multiples ensembles de données des comptes et des sous-comptes disparates de n'importe quelle organisation d'utilisateurs; b. être disponibles (utilisables) en ligne et hors ligne. <p>Remarque : Les services d'analyse avancée de données peuvent être offerts par des partenaires tiers.</p>	Le répondant doit décrire les services et fournir des documents techniques justifiant comment il respecte ce critère. [Remarque : L'utilisation de documents commerciaux et marketing publiés est acceptée.]	

O6	Les services infonuagiques commerciaux existants du répondant doivent comprendre un ensemble d'outils et de services qui permettent et automatisent le développement, les essais, l'intégration, le déploiement et la surveillance continus des applications logicielles.	Le répondant doit décrire les services et fournir des documents techniques justifiant comment il respecte ce critère. [Remarque : L'utilisation de documents commerciaux et marketing publiés est acceptée.]	
O7	Le répondant doit avoir conçu et mis en œuvre une infrastructure infonuagique composée d'au moins deux centres de données physiques qui : a. offrent une fonction de basculement automatique pour les services; b. sont séparés par une distance d'au moins 1 500 km; c. sont en service depuis au moins les 36 mois consécutifs précédant la date de clôture de l'ISQ.	Le répondant doit donner un (1) exemple de travail mis en œuvre qui répond à ce critère. L'exemple doit démontrer la conformité avec le critère en entier (y compris les sous-critères). La combinaison de plusieurs exemples pour respecter tous les sous-critères n'est pas acceptée. Si plus d'un (1) exemple est fourni, seul le premier cité sera pris en compte. Le répondant doit décrire brièvement l'infrastructure conçue, mise en œuvre qui respecte le critère, indiquer le nombre de centres de données physiques et leur emplacement, indiquer la date de début (jour, mois, année), prouver qu'il est toujours en service à la date de clôture de l'ISQ. <i>ET</i> Le répondant doit fournir au moins le nom et l'adresse courriel d'un (1) client cité en référence qui peut confirmer les détails fournis. Le Canada peut communiquer avec tout client cité en référence et suivre le processus décrit dans la partie 3 de la présente ISQ. Le répondant doit utiliser le formulaire d'information sur les services et capacités cités en référence pour transmettre ces renseignements.	
O8	L'infrastructure infonuagique commerciale existante du répondant doit pouvoir restreindre les services infonuagiques et le stockage de données à certaines limites géographiques et émettre des avertissements, des alertes et des renseignements de vérification	Le répondant doit décrire les services et fournir des documents techniques justifiant comment il respecte ce critère. [Remarque : L'utilisation de documents commerciaux et marketing publiés est acceptée.]	

	<p>pour toute transgression possible des restrictions établies.</p> <p>Remarque : Cette restriction ne s'applique pas aux transmissions de données.</p>		
O9	<p>Le répondant doit offrir et avoir conçu et mis en œuvre des services infonuagiques en périphérie (point d'extrémité) qui comprennent des services d'infrastructure-service et de plateforme-service, du soutien d'applications conteneurisées exécutées localement, des services d'analyse de données et des services de traitement de données.</p> <p>Plus précisément, le répondant doit démontrer que ces services en périphérie :</p> <ul style="list-style-type: none">a. sont portatifs (poids maximal de 100 kg par composant physique individuel);b. peuvent être utilisés hors ligne;c. peuvent être utilisés sur des réseaux en circuit fermé;d. peuvent reprendre automatiquement la synchronisation du stockage de données avec l'environnement infonuagique dès que la connexion perdue ou moins puissante est rétablie.	<p>Le répondant doit décrire les services et fournir des documents techniques justifiant comment il respecte ce critère. [Remarque : L'utilisation de documents commerciaux et marketing publiés est acceptée.]</p>	
O10	<p>Les services infonuagiques commerciaux existants du répondant doivent prendre en charge la fédération avec les services de gestion de l'accès aux identités des organisations clientes au moyen du langage SAML 2.0 et d'OAuth 2.0.</p>	<p>Le répondant doit décrire les services et fournir des documents techniques justifiant comment il respecte ce critère. [Remarque : L'utilisation de documents commerciaux et marketing publiés est acceptée.]</p>	
O11	<p>Les services infonuagiques commerciaux existants du répondant doivent offrir un portail libre-service qui permet aux utilisateurs de mettre à disposition leurs propres ressources infonuagiques à la demande et</p>	<p>Le répondant doit décrire les services et fournir des documents techniques justifiant comment il respecte ce critère. [Remarque : L'utilisation de documents commerciaux et marketing publiés est acceptée.]</p>	

	peut être configuré de sorte à restreindre l'accès des utilisateurs à des services approuvés au préalable dans certains emplacements géographiques.		
O12	<p>Le répondant doit donner accès à des logiciels-service offerts par des tiers et avoir élargi son catalogue de logiciels-service au cours des 12 mois précédant la date de clôture de l'ISQ.</p> <p>Remarque : Le catalogue de logiciels-service devrait comprendre ceux offerts par le PSC et les tiers.</p>	<p>Le répondant doit décrire les services et fournir des documents techniques justifiant comment il respecte ce critère. [Remarque : L'utilisation de documents commerciaux et marketing publiés est acceptée.]</p> <p><i>ET</i></p> <p>Le répondant doit donner un minimum de trois (3) exemples de nouveaux logiciels-service ajoutés au catalogue et indiquer la date (mois et année) de l'ajout.</p> <p><i>ET</i></p> <p>Le répondant doit fournir une liste des logiciels-service qui ont été retirés au cours des 12 mois précédant la date de clôture de l'ISQ et indiquer la date (mois et année) du retrait. [Remarque : Il n'est pas nécessaire de dresser une liste des logiciels-service offerts.]</p>	
O13	Les services infonuagiques commerciaux existants du répondant doivent être accessibles depuis une interface Web compatible avec les appareils mobiles.	Le répondant doit décrire les services et fournir des documents techniques justifiant comment il respecte ce critère. [Remarque : L'utilisation de documents commerciaux et marketing publiés est acceptée.]	
O14	Les services infonuagiques commerciaux existants du répondant doivent permettre de mesurer l'utilisation et les coûts des services et des applications infonuagiques à la minute près au minimum, de faire des rapports à ce sujet (y compris générer des avertissements) et d'assigner des mesures, puis permettre aux clients de créer des mesures personnalisées à ajouter aux mesures par défaut.	Le répondant doit décrire les services et fournir des documents techniques justifiant comment il respecte ce critère. [Remarque : L'utilisation de documents commerciaux et marketing publiés est acceptée.]	
O15	Le répondant doit offrir des services et des outils de gestion	Le répondant doit décrire les services et fournir des documents	

	<p>des services de technologie de l'information (GSTI) pour permettre la gestion de ses services infonuagiques, entre autres :</p> <ul style="list-style-type: none"> a. des services de gestion financière et d'optimisation des coûts (budgétisation, facturation, comptabilité); b. des services de gestion de la disponibilité qui permettent de garantir que les systèmes sont disponibles au besoin; c. des services de gestion de la capacité afin de s'assurer que la capacité est toujours rentable (remarque : comprend la gestion de la capacité des entreprises, des services et des composants); d. des services de gestion de la sécurité de l'information prenant en charge la gestion des pratiques de confidentialité, d'intégrité, d'authenticité, de disponibilité et de non-répudiation; e. des services de gestion des actifs et de la configuration répondant aux exigences du cycle de vie, de l'inventaire et de la configuration; f. des services de gestion des incidents pour tout le cycle de vie de chaque incident. <p>Remarque : Les services de GSTI peuvent être offerts en utilisant des outils de tiers.</p>	<p>techniques justifiant comment il respecte ce critère. [Remarque : L'utilisation de documents commerciaux et marketing publiés est acceptée.]</p> <p><i>ET</i></p> <p>Le répondant doit fournir une démonstration audiovisuelle enregistrée de chaque capacité définie dans ce critère. Les démonstrations doivent être accessibles par un hyperlien. [Remarque : Les démonstrations de capacité peuvent être combinées pour ce critère.]</p>	
O16	<p>L'infrastructure infonuagique commerciale existante du répondant doit comporter une fonction permettant de limiter l'accès administratif à l'intérieur de certaines limites géographiques et d'émettre des avertissements, des alertes et des renseignements de vérification sur toute transgression possible de cette restriction.</p> <p>Remarque : Cette restriction ne s'applique pas aux transmissions de données.</p>	<p>Le répondant doit décrire les services et fournir des documents techniques justifiant comment il respecte ce critère. [Remarque : L'utilisation de documents commerciaux et marketing publiés est acceptée.]</p>	

O17	Le répondant doit fournir des services de conception, de mise en œuvre, d'intégration, de migration, de soutien et de formation par lui-même ou par l'intermédiaire de partenaires tiers certifiés par le PSC.	Le répondant doit décrire les services et fournir des documents techniques justifiant comment il respecte ce critère. [Remarque : L'utilisation de documents commerciaux et marketing publiés est acceptée.]	
O18	Le répondant doit prouver qu'il a réinvesti en moyenne 30 % de ses bénéfices dans l'amélioration de son infrastructure infonuagique commerciale et de son offre de service au cours des 60 mois consécutifs précédant la date de clôture de l'ISQ, au minimum.	Le répondant doit fournir des documents financiers publiés ainsi qu'une déclaration écrite décrivant lesdits investissements.	

Tableau 2

N°	Critère obligatoire	Renseignements demandés dans la réponse	Réponse des répondants. Page à laquelle se trouvent les renseignements dans la réponse (indiquer le numéro de page).
O19	Les services infonuagiques existants du répondant doivent comprendre un contrôle de l'accès en fonction des attributs (ABAC) détaillé et des services standard du langage XACML offrant au moins les fonctions ci-dessous : (a) prise en charge de 25 000 utilisateurs; (b) contrôle de l'accès en fonction des attributs pour tous les éléments suivants : i. dispositifs; ii. applications; iii. fichiers et dossiers.	<i>Le répondant doit décrire les services et fournir des documents techniques justifiant comment il respecte ce critère.</i> [Remarque : L'utilisation de documents commerciaux et marketing publiés est acceptée.]	
O20	Les services infonuagiques existants du répondant doivent comprendre la mise en place de la sécurité axée sur les données lorsque la politique d'accès aux données est appliquée séparément du serveur de règles et du client de serveur de règles, conformément à la publication spéciale 800-162 du NIST.	<i>Le répondant doit décrire les services et fournir des documents techniques justifiant comment il respecte ce critère.</i> [Remarque : L'utilisation de documents commerciaux et marketing publiés est acceptée.]	
O21	Les services infonuagiques existants du répondant doivent	<i>Le répondant doit décrire les services et fournir des documents</i>	

N° de l'invitation – Solicitation No.

W8474-18IT01/C

N° de réf. du client – Client Ref. No.

W8474-18IT01/C

N° de la modif. – Amd. No.

N° du dossier – File No.

061qe.W8474-18IT01

Id de l'acheteur – Buyer ID

061qe

N° CCC/ CCC No.– N° VME/FMS No.

	<p>prendre en charge l'utilisation de chacun des éléments suivants :</p> <p>a) des étiquettes de métadonnées de sécurité conformes à l'accord de normalisation OTAN 4774, Syntaxe des métadonnées de confidentialité de l'OTAN;</p> <p>b) la liaison d'étiquettes de métadonnées de sécurité conforme à l'accord de normalisation OTAN 4778, Mécanisme de liaison des métadonnées.</p>	<p><i>techniques justifiant comment il respecte ce critère.</i></p> <p>[Remarque : L'utilisation de documents commerciaux et marketing publiés est acceptée.]</p>	
--	--	---	--

N° de l'invitation – Sollicitation No.
W8474-18IT01/C
N° de réf. du client – Client Ref. No.
W8474-18IT01/C

N° de la modif. – Amd. No.
N° du dossier – File No.
061qe.W8474-18IT01

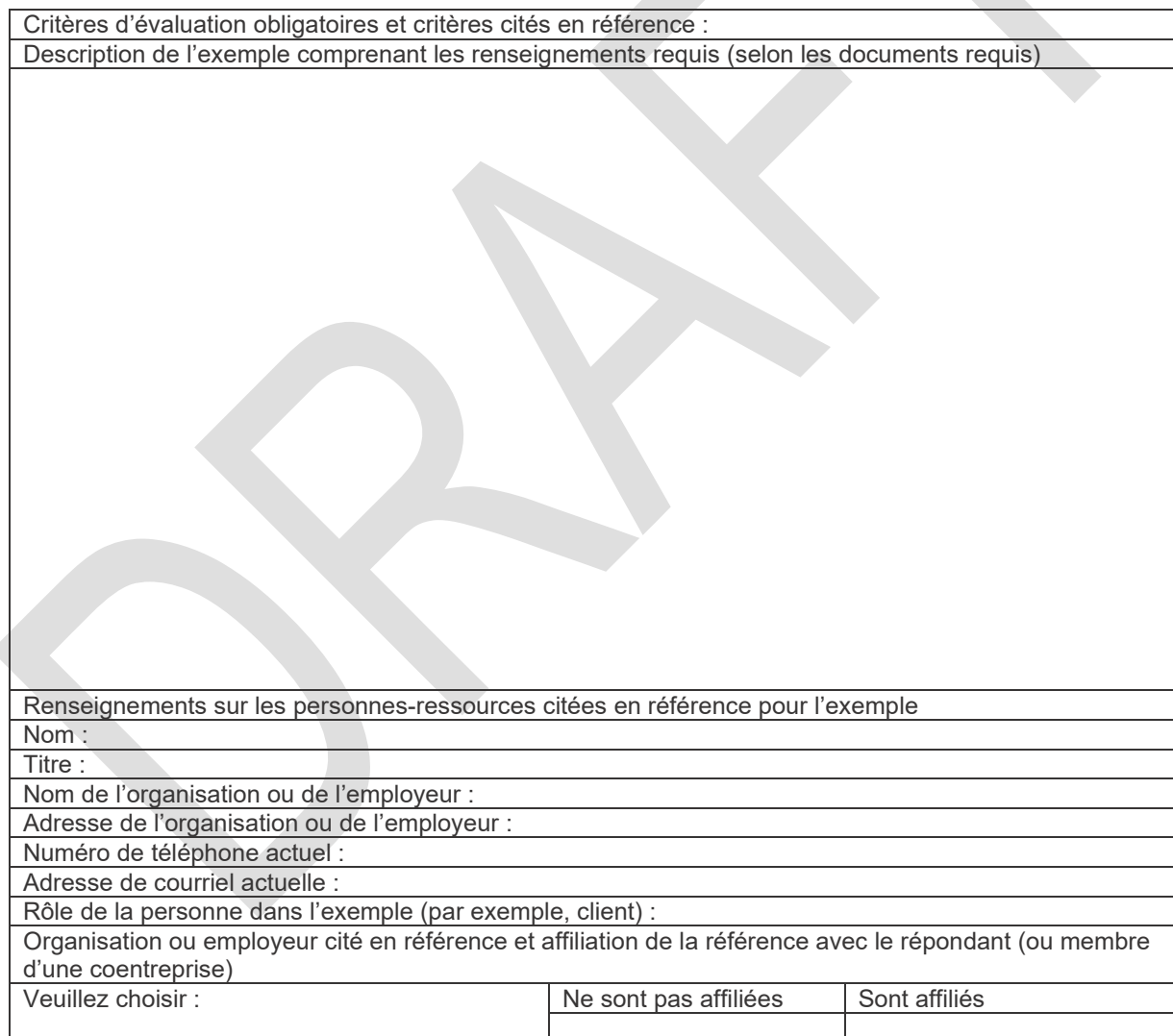
Id de l'acheteur – Buyer ID
061qe
N° CCC/ CCC No.– N° VME/FMS No.

Formulaire d'information sur les services et capacités cités en référence

Instructions à l'intention des répondants

- Les répondants doivent soumettre un formulaire d'information sur les services et capacités cités en référence pour chacun des exemples cités en référence en réponse à chacun des critères obligatoires applicables du tableau 1.
- Les répondants doivent fournir la référence requise comme indiqué dans chaque critère d'évaluation obligatoire. Les répondants sont tenus de préciser quelle référence et quel exemple s'appliquent à quel critère d'évaluation obligatoire spécifique.
- Le Canada peut communiquer avec la personne-ressource donnée afin de valider les renseignements fournis, comme décrit dans la partie 3 de l'ISQ.

Formulaire d'information sur les services et capacités cités en référence

Critères d'évaluation obligatoires et critères cités en référence :		
Description de l'exemple comprenant les renseignements requis (selon les documents requis)		
		
Renseignements sur les personnes-ressources citées en référence pour l'exemple		
Nom :		
Titre :		
Nom de l'organisation ou de l'employeur :		
Adresse de l'organisation ou de l'employeur :		
Numéro de téléphone actuel :		
Adresse de courriel actuelle :		
Rôle de la personne dans l'exemple (par exemple, client) :		
Organisation ou employeur cité en référence et affiliation de la référence avec le répondant (ou membre d'une coentreprise)		
Veuillez choisir :	Ne sont pas affiliées	Sont affiliés

N° de l'invitation – Sollicitation No.
W8474-18IT01/C
N° de réf. du client – Client Ref. No.
W8474-18IT01/C

N° de la modif. – Amd. No.
N° du dossier – File No.
061qe.W8474-18IT01

Id de l'acheteur – Buyer ID
061qe
N° CCC/ CCC No.– N° VME/FMS No.

Pièce jointe 2 de la partie 4 (Procédures d'évaluation et méthodes de sélection)
4.2 FORMULAIRE DE PRÉSENTATION DE LA RÉPONSE

Invitation à se qualifier N° W8474-18IT01/C Formulaire de présentation de la réponse			
Dénomination sociale complète du répondant <i>Dans le cas d'une coentreprise, veuillez identifier tous les membres.</i>			
Représentant autorisé du répondant aux fins d'évaluation (p. ex. pour obtenir des précisions)	Nom		
	Titre		
	Adresse		
	Numéro de téléphone		
	Numéro de télécopieur		
	Courriel		
Compétence relative au contrat <i>La province ou le territoire du Canada choisi par le répondant qui aura les compétences pour assurer l'application de tout contrat subséquent (si différent de celui qui est précisé dans la demande).</i>			
Numéro d'entreprise – approvisionnement (NEA) du répondant <i>Veuillez consulter les Instructions uniformisées de SPC. Il est à noter que le NEA donné doit correspondre à la dénomination sociale utilisée dans la réponse. Si ce n'est pas le cas, on établira le répondant en fonction de la dénomination sociale fournie, et le répondant devra fournir le NEA qui correspond à cette dernière.</i>			
Anciens fonctionnaires <i>Pour en savoir davantage, veuillez consulter l'article des instructions uniformisées de SPC intitulé « Ancien fonctionnaire ».</i> <i>S'il s'agit d'une réponse en tant que coentreprise, veuillez fournir cette information pour chacun des membres.</i>	Le répondant est-il un ancien fonctionnaire touchant une pension selon la définition des Instructions uniformisées de SPC? Si oui, veuillez fournir les renseignements requis à la section des instructions uniformisées de SPC intitulée « Ancien fonctionnaire ».		<div>Oui</div> <div>non</div>
	Le répondant est-il un ancien fonctionnaire ayant reçu une somme forfaitaire en vertu de la Directive sur le réaménagement des effectifs? Si oui, veuillez fournir les renseignements requis à la section des instructions uniformisées de SPC intitulée « Ancien fonctionnaire ».		<div>Oui</div> <div>non</div>
	Le répondant atteste qu'il n'a aucun effectif au Canada.		
	Le répondant atteste qu'il est un employeur du secteur public.		
Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi – Attestation <i>Pour en savoir davantage, veuillez consulter l'article des Instructions uniformisées de SPC intitulé « Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi ».</i>	Le répondant atteste qu'il est un employeur sous réglementation fédérale, assujetti à la <i>Loi sur l'équité en matière d'emploi</i> .		
	Le répondant atteste qu'il a un effectif combiné de moins de 100 employés (à temps plein, temps partiel ou temporaires) au Canada.		
	Le répondant a un effectif combiné de 100 employés (à temps plein, à temps partiel ou temporaire) ou plus au Canada.		
	Le numéro de certificat est valide et à jour.		

N° de l'invitation – Solicitation No.

W8474-18IT01/C

N° de réf. du client – Client Ref. No.

W8474-18IT01/C

N° de la modif. – Amd. No.

N° du dossier – File No.

061qe.W8474-18IT01

Id de l'acheteur – Buyer ID

061qe

N° CCC/ CCC No.– N° VME/FMS No.

Veuillez cocher l'une des cases ou fournir l'information demandée. S'il s'agit d'une réponse en tant que coentreprise, veuillez fournir cette information	Le répondant atteste avoir envoyé l'Accord pour la mise en œuvre de l'équité en matière d'emploi (LAB1168) aux responsables du Programme du travail d'Emploi et	
---	---	--

Invitation à se qualifier N° W8474-18IT01/C Formulaire de présentation de la réponse		
Langue de communication future dans le cadre du processus d'approvisionnement – veuillez indiquer le français ou l'anglais		
Province ou territoire canadien visé par la demande selon les lois en vigueur		
Niveau d'attestation de sécurité du répondant <i>Vérifiez que l'attestation de sécurité correspond à la dénomination sociale du répondant. Si ce n'est pas le cas, l'attestation n'est pas valide pour le répondant.</i>	Niveau de sécurité	
	Date d'attribution	
	Entité émettrice (SPAC, Gendarmerie royale du Canada, etc.)	
	Dénomination sociale de l'entité à qui l'attestation de sécurité a été décernée	
<p>En apposant ma signature ci-dessous, je confirme, au nom du répondant, que j'ai lu l'invitation à se qualifier en entier, y compris les documents qui y sont incorporés par renvoi, et j'atteste que :</p> <ol style="list-style-type: none">1. Le répondant considère qu'il a les compétences et les produits requis pour satisfaire à tous les critères obligatoires décrits dans l'invitation à se qualifier;2. Tous les renseignements fournis sont exacts et complets;3. Le répondant accepte de se conformer à toutes les modalités et conditions de la présente ISQ, documents intégrés par renvoi compris. <p>Si un répondant présente une réponse à l'ISQ en tant que coentreprise, chaque membre doit signer la partie ci-dessous.</p>		
Signature du représentant autorisé du répondant		
Signature du représentant autorisé de la coentreprise (le cas échéant)		

ITI C2 – Conception détaillée de l’option de gestion financière	Numéro du contrat W8474-18IT01/XXX/QE	Date __-__-20__
	Numéro de l’autorisation de tâches (AT) (unique, séquentiel) N°-AT	
Codification financière (timbre BDM)	Numéro de la modification de l’autorisation de tâches (AT) (le cas échéant) Cliquez ici pour saisir le texte.	
	Titre de l’AT Cliquez ici pour saisir le texte.	
	Coût total de l’AT Taxes exclues : \$ Taxes comprises : \$	
Exigences en matière de sécurité : Cette tâche comprend des exigences en matière de sécurité : <input type="checkbox"/> Oui — Des exigences en matière de sécurité sont incluses pour cette tâche —, voir <i>l’annexe 4 – Liste de vérification des exigences relatives à la sécurité (LVERS)</i> du contrat. Niveau de sécurité requis pour cette AT. <input type="checkbox"/> Fiabilité pour toutes les ressources <input type="checkbox"/> Secret pour toutes les ressources <input type="checkbox"/> Non – Aucune exigence relative à la sécurité n’est incluse pour cette tâche.		
Exigences linguistiques : Cette tâche comprend des exigences linguistiques : <input type="checkbox"/> L’équipe de l’entrepreneur doit être en mesure de fournir des services et des produits livrables en anglais. <input type="checkbox"/> L’équipe de l’entrepreneur doit être en mesure de fournir des services (communications) en anglais et en français conformément aux exigences précisées.		

1. Objectif et portée	
	<input type="checkbox"/> Référence Annexe A –

2. 1 – Exigences de SPAC

2. 2 – Rôles et responsabilités

Catégorie de main-d'œuvre (Annexe B)	Description des rôles et des responsabilités

3. Produits livrables		

Produit livrable	Description	Échéance

4. Hypothèses et contraintes propres à l'AT

5. Détail des coûts

Période des services	Du :	__-__-20__	Au :	__-__-20__
5.1 Produits livrables et calendrier de paiement				
Produit livrable		Date de livraison		Montant
				Voir Base de paiement ci-dessous (annexe C).
5.2 Coût total				
Voir la proposition datée du <input checked="" type="checkbox"/> __-__-20__ . jj/mm/aa		Sous-total de l'AT (TVH en sus) \$ TVH – (13 %) \$ Coût total (TPS/TVH incluses) \$		
Base de paiement applicable	<input type="checkbox"/> Prix ferme de l'AT de _____ \$ pour les produits livrables mentionnés dans la section 3) 1.1 ci-dessus. <input type="checkbox"/> Limitation des dépenses – AT de _____ \$ pour les livrables mentionnés dans la section 3) 1.2 et 1.3 ci-dessus <input type="checkbox"/> Frais de déplacement de _____ \$ (TPS/TVH en sus) pour les déplacements préautorisés <input type="checkbox"/> Coûts directs de _____ \$ (TPS/TVH en sus)			
Mode de paiement applicable	<input type="checkbox"/> Paiement unique à prix ferme après l'acceptation des produits livrables par le GC <input type="checkbox"/> Paiements d'étape pour les produits livrables <input type="checkbox"/> Paiements progressifs après l'acceptation des produits livrables par le GC <input type="checkbox"/> Paiement mensuel à prix ferme			
5.3 Déplacements (le cas échéant) – taxes applicables indiquées séparément				
Sans objet				

6. Données sur les ressources

Ressource	N° du dossier de sécurité de TPSGC	Accordée

7. Acceptation technique

Le responsable technique examinera les produits livrables finaux aux fins d'acceptation et d'approbation avant le traitement du paiement.

8. Approbations

- ☒ Cette AT d'une valeur supérieure à 100 000 \$ (y compris les taxes applicables) doit être autorisée par le responsable technique **ET** l'autorité contractante (SPAC).

	Nom	Signature	Date
Approuvé par l'entrepreneur :			__ - __ -20__
Approuvé par l'autorité contractante :			__ - __ -20__
Approuvé par l'autorité contractante :			__ - __ -20__
Approuvé par l'autorité contractante (SPAC, au besoin) :			__ - __ -20__

Annexe A – Plan du projet

Voir le plan du projet joint à la proposition datée du __ - __ -20__.

Annexe B – Analyse des coûts de soutien

Voir la proposition financière jointe à la proposition datée du __ - __ -20__.

Annexe C – Base de paiement

Base de paiement – Prix unitaires fermes ou prix de lot ferme – Autorisations de tâches

À condition de remplir de façon satisfaisante toutes ses obligations en vertu de l'autorisation de tâches (AT) approuvée, l'entrepreneur reçoit le prix de lot ferme de _____ \$, tel que précisé dans l'autorisation de tâches approuvée.

S'il y a lieu, déterminer les produits livrables assujettis aux paiements d'étape conformément au calendrier d'étapes suivant. Les droits de douane sont compris, et les taxes applicables sont en sus.

Le Canada ne paiera pas l'entrepreneur pour une modification technique, des modifications ou des interprétations des travaux, à moins que celles-ci n'aient été approuvées par écrit par l'autorité contractante avant d'être intégrées aux travaux.

Voici le calendrier d'étapes selon lequel les paiements seront faits dans le cadre de l'AT.

Numéro de l'étape	Produits livrables	Date de livraison	Paiement
1		__-__-20__ \$
2		__-__-20__ \$
3		__-__-20__ \$
	Titre du projet de l'AT : _____ Paiement total		_____ \$

S'il y a lieu, l'entrepreneur sera payé tous les mois pour les coûts qu'il a raisonnablement et convenablement engagés dans l'exécution des travaux établis conformément à la base de paiement ci-dessous, jusqu'à une limitation des dépenses de _____ \$. Les droits de douane sont compris, et les taxes applicables sont en sus.

AT – Composante 1 : _____		
Description	Prix mensuel	Prix mensuel
 \$ \$
 \$ \$
 \$ \$
Coût total mensuel : \$ \$

AT – Composante 2 : _____		
Description	Prix mensuel	Prix mensuel
 \$ \$
 \$ \$
 \$ \$
Coût total mensuel : \$ \$

AT – Composante 3 : _____		
Description	Prix mensuel	Prix mensuel
 \$ \$
 \$ \$
Coût total mensuel : \$ \$

Mode de paiement

Paiement d'étape – Non assujetti à une retenue

Le Canada effectuera les paiements d'étape conformément au calendrier d'étapes détaillé dans la présente autorisation de tâches et aux dispositions de paiement du contrat si :

- a. une demande de paiement exacte et complète est présentée au moyen du formulaire PWGSC-TPSGC 1111, Demande de paiement progressif, et que tout autre document exigé par le contrat a été présenté conformément aux instructions relatives à la facturation fournies dans le contrat;
- b. toutes les attestations demandées sur le formulaire PWGSC-TPSGC 1111 ont été signées par les représentants autorisés concernés;
- c. tous les travaux associés à l'étape et, selon le cas, tout produit livrable exigé sont terminés et ont été acceptés par le Canada.

Paiement mensuel

Pour toute autorisation de tâches attribuée en vertu du contrat comportant un paiement mensuel, le Canada paiera l'entrepreneur chaque mois pour les travaux complétés pendant le mois visé par la facture conformément aux dispositions de paiement du contrat si :

- a. une facture exacte et complète ainsi que tout autre document au contrat ont été présentés conformément aux instructions relatives à la facturation prévues au contrat;
- b. tous ces documents ont été vérifiés par le Canada;
- c. les travaux exécutés ont été acceptés par le Canada.

Rétroaction de l'industrie concernant l'ébauche de l'ISQ pour l'ITI C2 – CRITÈRES D'ÉVALUATION TECHNIQUES OBLIGATOIRES		
Autres renseignements		
Critères proposés		Commentaires
Noir en gras – original sans modification, noir barré – original modifié, rouge en gras – ajout		
O1	<p>A) Le répondant doit s'être vu accorder un accord-cadre infonuagique du gouvernement du Canada (GC) [https://gc-cloud-services.canada.ca/s/gc-cloud-fa? language=fr].</p> <p>OU</p> <p>B) Le répondant doit avoir conçu et mis en œuvre au moins une infrastructure-service ou une plateforme-service infonuagique, puis obtenu l'autorisation d'exploitation initiale ou complète pour son déploiement. Cette infrastructure-service ou plateforme-service infonuagique doit :</p> <p>a. être exploitée aux niveaux AUS Protected, UK Official-Sensitive, NZL Restricted ou USA Level 4;</p> <p>b. être basée sur la technologie infonuagique commerciale du répondant;</p> <p>c. prendre en charge au moins 500 utilisateurs;</p> <p>d. être exploitée et tenue à jour par le répondant depuis au moins les 12 mois complets consécutifs précédant la date de clôture de l'ISQ.</p> <p>OU</p> <p>C) Le répondant doit avoir conçu et mis en œuvre et réalisé au moins une infrastructure-service ou plateforme-service infonuagique, puis obtenu l'autorisation d'exploitation initiale ou complète pour son déploiement dans un pays du Gp5, dans un organisme de l'OTAN, en France ou en Allemagne, qui :</p> <p>a. être exploitée au niveau Secret ou Très secret;</p> <p>b. être basée sur la technologie infonuagique commerciale du répondant;</p> <p>c. prendre en charge au moins 500 utilisateurs;</p> <p>d. être exploitée et tenue à jour par le répondant depuis au moins les 12 mois complets consécutifs précédant la date de clôture de l'ISQ.</p>	
O2	<p>Le répondant doit avoir conçu, mis en œuvre et exploité une infrastructure-service ou une plateforme-service infonuagique commerciale multi-locataires qui prenait en charge au moins trois sociétés, ministères ou organismes gouvernementaux distincts utilisant chacun un service infonuagique privé et virtuel distinct et avoir offert au minimum ce qui suit à chaque client pendant au moins les 36 mois complets consécutifs précédant la date de clôture de l'ISQ :</p> <p>a. 25 000 utilisateurs;</p> <p>b. 1 000 serveurs virtuels;</p> <p>c. 1 pétaoctet de stockage en ligne;</p> <p>d. 1 pétaoctet de sauvegarde de mémoire en ligne;</p> <p>e. 5 pétaoctets de stockage quasi en ligne/hors ligne.</p>	
O3	<p>L'infrastructure infonuagique commerciale existante du répondant doit permettre l'adaptation automatique des ressources de calcul, de mémoire et de stockage en temps réel en fonction des fluctuations de la demande.</p>	
O4	<p>Les services infonuagiques commerciaux existants du répondant doivent offrir des niveaux de stockage distincts pour la sauvegarde en ligne et la sauvegarde et l'archivage quasi en ligne ou hors ligne, offrant des performances et des coûts adaptés à chaque utilité.</p> <p>Remarque : Dans ce contexte, le passage « des performances et des coûts adaptés à chaque objectif » renvoie à une pratique adoptée dans l'industrie consistant à utiliser des services de stockage moins performants lorsque possible (comme pour l'archivage) afin de réaliser des économies.</p>	
O5	<p>Les services infonuagiques commerciaux existants du répondant doivent comprendre des services d'analyse avancée de données permettant l'analyse prédictive et l'apprentissage automatique. Ces services doivent :</p> <p>a. être utilisés dans les multiples ensembles de données des comptes et des sous-comptes disparates de n'importe quelle organisation d'utilisateurs;</p> <p>b. être disponibles (utilisables) en ligne et hors ligne.</p> <p>Remarque : Les services d'analyse avancée de données peuvent être offerts par des partenaires tiers.</p>	
O6	<p>Les services infonuagiques commerciaux existants du répondant doivent comprendre un ensemble d'outils et de services qui permettent et automatisent le développement, les essais, l'intégration, le déploiement et la surveillance continus des applications logicielles.</p>	
O7	<p>Le répondant doit avoir conçu et mis en œuvre une infrastructure infonuagique composée d'au moins deux centres de données physiques qui :</p> <p>a. offrent une fonction de basculement automatique pour les services;</p> <p>b. sont séparés par une distance d'au moins 1 500 km;</p> <p>c. sont en service depuis au moins les 36 mois consécutifs précédant la date de clôture de l'ISQ.</p>	
O8	<p>L'infrastructure infonuagique commerciale existante du répondant doit pouvoir restreindre les services infonuagiques et le stockage de données à certaines limites géographiques et émettre des avertissements, des alertes et des renseignements de vérification pour toute transgression possible des restrictions établies.</p> <p>Remarque : Cette restriction ne s'applique pas aux transmissions de données.</p>	
O9	<p>Le répondant doit offrir et avoir conçu et mis en œuvre des services infonuagiques en périphérie (point d'extrémité) qui comprennent des services d'infrastructure-service et de plateforme-service, du soutien d'applications conteneurisées exécutées localement, des services d'analyse de données et des services de traitement de données.</p> <p>Plus précisément, le répondant doit démontrer que ces services en périphérie :</p> <p>a. sont portatifs (poids maximal de 100 kg par composant physique individuel);</p> <p>b. peuvent être utilisés hors ligne;</p> <p>c. peuvent être utilisés sur des réseaux en circuit fermé;</p> <p>d. peuvent reprendre automatiquement la synchronisation du stockage de données avec l'environnement infonuagique dès que la connexion perdue ou moins puissante est rétablie.</p>	
O10	<p>Les services infonuagiques commerciaux existants du répondant doivent prendre en charge la fédération avec les services de gestion de l'accès aux identités des organisations clientes au moyen du langage SAML 2.0 et d'OAuth 2.0.</p>	
O11	<p>Les services infonuagiques commerciaux existants du répondant doivent offrir un portail libre-service qui permet aux utilisateurs de mettre à disposition leurs propres ressources infonuagiques à la demande et peut être configuré de sorte à restreindre l'accès des utilisateurs à des services approuvés au préalable dans certains emplacements géographiques.</p>	
O12	<p>Le répondant doit donner accès à des logiciels-service offerts par des tiers et avoir élargi son catalogue de logiciels-service au cours des 12 mois précédant la date de clôture de l'ISQ.</p> <p>Remarque : Le catalogue de logiciels-service devrait comprendre ceux offerts par le PSC et les tiers.</p>	

O13	Les services infonuagiques commerciaux existants du répondant doivent être accessibles depuis une interface Web compatible avec les appareils mobiles.	
O14	Les services infonuagiques commerciaux existants du répondant doivent permettre de mesurer l'utilisation et les coûts des services et des applications infonuagiques à la minute près au minimum, de faire des rapports à ce sujet (y compris générer des avertissements) et d'assigner des mesures, puis permettre aux clients de créer des mesures personnalisées à ajouter aux mesures par défaut.	
O15	<p>Le répondant doit offrir des services et des outils de gestion des services de technologie de l'information (GSTI) pour permettre la gestion de ses services infonuagiques, entre autres :</p> <p>a. des services de gestion financière et d'optimisation des coûts (budgétisation, facturation, comptabilité);</p> <p>b. des services de gestion de la disponibilité qui permettent de garantir que les systèmes sont disponibles au besoin;</p> <p>c. des services de gestion de la capacité afin de s'assurer que la capacité est toujours rentable (remarque : comprend la gestion de la capacité des entreprises, des services et des composants);</p> <p>d. des services de gestion de la sécurité de l'information prenant en charge la gestion des pratiques de confidentialité, d'intégrité, d'authenticité, de disponibilité et de non-répudiation;</p> <p>e. des services de gestion des actifs et de la configuration répondant aux exigences du cycle de vie, de l'inventaire et de la configuration;</p> <p>f. des services de gestion des incidents pour tout le cycle de vie de chaque incident.</p> <p>Remarque : Les services de GSTI peuvent être offerts en utilisant des outils de tiers.</p>	
O16	<p>L'infrastructure infonuagique commerciale existante du répondant doit comporter une fonction permettant de limiter l'accès administratif à l'intérieur de certaines limites géographiques et d'émettre des avertissements, des alertes et des renseignements de vérification sur toute transgression possible de cette restriction.</p> <p>Remarque : Cette restriction ne s'applique pas aux transmissions de données.</p>	
O17	Le répondant doit fournir des services de conception, de mise en œuvre, d'intégration, de migration, de soutien et de formation par lui-même ou par l'intermédiaire de partenaires tiers certifiés par le PSC.	
O18	Le répondant doit prouver qu'il a réinvesti en moyenne 30 % de ses bénéfices dans l'amélioration de son infrastructure infonuagique commerciale et de son offre de service au cours des 60 mois consécutifs précédant la date de clôture de l'ISQ, au minimum.	
O19	<p>Les services infonuagiques existants du répondant doivent comprendre un contrôle de l'accès en fonction des attributs (ABAC) détaillé et des services standard du langage XACML offrant au moins les fonctions ci-dessous :</p> <p>(a) prise en charge de 25 000 utilisateurs;</p> <p>(b) contrôle de l'accès en fonction des attributs pour tous les éléments suivants :</p> <p>i. dispositifs;</p> <p>ii. applications;</p> <p>iii. fichiers et dossiers.</p>	
O20	Les services infonuagiques existants du répondant doivent comprendre la mise en place de la sécurité axée sur les données lorsque la politique d'accès aux données est appliquée séparément du serveur de règles et du client de serveur de règles, conformément à la publication spéciale 800-162 du NIST.	
O21	<p>Les services infonuagiques existants du répondant doivent prendre en charge l'utilisation de chacun des éléments suivants :</p> <p>a) des étiquettes de métadonnées de sécurité conformes à l'accord de normalisation OTAN 4774, Syntaxe des métadonnées de confidentialité de l'OTAN;</p> <p>b) la liaison d'étiquettes de métadonnées de sécurité conforme à l'accord de normalisation OTAN 4778, Mécanisme de liaison des métadonnées.</p>	